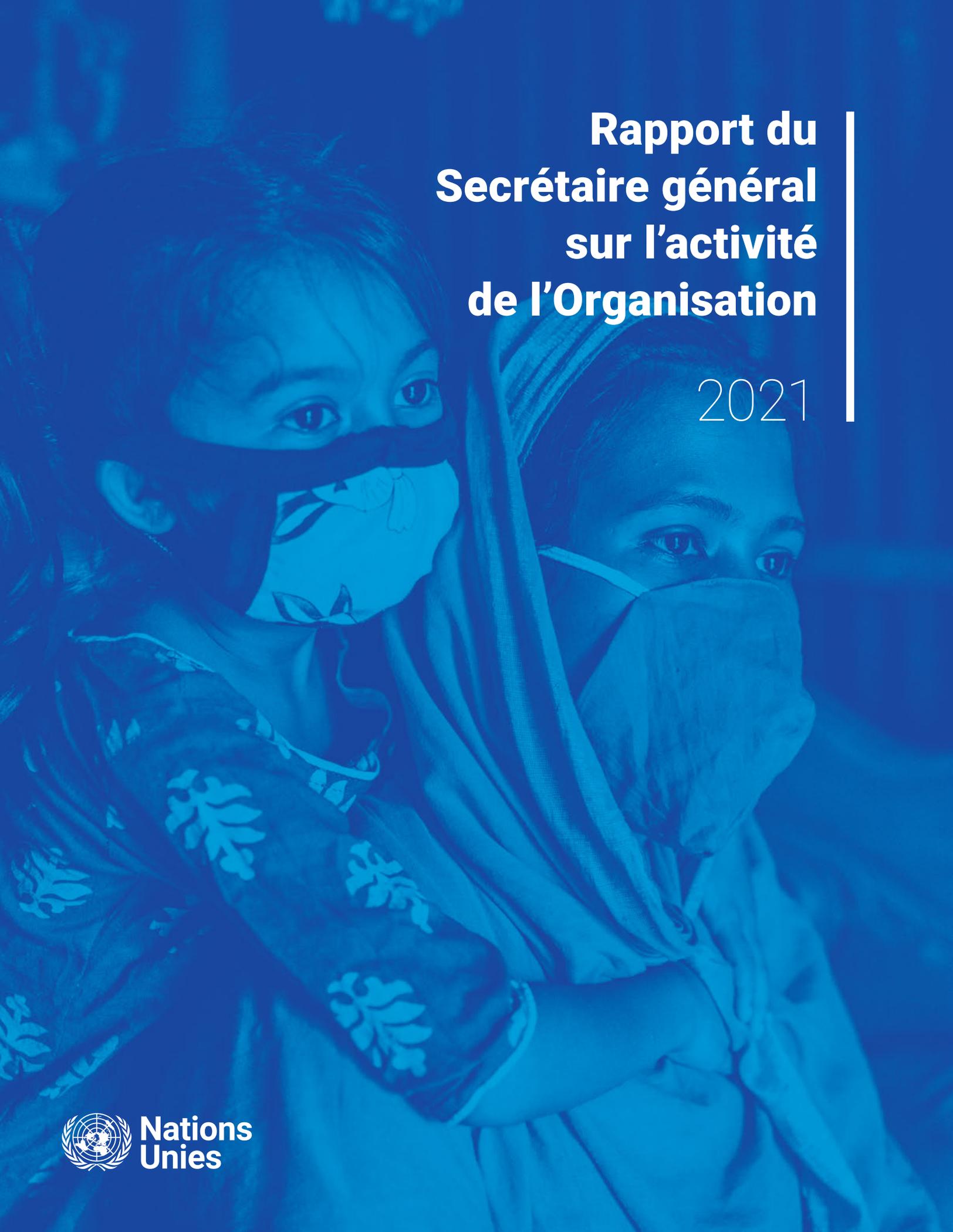




**Rapport du
Secrétaire général
sur l'activité
de l'Organisation**

2021

A photograph of two women wearing face masks, overlaid with a blue tint. The woman on the left is wearing a patterned mask and a floral-patterned top. The woman on the right is wearing a plain mask and a headscarf. The background is dark and out of focus.

Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation

2021



Nations
Unies

Table des matières

COPYRIGHT :

Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (A/76/1, soixante-seizième session)

Publié par l'Organisation des Nations Unies
New York, NY 10017, États-Unis d'Amérique

Copyright © 2021 Nations Unies
Tous droits réservés

Le présent document dans son intégralité ne peut être reproduit ni transmis sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, électronique ou mécanique, y compris la photocopie, l'enregistrement ou tout autre système informatisé de mise en mémoire ou de recherche des données connu ou encore à inventer, sans la permission écrite de l'éditeur.

Toute demande de renseignement sur les droits et licences, y compris les droits dérivés, doit être envoyée à l'adresse suivante :

United Nations Publications
405 East 42nd Street, S-09FW001
New York, NY 10017
United States of America

Courriel : permissions@un.org; **site Web :** <http://shop.un.org>

Les demandes de reproduction de courts extraits et les demandes de photocopie doivent être envoyées au Copyright Clearance Center (www.copyright.com).

eISBN : 978-92-1005931-2
epubISBN : 978-92-1-358382-1
Online ISSN : 2617-2844

Conception et réalisation :

Division de la gestion des conférences, Office des Nations Unies à Genève
Département de la communication globale, Organisation des Nations Unies, New York
Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences,
Organisation des Nations Unies, New York

Crédits :

Toutes les photographies utilisées dans la présente publication proviennent du Secrétariat de l'ONU et d'autres entités des Nations Unies. Sauf indication contraire, toutes les données utilisées dans le présent rapport émanent de l'Organisation des Nations Unies.

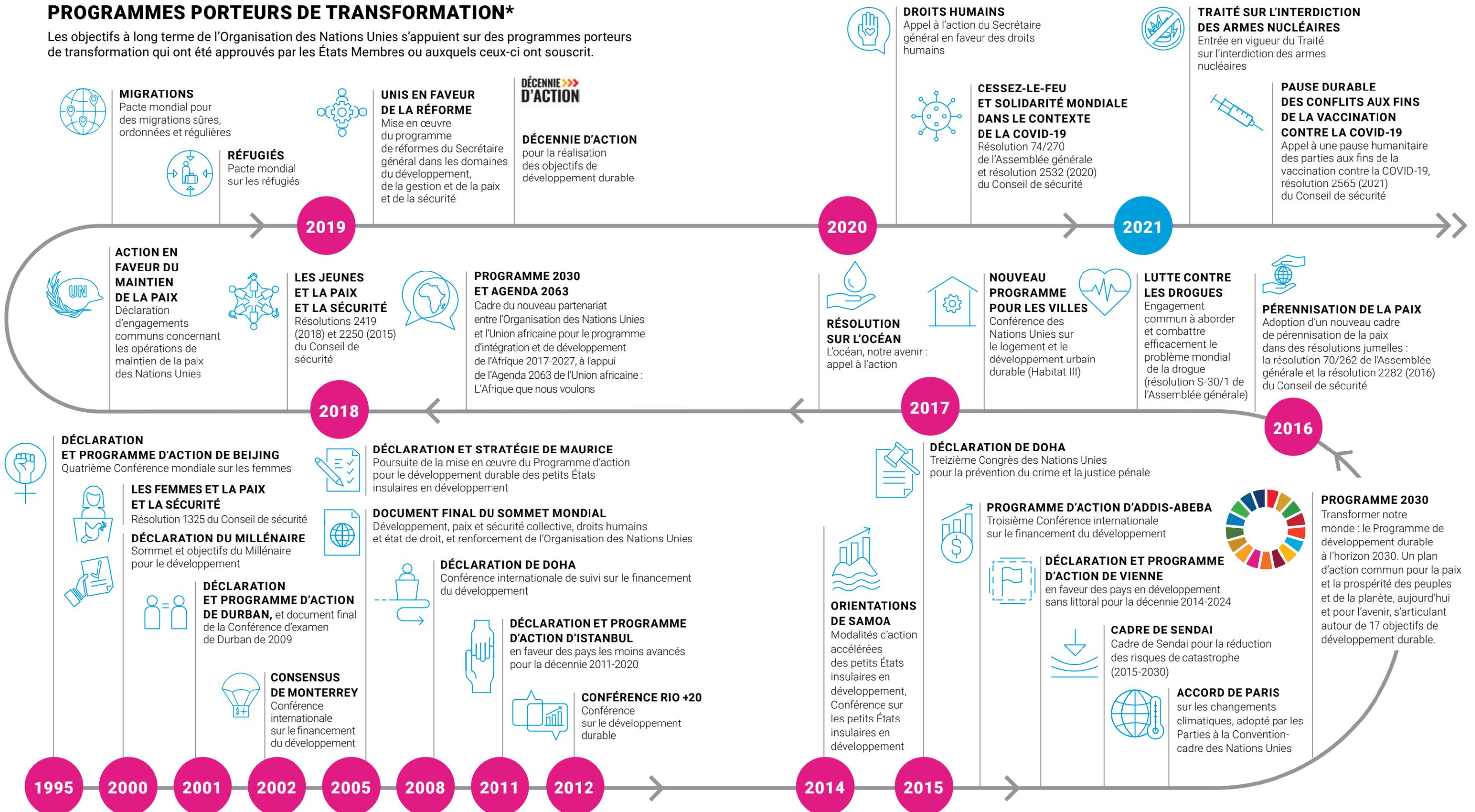
Couverture :

Fatema et sa fille de sept ans. Fatema est une employée de maison du bidonville de Kalyanpur qui a perdu son emploi en raison de la crise provoquée par la pandémie de COVID-19. (Dacca, Bangladesh; 22 juillet 2020)
© PAM/Sayed Asif Mahmud

| | |
|--|------------|
| INTRODUCTION | 6 |
| ACTION EN FAVEUR D'UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE SOUTENUE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE | 22 |
| MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES..... | 42 |
| DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE | 62 |
| PROMOTION ET PROTECTION DES DROITS HUMAINS | 72 |
| EFFICACITÉ DE LA COORDINATION DES OPÉRATIONS D'ASSISTANCE HUMANITAIRE | 86 |
| PROMOTION DE LA JUSTICE ET DU DROIT INTERNATIONAL | 100 |
| DÉSARMEMENT | 106 |
| LUTTE ANTIDROGUE, PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ ET LUTTE CONTRE LE TERRORISME | 114 |
| BON FONCTIONNEMENT DE L'ORGANISATION | 124 |

PROGRAMMES PORTEURS DE TRANSFORMATION*

Les objectifs à long terme de l'Organisation des Nations Unies s'appuient sur des programmes porteurs de transformation qui ont été approuvés par les États Membres ou auxquels ceux-ci ont souscrit.



* Le diagramme montre certains programmes porteurs de transformation adoptés depuis 1995 et n'est pas exhaustif. Le programme de travail de l'ONU est guidé par plusieurs autres mandats arrêtés par les organes délibérants.

Drapeaux devant le bâtiment de l'Assemblée générale pendant le débat général de la soixante-quinzième session de l'Assemblée. (New York; 23 septembre 2020)
© Photo ONU/Rick Bajornas

Introduction



LES GRANDES PRIORITÉS

- Action en faveur d'une croissance économique soutenue et du développement durable
- Maintien de la paix et de la sécurité internationales
- Développement de l'Afrique
- Promotion et protection des droits humains
- Efficacité de la coordination des opérations d'assistance humanitaire
- Promotion de la justice et du droit international
- Désarmement
- Lutte antidrogue, prévention de la criminalité et lutte contre le terrorisme

L'Article 98 de la Charte des Nations Unies dispose que le Secrétaire général doit présenter à l'Assemblée générale un rapport annuel sur l'activité de l'Organisation. Les grandes priorités couvertes par le rapport correspondent aux huit priorités établies par l'Assemblée générale à chaque exercice biennal, auxquelles vient s'ajouter un dernier chapitre sur le bon fonctionnement de l'Organisation.



Pour célébrer le soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, le Président de la soixante-quinzième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, Volkan Bozkir, a invité tous les États Membres et observateurs à signer le préambule de la Charte des Nations Unies en signe de renouvellement de leur engagement à respecter ses principes. (New York; 23 octobre 2020)
© Photo ONU/Manuel Elías

INTRODUCTION

La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a dominé l'année qui vient de s'écouler, à l'ONU comme partout. Nous sommes un monde endeuillé par la perte de millions de personnes. Chaque pays a connu la douleur, l'incertitude et la vulnérabilité, et la pandémie est le plus grand défi d'envergure mondiale que nous ayons eu à relever collectivement depuis la fondation de notre organisation. Elle a déclenché des crises sur les plans sanitaire, social et économique et sur celui des droits humains, qui ont fait ressortir l'importance de la coopération multilatérale mais l'ont aussi mise à rude épreuve.

L'ONU joue un rôle central dans la riposte, qu'il s'agisse de sauver des vies, de préserver des emplois ou de veiller à ce que le relèvement se fasse de manière équitable et durable en aidant les gouvernements. Nous avons aidé quelque 160 pays à faire face aux conséquences sanitaires, humanitaires, sociales et économiques de la COVID-19 et plus de 260 millions d'enfants à suivre des cours à distance. Parallèlement, nous avons contribué à la création et à la mise en service du Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19 (Accélérateur ACT) et de son mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19. La seule façon d'enrayer la pandémie est de procurer des vaccins à tous les pays.

Nous avons conduit et alimenté de vastes débats sur la sécurité sanitaire, la stabilité financière mondiale et l'immense fragilité de notre planète, dont on commence à prendre conscience. Cette fragilité tient à l'accroissement de la pauvreté et de la faim; aux conflits prolongés et aux crises qui touchent les droits humains; à la montée en flèche des inégalités économiques à l'échelle nationale et entre les pays; au développement incontrôlé des nouvelles technologies; au délitement du régime de désarmement nucléaire; à la triple crise planétaire que constituent les changements climatiques, la perte de biodiversité et l'augmentation des niveaux de pollution de l'air et des eaux. Nos destins sont liés : cela n'a jamais été aussi évident. Des risques inacceptables se feront jour si nous ne parvenons pas à trouver des solutions aux problèmes qui nous sont communs.



« Les crises sanitaires, sociales et économiques et les crises des droits humains déclenchées par la pandémie de COVID-19 ont mis en exergue l'importance de la coopération multilatérale – et l'ont également mise à rude épreuve. »

António Guterres, Secrétaire général

La voie qui mène à des sociétés plus fortes et plus résilientes passe par un relèvement porteur de transformation bien ancré dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Accord de Paris. Au cours de l'année écoulée, nous avons collaboré étroitement avec les gouvernements du monde entier pour lancer la décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable, en apportant notre concours aux plans de relance qui s'attaquent à la crise climatique, investissent dans les énergies renouvelables et le développement durable, visent à réduire les inégalités et l'exclusion et favorisent l'égalité des genres. Nous avons soutenu la mise en place de systèmes de protection sociale solides et le renforcement des systèmes de santé et de la couverture sanitaire universelle. L'appel que j'ai lancé en avril 2020 en faveur de la paix dans les foyers a été suivi d'une réflexion menée à l'échelle du système sur la nécessité que les mesures de riposte tiennent compte des questions de genre et protègent contre la violence fondée sur le genre.

Nos débats sur le financement du développement ont permis de forger une nouvelle façon de travailler, en collaboration avec les institutions financières internationales, et de créer un espace propice à l'émergence d'idées novatrices afin d'aider les pays à revenu faible ou intermédiaire à miser sur leur population et à éviter de se retrouver dans une situation où ils ne pourraient plus rembourser leur dette. Une série de tables rondes, mettant à l'honneur des femmes économistes, a débouché sur de nouvelles stratégies en vue d'une reprise verte, inclusive et durable.

Nos efforts de mobilisation pour l'action climatique mondiale (production de rapports fondés sur des données scientifiques, campagnes à l'intention du public ou négociations avec le secteur privé) ont contribué à la création d'une coalition de plus en plus large en faveur de la réduction à zéro des émissions nettes d'ici à 2050 et à la sensibilisation

de la communauté des bailleurs de fonds au fait que les combustibles fossiles sont plus risqués et plus coûteux que les énergies renouvelables. Au Sommet sur l'ambition climatique, qui s'est tenu en décembre 2020, nous avons recueilli les plans et engagements de 75 pays et ceux de nombreuses entreprises et villes sur les initiatives qu'ils entendaient prendre pour réduire, d'ici à 2030, les émissions mondiales de 45 % par rapport aux niveaux de 2010, comme le prévoit l'Accord de Paris. Nous avons également cherché à convaincre la communauté internationale de combler le déficit de financement des mesures d'adaptation et de résilience, soulignant qu'il fallait les mettre sur un pied d'égalité avec les mesures de réduction des émissions. En attendant que se tiennent, en 2021, des réunions décisives sur le climat et la biodiversité, nous nous appuyons sur ces résultats pour enclencher une dynamique irréversible en faveur d'un relèvement vert et d'une transition juste.



“ En œuvrant pour tenir la promesse des objectifs de développement durable, nous riposterons et nous nous relèverons plus rapidement de la pandémie de COVID-19 et ferons en sorte que l'humanité et la planète soient prêtes à réaliser les objectifs pour chaque personne et en tout lieu. ”

Amina J. Mohammed, Vice-Secrétaire générale



“ La pandémie de COVID-19 a constitué l'un des plus grands défis que l'ONU ait jamais eu à relever, et je suis fière de la manière dont nous avons su poursuivre nos activités et répondre aux besoins des personnes que nous servons. ”

Maria Luiza Ribeiro Viotti, Directrice de cabinet

PLUS DE
36 000
MEMBRES DU
PERSONNEL DU
SECRÉTARIAT DE
L'ORGANISATION
DES NATIONS
UNIES ŒUVRENT
POUR OBTENIR
DES RÉSULTATS
DANS 8 DOMAINES
PRIORITAIRES

Développement durable

Plus de **240 millions** de personnes ont eu accès à des services essentiels grâce au soutien des équipes de pays des Nations Unies et des coordonnatrices et coordonnateurs résidents; **120 millions** de personnes ont reçu un appui dans le cadre de programmes de protection sociale.



Paix et sécurité

Plus de **40** missions de maintien de la paix, missions politiques spéciales et bureaux visant à prévenir les conflits et à soutenir les efforts de consolidation de la paix déployés.



Développement de l'Afrique

Soutien à **38** pays et **3** communautés économiques régionales dans l'élaboration de stratégies nationales visant à exploiter les avantages de l'accord sur la zone de libre-échange continentale africaine.



Droits humains

Lancement de l'initiative de choc à l'appui de **plus de 59** États Membres pour placer les droits humains au centre des plans d'intervention socioéconomiques dans le contexte de la COVID-19.



Aide humanitaire

Facilitation de la mobilisation d'un montant de **19,1 milliards de dollars** pour venir en aide à **264,2 millions** de personnes dans **64** pays et territoires.



Justice et droit international

En 2020, **632** traités multilatéraux portant sur des questions d'intérêt mondial avaient été déposés auprès du Secrétaire général.



Désarmement

Appui au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, entré en vigueur le 22 janvier 2021, à la suite de la cinquantième ratification.



Drogues, criminalité, terrorisme

Contribution à la préparation à la COVID-19 dans les centres de détention de **plus de 50** États Membres, ce qui a permis d'améliorer les conditions carcérales des personnes détenues et les services de base qui leur sont offerts.



Les clivages entre grandes puissances et les divisions au sein même des États ont contribué à créer un environnement peu propice à la paix et à la sécurité. Il n'en demeure pas moins que mes envoyés spéciaux et moi-même avons saisi les occasions qui se sont présentées dans des situations de conflit, à travers le monde, pour faire avancer la cause de la paix. L'appel que j'ai lancé en faveur d'un cessez-le-feu mondial pour permettre de lutter contre la pandémie a reçu l'approbation de 180 États Membres et celle du Conseil de sécurité et a servi de fondement à une deuxième résolution réclamant l'instauration d'un cessez-le-feu pour permettre la vaccination contre la COVID-19.

Malgré les difficultés posées par la pandémie, plus de 40 opérations de maintien de la paix et missions politiques spéciales des Nations Unies ont poursuivi leur travail essentiel de protection des civils et de promotion de la paix. Face à la pandémie, nombre d'entre elles se sont mises à fournir des équipements essentiels, à lutter contre la désinformation et à faire connaître les mesures de santé publique.

En cette année du vingtième anniversaire de l'adoption par le Conseil de sécurité de sa résolution historique sur les femmes et la paix et la sécurité, la résolution 1325 (2000), nous avons redoublé d'efforts pour honorer les engagements à cet égard; le nombre de femmes qui dirigent ou participent à la direction d'opérations de paix a augmenté, ainsi que le nombre de soldates de la paix et de médiatrices. Nous avons également apporté notre concours à 19 processus électoraux en 2020 et aidé 60 pays à développer leurs capacités en matière d'élections. Dans l'ensemble du système des Nations Unies, nous avons fait entendre la voix des jeunes et promu leurs droits en matière de prise de décision sur les questions de paix et de sécurité.

Déjà menacés avant l'arrivée de la COVID-19, les droits humains ont subi la vague d'atteintes qui a accompagné la pandémie. Les sept domaines d'action qui s'inscrivent dans le cadre de mon appel à l'action en faveur des droits humains ont fourni un cadre solide pour lutter contre ce recul et faire régner une culture des droits humains dans l'ensemble

du système des Nations Unies. En 2020, près de 90 pays se sont associés à l'ONU pour réformer des lois discriminatoires, notamment celles qui consacrent les inégalités de genre. La nouvelle note d'orientation sur la protection et la promotion de l'espace civique, adoptée en septembre 2020, engage tout le système des Nations Unies à prendre des mesures concrètes pour sauvegarder et promouvoir ce fondement essentiel d'une gouvernance ouverte et inclusive. Nous avons continué d'appliquer la Stratégie et le Plan d'action des Nations Unies pour la lutte contre les discours de haine; une conférence interministérielle est en préparation pour 2021.

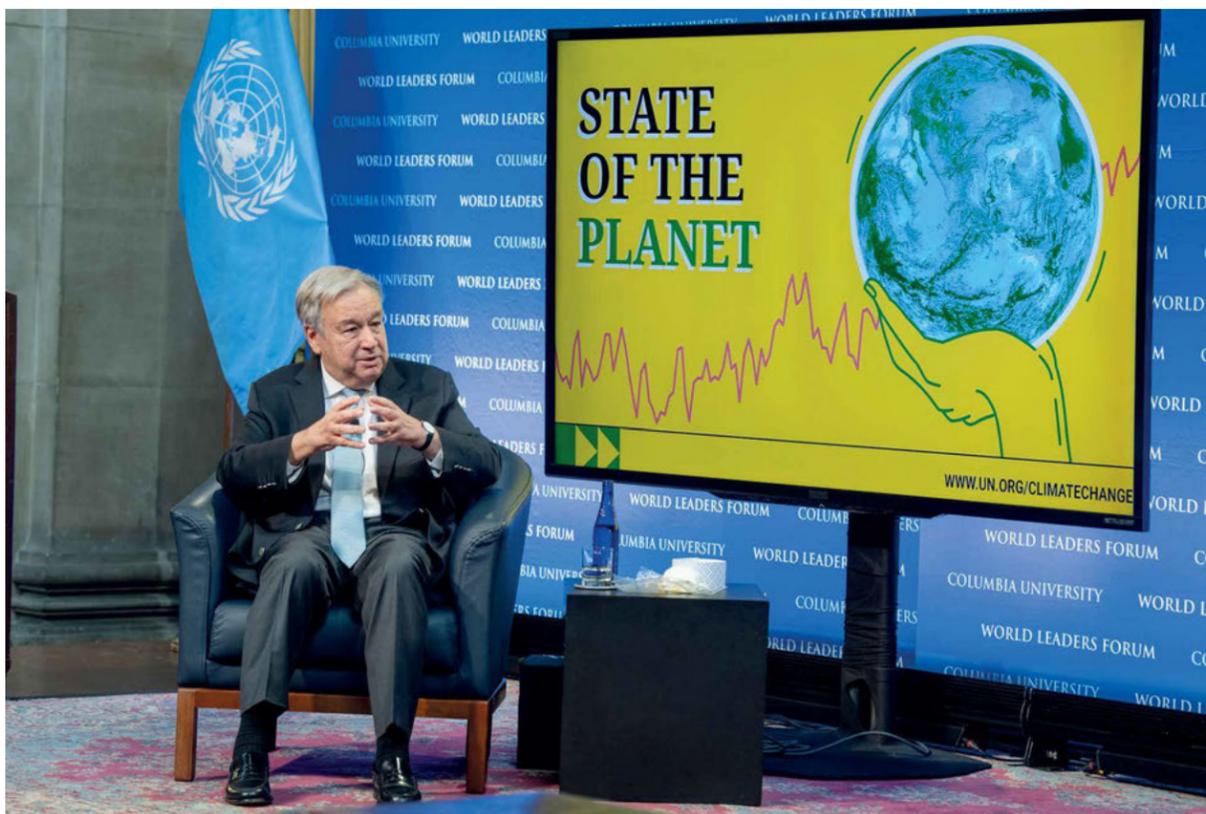
Tout au long de la pandémie, nous avons placé l'égalité des genres et les droits des femmes au cœur de notre action, mettant en évidence l'efficacité du leadership féminin et préconisant des plans de riposte et de relèvement qui ciblent les besoins spécifiques des femmes et investissent dans l'économie des services à la personne. Nos programmes de planification familiale ont permis d'éviter plus de 14 millions de grossesses non désirées, près de 40 000 décès maternels et plus de 4 millions d'avortements non médicalisés en 2020, alors que l'accès aux services de santé était particulièrement restreint.

La pandémie de COVID-19 a révélé que les réformes apportées récemment à nos structures de développement, de paix et de sécurité ainsi qu'à nos

structures de gestion étaient bonnes, puisqu'elles nous ont permis d'ajuster notre fonctionnement et de répondre rapidement aux besoins des États Membres. Dans les mois qui ont suivi le début de la pandémie, les équipes de pays des Nations Unies ont mis en place 121 plans d'intervention socio-économique dans 139 pays et territoires. Plus de 3 milliards de dollars ont été réaffectés et 2 milliards de dollars supplémentaires ont été mobilisés en faveur de mesures immédiates.

Nos réformes de la gestion nous ont permis d'adapter rapidement nos politiques et procédures aux nouvelles réalités qui sont apparues sur le terrain. Parallèlement, nous avons pu déployer des capacités spécialisées dans des domaines prioritaires tels que la santé et la gestion de la chaîne d'approvisionnement. Le budget-programme étant maintenant annuel, nous avons pu intégrer les enseignements tirés de la riposte à la pandémie dans le budget de 2022 plutôt que dans celui de 2024, comme cela aurait été le cas auparavant.

Notre riposte à la pandémie a coïncidé avec une crise de liquidités record, exacerbée par les fluctuations enregistrées dans les habitudes de paiement. Grâce à un contrôle strict des dépenses budgétaires, nous avons réussi à réduire au minimum les conséquences que cela aurait pu avoir sur l'exécution de nos programmes.



Le Secrétaire général, António Guterres, prononce un discours, intitulé « État de la planète », à l'Université Columbia. (New York; 2 décembre 2020) © Photo ONU/Eskinder Debebe



« L'action que nous menons pour prévenir les crises et y faire face ou pour reconstruire après une crise doit toujours être guidée par les principes de l'égalité et de l'inclusion. Nous devons nous attacher en particulier à parvenir à l'égalité des genres et mettre l'accent sur l'inclusion du handicap. »

Ana Maria Menéndez, Conseillère principale pour les politiques



« L'intégration, ça ne veut pas dire que chaque activité est menée conjointement : il s'agit plutôt d'une division stratégique du travail qui exploite différents angles d'attaque et est sous-tendue par une approche commune. »

Volker Türk, Sous-Secrétaire général à la coordination stratégique



Mahmoud apprend à son fils de dix ans à se laver soigneusement les mains. Les Nations Unies ont intensifié les programmes de préparation et d'intervention dans tout le Yémen et sont entrées en contact avec plus d'un demi-million de personnes en faisant du porte à porte. (District de Mokha, Yémen; 9 juin 2020) © OCHA

Le personnel des Nations Unies est notre principal atout; nous avons fait tout notre possible pour le protéger des effets de la pandémie. Nous avons facilité l'évacuation médicale de plus de 200 membres du personnel et partenaires, et le délai des évacuations d'urgence a baissé tout au long de 2020 jusqu'à être diminué de moitié en mars 2021. Les fonctionnaires de l'Organisation ont tiré pleinement parti des modalités de travail à distance et du télétravail, poursuivant leurs activités sans discontinuer.

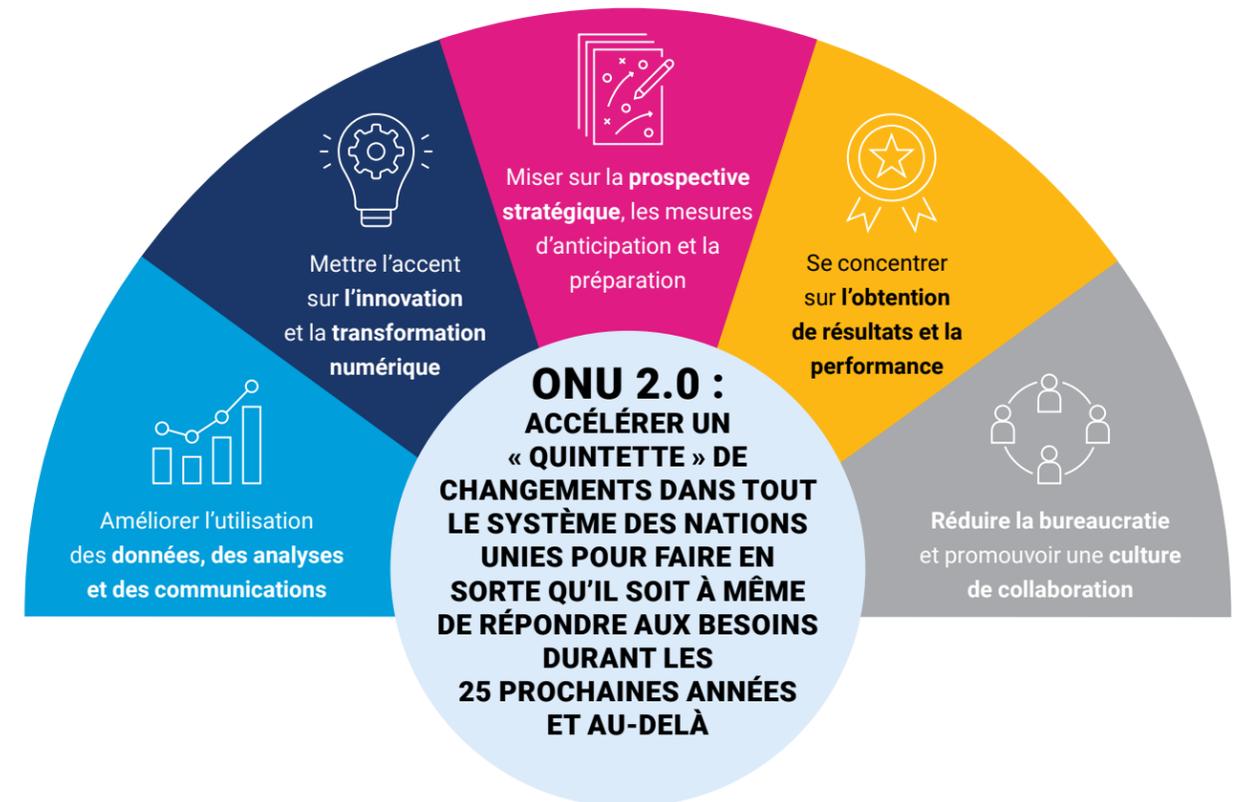
Les efforts que nous faisons pour intégrer l'inclusion et la diversité dans tous les aspects de notre action ne cessent de porter leurs fruits : des progrès vers la parité femmes-hommes ont été enregistrés à tous les niveaux. Nous nous sommes concentrés sur les améliorations à apporter aux opérations de paix, là où il y a le plus à faire. Nous avons lancé une nouvelle stratégie en faveur de la diversité géographique et constaté une intensification des mesures prises à tous les niveaux en faveur de l'intégration des personnes handicapées après le lancement

de la toute première stratégie en la matière il y a deux ans. Nous avons également engagé une importante discussion interne sur le racisme et la discrimination, et nous mettons la dernière main au tout premier plan d'action stratégique contre le racisme au sein de l'Organisation.

Une réflexion approfondie sur l'avenir du multilatéralisme a débuté au cours de l'année écoulée. À l'issue de la vaste opération d'écoute mondiale entreprise pour marquer le soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation et d'une concertation avec les États Membres, les leaders d'opinion et les jeunes penseurs, ainsi que de consultations publiques, nous établissons actuellement un rapport qui comportera des recommandations visant à faire progresser notre programme commun et qui sera présenté en septembre 2021. Le soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation deviendra ainsi le point de départ d'un multilatéralisme redynamisé, un multilatéralisme inclusif en réseau et adapté à l'avenir.



Un mur de billets de remerciement adressés au personnel soignant du Javits Center, un site de vaccination de la ville de New York. (New York; 25 février 2021) © Photo ONU/Evan Schneider



FRUIT DE LA COORDINATION ENTRE LES DIFFÉRENTS PILIERS, L'ACTION DES NATIONS UNIES FACE À LA COVID-19 A UNE PORTÉE MONDIALE ET PEUT ÊTRE REPRODUITE À GRANDE ÉCHELLE

Portée mondiale

Présence mondiale étendue, y compris en ce qui concerne des zones reculées, d'accès restreint ou touchées par des crises

1,6 milliard d'articles d'EPI,

y compris des fournitures biomédicales et des outils de diagnostic, livrés ou en cours d'expédition vers **195 pays et territoires**.



175 millions de doses de vaccin

livrées ou en cours d'expédition via le mécanisme COVAX en 4 mois dans **131 pays et territoires**.



Plus de 300

chargements d'avions de fret, soit 148 000 mètres cubes, expédiés vers **173 pays** via 8 plateformes aériennes mondiales.



Déploiement à grande échelle

Expertise dans la livraison rapide de fournitures essentielles et l'offre de programmes critiques aux populations à risque à l'échelle mondiale

3,86 milliards de doses de vaccin

sécurisées et optionnées via le Mécanisme COVAX en **4 mois**.



3 milliards de personnes

touchées par des messages sur la prévention et l'accès aux services de santé depuis **mars 2020**.



301 millions d'enfants

aidés par un enseignement à distance ou à domicile depuis **mars 2020**.



106 millions de personnes

ont reçu des articles d'hygiène, de l'eau et des services d'assainissement.



78 millions de personnes,

y compris des enfants, ont bénéficié d'un soutien psychosocial.



47 millions de ménages

reçoivent une aide sociale supplémentaire, y compris des subventions en espèces avec l'aide du système des Nations Unies.



Principales initiatives

L'Organisation des Nations Unies coordonne les interventions pluridonateurs

- Contribution à la création de l'**Accélérateur ACT**, avec **14,1 milliards** de dollars de promesses de financement pour les diagnostics de la COVID-19, les traitements et les vaccins.
- Contribution à la création du dispositif **COVAX**, le volet vaccins de l'Accélérateur ACT, qui avait permis de distribuer **175 millions doses** à **131 pays** à la mi-juin 2021.
- Création du **Fonds pour l'action face à la COVID-19 et pour le relèvement**, qui a permis de mobiliser **70 millions de dollars** pour mettre en œuvre les plans de riposte et de relèvement socioéconomiques des Nations Unies, avec 206 programmes prioritaires non financés.
- Publication rapide de **23 notes de synthèse sur la COVID-19**, qui ont fourni des éléments pour les plans de riposte nationaux.
- Lancement de l'**Initiative pour le financement du développement à l'ère de la COVID-19 et après**, afin de galvaniser l'action pour reconstruire en mieux.
- Coparrainage du Cycle de conférences sur l'Afrique de 2020 sur la **COVID-19 et les moyens de faire taire les armes en Afrique**.

* Chiffres de juin 2021



Un avion livre 90 tonnes d'eau, d'articles médicaux et de matériel d'assainissement et d'hygiène dans le cadre de la riposte de l'ONU à la pandémie de COVID-19. (République bolivarienne du Venezuela; 19 juin 2020) © UNICEF

COVAX : ASSURER UN ACCÈS ÉQUITABLE AUX VACCINS CONTRE LA COVID-19

Même si le nombre total de personnes vaccinées contre la COVID-19 augmente, la pandémie reste une sérieuse menace pour des millions de personnes de par le monde. Dans plus de 50 pays, le pourcentage de décès dus à la COVID-19 est en augmentation. L'initiative COVAX vise à accélérer le développement et la fabrication des vaccins contre la COVID-19, et à y garantir un accès juste et équitable pour tous les pays et territoires du monde, car personne ne sera en sécurité tant que tout le monde ne le sera pas.

Pourcentage de personnes ayant reçu au moins une dose de vaccin contre la COVID-19

1^{er} juin 2021



● Nombre de doses allouées au Mécanisme COVAX

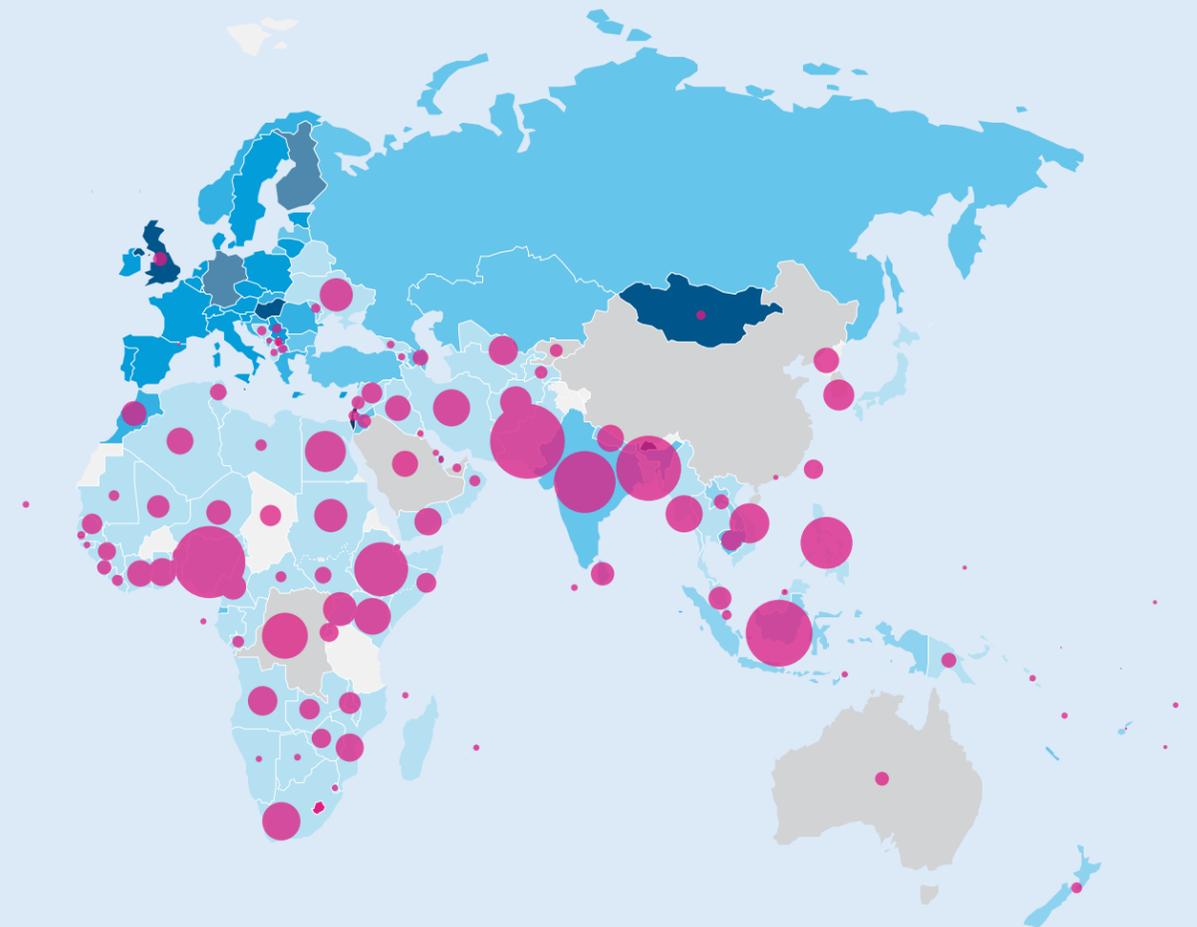
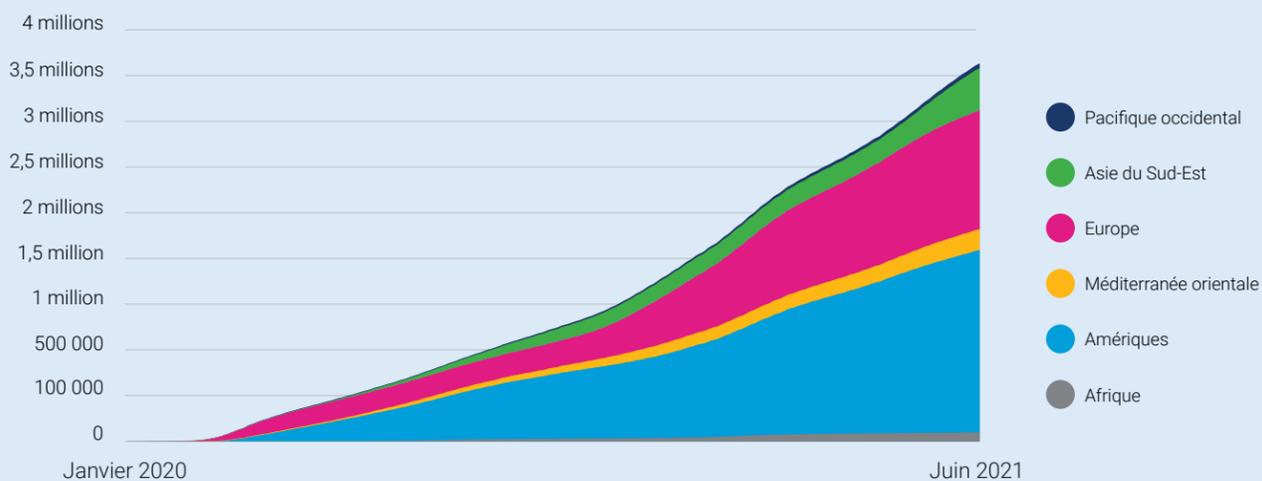
DISTRIBUTION COVAX

78 millions de doses expédiées dans **124 pays**

3,866 milliards de doses de vaccin sécurisées et optionnées via le Mécanisme COVAX

2 milliards de doses de vaccin prêtes à être livrées d'ici à la fin de 2021

NOMBRE CUMULÉ DE DÉCÈS CONFIRMÉS DUS À LA COVID-19, PAR RÉGION



Un professionnel de la santé montre un flacon des premiers vaccins COVAX livrés en Éthiopie. (Eka Kotebe, Éthiopie; 21 mars 2021) © UNICEF/Nahom Tesfaye

L'action menée par la famille des Nations Unies

Le Secrétariat fait partie de la famille des Nations Unies, qui est constituée de multiples organismes, fonds et programmes, d'organes subsidiaires, de commissions techniques et régionales, d'instituts de formation et de bien d'autres entités.

On trouvera ci-après un échantillon de l'action menée par l'ONU.



Les Nations Unies aident les autorités de Java-Centre (Indonésie) à faire en sorte que les femmes et les enfants gardent accès aux services essentiels de santé, de nutrition et de vaccination et obtiennent des informations clés sur la COVID-19. (Java-Centre, Indonésie; 2020) © UNICEF/Fauzan Ijazah

Action climatique



Protection, amélioration et régénération de **344 millions d'hectares** d'habitats terrestres et marins

Offre d'un accès à des **énergies propres, abordables et durables** à **800 000 ménages** dirigés par des femmes dans **16 pays**

Femmes



Apport d'une aide à **45 États Membres** pour accroître la participation des femmes aux processus électoraux, notamment par des actions de sensibilisation et le recours à des mesures temporaires spéciales

Fourniture d'une aide à plus de **2 millions de femmes** par mois pour qu'elles puissent surmonter les complications de la grossesse et de l'accouchement

Apport d'une aide à plus de **337 000 femmes et filles**, visant à prévenir les mutilations génitales féminines et à y faire face

Sécurité alimentaire



Distribution de **24 milliards** de repas à **138 millions de personnes** dans plus de **80 pays**

Distribution quotidienne de repas scolaires à plus de **16 millions d'enfants**

Droits humains



Offre d'un soutien à **8 594 victimes** de formes contemporaines d'esclavage dans **23 pays**

Travail en partenariat avec **89 pays** pour réformer les lois discriminatoires

Offre d'une assistance à **40 000 victimes de la torture** dans **78 pays**

Paix et sécurité



Maintien de **12 opérations de maintien de la paix** avec **90 000 membres du personnel de maintien de la paix**, dont **4 333 soldates de la paix**

Appui à la médiation à **95 reprises** dans plus de **24 contextes différents**

Aide directe à la conduite de **22 élections** et soutien au développement des capacités de **53 États Membres** en ce qui concerne les processus électoraux et les institutions électoraux

Déplacements



Fourniture d'une aide à plus de **81 000 apatrides** pour qu'ils puissent acquérir une nationalité ou confirmer la leur

Apport d'une aide et d'une protection à **82,5 millions** de personnes fuyant la guerre, la famine et la persécution



Un membre du personnel de l'Organisation mondiale de la Santé parle à une mère pendant une campagne de vaccination de masse contre la rougeole et la polio, qui a bénéficié à près d'un demi-million d'enfants à Mogadiscio et dans la région de Banaadir (Mogadiscio, Somalie; 1^{er} septembre 2020) © Ismail Taxta

Enfants



Offre d'un soutien à plus de **301 millions d'enfants**, dont **147 millions de filles**, grâce à l'apprentissage à distance

Prévention des retards de croissance et d'autres formes de malnutrition chez **244 millions d'enfants**

Offre d'une aide à plus de **2,2 millions d'enfants en situation de handicap** dans **144 pays** grâce à des programmes humanitaires et des programmes de développement tenant compte de la question du handicap

Offre à **47,2 millions d'enfants** et de soignants d'un soutien de proximité en matière de santé mentale et d'aide psychosociale dans les situations humanitaires

Eau potable et assainissement



Distribution de services et de fournitures essentiels en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) à **106 millions de personnes**, dont **58 millions d'enfants**

Fourniture d'un accès à l'eau potable à **18,3 millions de personnes**

Prévention des maladies



Expédition de **71 millions de doses de vaccin contre la COVID-19** par le biais du Mécanisme COVAX dans **125 pays** et de **1,1 milliard d'articles d'équipement de protection individuelle**

Gestion d'un stock de **500 000 vaccins contre le virus Ebola** disponibles en cas de flambée épidémique

Moyens de subsistance



Fourniture d'une aide à **5 millions de personnes** dans **28 pays touchés par une crise** : il s'agissait de les aider à trouver un emploi ou de meilleurs moyens de subsistance

Aide à **1,2 million de personnes vulnérables** dans **13 pays** en ce qui concerne la sécurité des droits fonciers et le règlement des différends fonciers

Apport d'une aide à **24 millions de personnes** dans **22 pays** visant à leur donner accès à des services financiers

Collaboration avec **30 gouvernements** visant à mettre au point des indices de la pauvreté multidimensionnelle afin d'améliorer l'inclusion sociale

Un groupe de jeunes tient des panonceaux représentant les objectifs de développement durable. (Cuba; 2020)



Action en faveur d'une croissance économique soutenue et du développement durable



PRINCIPAUX PROGRAMMES

- Appui aux organes directeurs mondiaux
- Coopération internationale pour le développement
- Coopération régionale pour le développement



RESSOURCES (MONTANT INDICATIF)

1,6 milliard de dollars

493 millions de dollars au titre du budget ordinaire

1,1 milliard de dollars au titre des contributions volontaires



PRINCIPAUX MANDATS

- Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030, résolution 70/1 de l'Assemblée générale
- Déclaration politique sur l'examen de haut niveau à mi-parcours de la mise en œuvre du Programme d'action de Vienne, résolution 74/15 de l'Assemblée générale
- Déclaration politique issue de la réunion de haut niveau chargée d'examiner les progrès accomplis pour répondre aux besoins prioritaires des petits États insulaires en développement grâce à la mise en œuvre des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa), résolution 74/3 de l'Assemblée générale
- Suivi et application des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa) et de la Stratégie de Maurice, résolution 74/217 de l'Assemblée générale
- Repositionnement du système des Nations Unies pour le développement dans le cadre de l'examen quadriennal complet, résolution 72/279 de l'Assemblée générale
- Examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies, résolution 75/233 de l'Assemblée générale
- Déclaration de Victoria Falls sur la Décennie d'action et de réalisation des Nations Unies pour le développement durable en Afrique, ECA/RFSD/2020/16



PRINCIPALES ENTITÉS

- Département des affaires économiques et sociales
- Bureau de la coordination des activités de développement
- CNUCED
- Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement
- Commissions régionales
- ONU-Habitat
- Programme des Nations Unies pour l'environnement
- ONU-Femmes



La fresque sur l'égalité des générations à Mexico, réalisée par l'artiste Adry del Rocio. La fresque est un monument à la gloire d'un monde d'égalité. (Mexico, Mexique; 29 mars 2021) © ONU-Femmes/Dzilam Méndez



LIEN AVEC LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

CONTEXTE

Un an après mon appel à entamer une décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable, nous sommes face à des défis gigantesques. La pandémie de COVID-19 a des effets dévastateurs, en ce qu'elle a souvent réduit à néant des années de progrès en matière de développement et creusé les inégalités préexistantes. C'est pourquoi les objectifs de développement durable sont aujourd'hui plus essentiels que jamais. La COVID-19 a fait plus de 3,4 millions de morts, la faim a gagné du terrain et près de 120 millions de personnes ont été plongées dans la pauvreté, d'où l'importance d'adopter une riposte multilatérale et de faire preuve de solidarité internationale.



“ La pandémie mondiale a mis à l'épreuve la résistance de la réforme du système des Nations Unies pour le développement. Fort heureusement, nos nouvelles structures ont fait leurs preuves et montré un leadership plus fort et des équipes de pays des Nations Unies plus efficaces, qui ont aidé les autorités à mieux réagir et à mieux se relever en faveur des objectifs de développement durable. ”

Robert Piper, Sous-Secrétaire général à la coordination des activités de développement

GRANDS OBJECTIFS

L'Organisation encourage la coopération internationale et les partenariats dans le cadre des programmes mondiaux porteurs de transformation, notamment le Programme 2030, l'Accord de Paris, le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030), le Programme d'action de Beijing, le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, le Nouveau Programme pour les villes, le Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020, le Programme d'action de Vienne et les Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa). Présents dans 162 pays et territoires, les coordonnatrices et coordonnateurs résidents dirigent les équipes de pays des Nations Unies, mobilisant les entités du système des Nations Unies pour le développement afin d'atteindre les objectifs des cadres de coopération arrêtés avec les gouvernements hôtes et ainsi faire progresser les objectifs de développement durable aux niveaux national et local.



“ Nous devons continuer à promouvoir des politiques fondées sur des données factuelles qui aident les États Membres à mieux se relever et faire progresser le monde vers un développement durable qui bénéficie à chaque personne. ”

Liu Zhenmin, Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales

PRINCIPALES RÉALISATIONS

Réaliser le Programme 2030 sur fond de COVID-19

Pendant la pandémie de COVID-19, j'ai engagé une riposte sanitaire, humanitaire et socioéconomique globale; 23 notes de synthèse sur l'impact de la crise et les mesures à adopter pour se relever en mieux ont été élaborées. Des analyses concrètes, des recommandations stratégiques et des propositions fournies par l'ensemble du système des Nations Unies sont venues les compléter.

Guidés par le cadre des Nations Unies pour la réponse immédiate à la COVID 19, le premier du genre, nous avons élaboré 121 plans d'intervention socioéconomique, couvrant 139 pays et territoires, aux fins d'un relèvement inclusif et vert. Nous avons également réaffecté 3 milliards de dollars et mobilisé 2,18 milliards de dollars supplémentaires pour soutenir le relèvement, en nous appuyant sur un nouveau catalyseur, le Fonds des Nations Unies pour l'action face à la COVID-19 et pour le relèvement, entre autres ressources.

Dans le domaine de la santé, l'Accélérateur ACT, ainsi que son mécanisme COVAX, qui est en passe de fournir au moins 2 milliards de doses de vaccin contre la COVID-19 en 2021, a contribué à la mise au point rapide de tests, de traitements et de vaccins.

En juillet 2020, les dirigeants mondiaux ont pris part au forum politique de haut niveau pour le développement durable, qui, grâce à son format virtuel, a réuni plus de 125 000 participants et spectateurs. Au total, 47 pays ont participé au processus d'examen national volontaire, démontrant ainsi leur profond attachement au Programme 2030 malgré les difficultés posées par la pandémie; parmi ces pays, 26 présentaient un examen national volontaire pour la première fois.

En septembre 2020, le premier Coup de projecteur sur les objectifs de développement durable a marqué le point culminant de l'action menée tout au long de l'année pour renforcer le rôle fédérateur et propice à la riposte et au relèvement du cadre qu'offre le Programme 2030 pour la décennie en cours et au-delà, et pour assurer un avenir durable, prospère et inclusif.

RÉALISATION DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE : BILAN



Plus de 135
représentants gouvernementaux de haut niveau se sont réunis en 2020 ...



... avec
plus de 1 100
participants inscrits, y compris des représentants du secteur privé et de la société civile ...



... et
plus de 125 000
personnes connectées grâce au format virtuel ...



... pour examiner les progrès accomplis dans
47
pays ...



... et cet examen aura été accompli pour
177
pays d'ici à 2021.



Une employée de supermarché porte un masque de protection individuelle faisant la promotion de la campagne Unite, distribué lors de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes. (Quito, Équateur; 25 novembre 2020) © ONU-Femmes/Johis Alarcón



Une infirmière prend la température d'une fillette dans un centre de soins de santé primaires. (Beyrouth, Liban; 3 avril 2020) © UNICEF

Accroître le financement du développement

En mai 2020, je me suis associé au Canada et à la Jamaïque pour lancer l'Initiative pour le financement du développement à l'ère de la COVID-19 et après, promouvant auprès des dirigeants et des ministres des finances des solutions de financement concrètes face à la crise de la COVID-19. Les tables rondes auxquelles ont participé d'éminentes économistes ont abouti à l'élaboration d'un menu ambitieux de politiques à court, moyen et long terme adaptées aux besoins des différentes parties prenantes pour favoriser un relèvement qui soit durable et inclusif. Des progrès de taille ont été accomplis dans le cadre de l'Initiative de suspension du service de la dette, émanant du Groupe des Vingt, qui a permis d'alléger la dette de plus de 5 milliards de dollars depuis son entrée en vigueur. Le forum 2021 de l'Initiative pour le financement du développement à l'ère de

la COVID-19 et après a fait progresser le dialogue orienté vers l'action sur des solutions visant à financer le relèvement et à réaliser le Programme 2030; le document final du forum 2021 est le document le plus ambitieux produit depuis la création du forum, témoignant d'un fort engagement de la communauté internationale sur fond de COVID-19.

Afin d'accroître le financement du développement, le forum du monde des affaires sur les objectifs de développement durable a réuni plus de 10 000 participantes et participants, qui ont débattu des bonnes pratiques et des solutions à adopter pour atteindre les objectifs. Nous avons également lancé la plateforme des investisseurs pour les objectifs de développement durable (SDG Investor Platform) en partenariat avec l'Alliance mondiale des investisseurs en faveur du développement durable, qui fournit aux investisseurs du secteur privé des outils permettant de mobiliser de nouveaux capitaux en faveur des objectifs.



« Nous sommes préoccupés par l'exacerbation des inégalités préexistantes et par le relèvement inégal de la pandémie mondiale. Nous avons renforcé notre appui aux États Membres afin que le commerce, les investissements et les technologies contribuent à une reprise inclusive, résiliente et respectueuse de la nature et du genre. »

Isabelle Durant, Secrétaire générale par intérim de la CNUCED



« Forgeons un programme commun pour nous relever totalement de la pandémie de COVID-19 et pour faire avancer le développement durable par la coopération régionale en Asie et dans le Pacifique. »

Armida Alisjahbana, Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

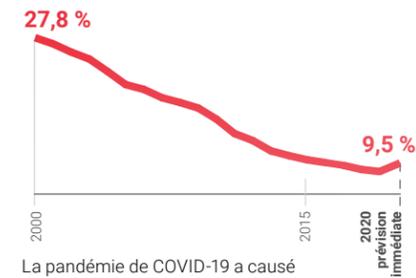


La Foire de l'investissement en faveur des objectifs de développement durable 2021 s'est tenue virtuellement les 13 et 14 avril, avec des présentations par pays du Ghana, de la Jamaïque, du Kenya et du Pakistan.

LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DURABLE À L'HORIZON 2030 : APERÇU

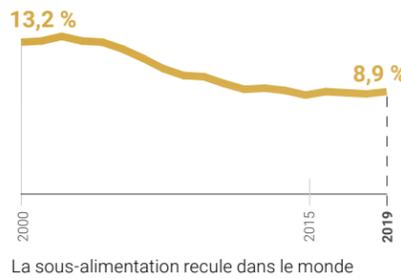
Les dates limites diffèrent d'un graphique à l'autre en raison des différences de fréquence dans la collecte des données relatives aux objectifs.

1 PAS DE PAUVRETÉ
Proportion totale de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté fixé au niveau international (en pourcentage)



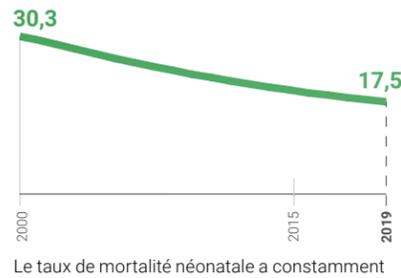
La pandémie de COVID-19 a causé d'importants reculs dans la réduction de la pauvreté.

2 FAIM « ZÉRO »
Prévalence de la sous-alimentation (pourcentage de la population)



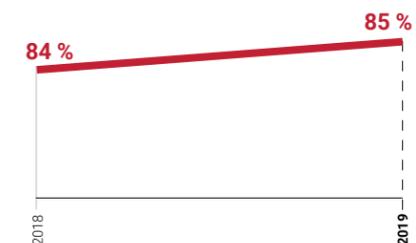
La sous-alimentation recule dans le monde depuis l'an 2000. Les estimations sont établies à partir des valeurs projetées.

3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE
Taux de mortalité néonatale (décès pour 1 000 naissances vivantes)



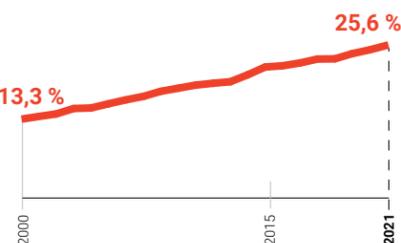
Le taux de mortalité néonatale a constamment diminué.

4 ÉDUCATION DE QUALITÉ
Taux d'achèvement du cycle primaire



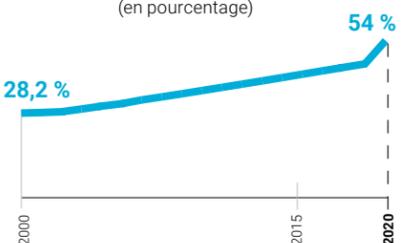
L'accès universel et équitable à l'enseignement primaire n'est pas encore une réalité.

5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES
Proportion de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux (pourcentage du nombre total de sièges)



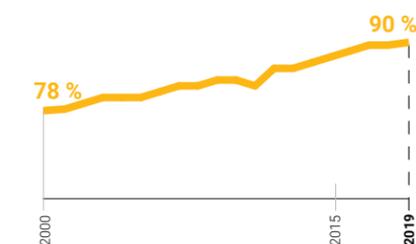
D'importants progrès ont été réalisés dans la lutte contre la sous-représentation des femmes dans les parlements nationaux.

6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT
Proportion de la population utilisant des services d'assainissement gérés de façon sûre (en pourcentage)



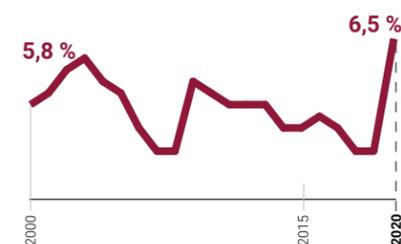
Aujourd'hui, davantage de personnes ont accès à des services d'assainissement gérés de façon sûre qu'en l'an 2000.

7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE
Proportion de la population ayant accès à l'électricité (en pourcentage)



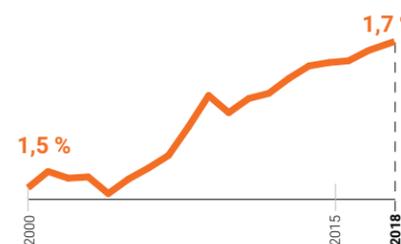
La grande majorité de la population mondiale a aujourd'hui accès à l'électricité.

8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE
Taux de chômage (en pourcentage)



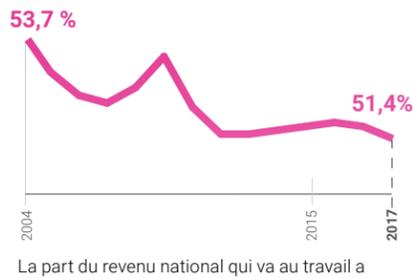
Le chômage mondial a augmenté en raison de la pandémie de COVID-19, qui a effacé les progrès réalisés au cours des deux dernières décennies.

9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE
Dépenses de recherche-développement en pourcentage du PIB



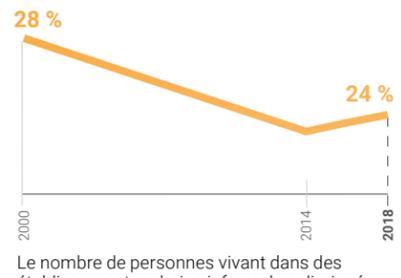
Dans le monde entier, on accorde de plus en plus d'importance à la recherche et au développement.

10 INÉGALITÉS RÉDUITES
Part du travail dans le PIB (en pourcentage)



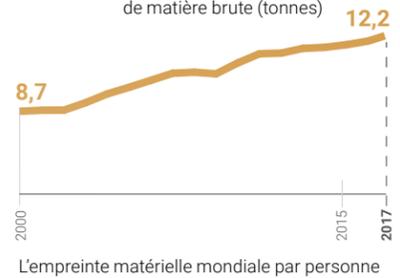
La part du revenu national qui va au travail a affiché une tendance à la baisse.

11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES
Proportion de la population urbaine vivant dans des quartiers de taudis (en pourcentage)



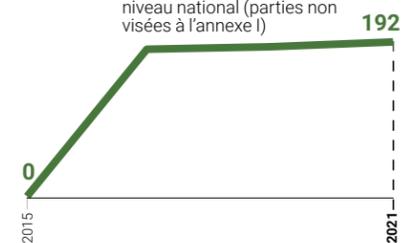
Le nombre de personnes vivant dans des établissements urbains informels a diminué depuis l'an 2000.

12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES
Empreinte matérielle par personne, par type de matière brute (tonnes)



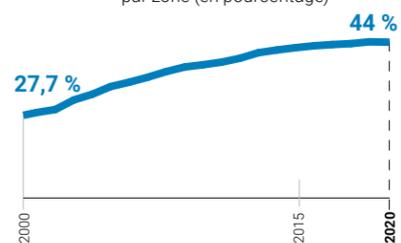
L'empreinte matérielle mondiale par personne a augmenté.

13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
Nombre de pays ayant communiqué leur première contribution déterminée au niveau national (parties non visées à l'annexe I)



Les 191 signataires de l'Accord de Paris et l'Érythrée ont communiqué leur première contribution déterminée au niveau national.

14 VIE AQUATIQUE
Proportion moyenne des zones marines clés pour la biodiversité qui sont protégées ou font l'objet d'autres mesures de conservation par zone (en pourcentage)



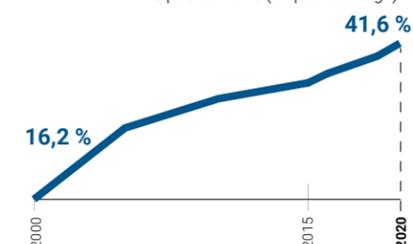
La proportion de zones clés faisant l'objet de mesures de conservation a augmenté depuis 2000.

15 VIE TERRESTRE
Zones forestières (en milliers de km²)



Il faut redoubler d'efforts pour conserver et restaurer les forêts du monde entier.

16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES
Pays disposant d'institutions nationales des droits humains indépendantes et conformes aux Principes de Paris (en pourcentage)



Moins de 50 % des pays disposent d'institutions des droits humains conformes aux Principes de Paris.

17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS
Aide publique au développement nette (en pourcentage du RNB)



L'objectif collectif de 0,7 % du revenu national brut (RNB) pour l'aide au développement n'a pas été atteint. Source : OCDE

ACCÉLÉRATION DES PROGRÈS

Les objectifs de développement durable ne sont pas en voie d'être tous atteints d'ici 2030, malgré les avancées dans certains domaines. De plus, la pandémie de COVID-19 a ralenti le rythme des progrès, et même entraîné certains reculs. Il est d'autant plus urgent que les États Membres et les autres partenaires contribuent à la Décennie d'action.

Pour un rapport détaillé sur l'état d'avancement des ODD, consultez le site www.un.org/sustainabledevelopment/progress-report/.

Ne laisser personne de côté

Pour améliorer l'appui que nous apportons aux petits États insulaires en développement, dont les vulnérabilités particulières ont été amplifiées par la pandémie de COVID-19, nous avons formulé, comme l'a demandé l'Assemblée générale, des recommandations au sujet de la mise au point et de l'utilisation d'un indice de vulnérabilité multidimensionnel concernant les petits États insulaires en développement, afin de guider l'appui apporté au titre des programmes.

Pour aider les 3,6 milliards de personnes qui n'ont pas accès à Internet, la Commission du développement social a adopté des politiques visant à promouvoir l'inclusion numérique des groupes défavorisés, notamment les femmes et les filles, les personnes handicapées, les jeunes, les populations autochtones et les personnes âgées. Nous avons également aidé plus de 300 millions d'enfants et de jeunes du monde entier à poursuivre leur scolarité en ligne pendant la pandémie.

Pour lutter contre l'insécurité alimentaire et la mauvaise alimentation, en 2021, la Commission de la population et du développement a adopté par consensus une résolution sur la population, la sécurité alimentaire, la nutrition et le développement, qui servira de base aux réunions et forums internationaux à venir.

La mise en œuvre de Jeunesse 2030, la Stratégie des Nations Unies pour la jeunesse, s'accélère dans l'ensemble du système des Nations Unies, le tableau de bord établi par les équipes de pays des Nations Unies servant à évaluer les progrès accomplis. En 2020, il est ressorti des premiers rapports émanant de 33 entités et de 130 équipes de pays que nous avons répondu de manière rapide et énergique aux besoins des jeunes pendant la crise due à la COVID-19.

En 2021, nous avons lancé le premier rapport mondial sur l'âgisme, lequel vise à mieux faire connaître les attitudes âgistes, caractérisées par des stéréotypes ou des discriminations fondés sur la vieillesse, et à faciliter l'adoption de mesures globales qui soutiennent chaque étape de la vie.



“ L'Amérique latine et les Caraïbes sont marquées par de profondes inégalités. Pour être porteur de transformation et durable, le relèvement doit se fonder sur l'action climatique, l'élimination de toutes les formes d'inégalité, l'élimination de la pauvreté et l'instauration de contrats sociaux et budgétaires inclusifs axés sur la protection sociale universelle. ”

Alicia Bárcena, Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes



“ Pour exploiter le potentiel de transformation offert par l'urbanisation et tenir la promesse du développement durable, les villes ont besoin d'une planification, d'une gestion et d'une gouvernance efficaces. ”

Maimunah Mohd Sharif, Directrice exécutive d'ONU-Habitat



“ Aujourd'hui plus que jamais, les États les plus vulnérables ont besoin de notre attention et de notre soutien particuliers pour survivre à la confluence de la crise climatique et de la pandémie de COVID-19. ”

Fekitamoeloa 'Utoikamanu, ancienne Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement



La pandémie aggrave les inégalités dont pâtissent les personnes handicapées du monde entier, qui sont au nombre de 1 milliard. (Bangladesh; 5 avril 2020) © PNUD Bangladesh/Fahad Kaizer



La défenseuse de la vie aquatique Şahika Ercümen a plongé dans le Bosphore pour appeler l'attention sur l'augmentation de la pollution marine pendant la pandémie de COVID-19. (Istanbul, Turquie; 27 juin 2020) © Şebnem Coşkun — Anadolu Agency/PNUD Turquie

Action climatique

Notre leadership en matière d'action climatique intervient à un moment critique, puisque les températures mondiales ont continué d'augmenter en 2020, contribuant aux incendies de forêts, aux sécheresses, aux inondations, au blanchissement des coraux, à la formation de nuées de criquets pèlerins et à la fréquence accrue des phénomènes météorologiques extrêmes, qui paralysent les populations et entravent le développement. La consommation et la production non durables sont à l'origine des crises liées aux changements climatiques, à la perte de biodiversité et à la pollution.

La coalition mondiale de parties prenantes qui se sont engagées à atteindre l'objectif de zéro émission nette d'ici à 2050 n'a cessé de croître. De nombreux gouvernements ont relevé les objectifs intermédiaires afin de parvenir à une réduction de 45 % des émissions d'ici à 2030. J'ai continué d'encourager les pays à appuyer la transition énergétique dans les pays en développement et à faire en sorte que l'objectif de mobiliser 100 milliards de dollars de nouvelles promesses annuelles de financement en faveur de l'action climatique soit atteint ou dépassé pour la période 2021-2025.

Au cours de l'année 2020, nous avons apporté un soutien important aux États Membres qui souhaitent renforcer les contributions déterminées au niveau national et s'attaquer aux priorités en matière de climat et d'environnement, en nous appuyant sur le plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour guider notre action au niveau des pays.

L'Organisation a tenu son premier sommet sur la biodiversité en septembre 2020, alors que la Décennie des Nations Unies pour la diversité biologique (2011-2020) s'achevait. Grâce à ce sommet, auquel ont participé 72 chefs d'État ou de gouvernement, les situations d'urgence en matière de climat et de biodiversité ont été maintenues au premier plan des priorités mondiales de développement durable.

En avril 2021, nous avons produit le premier rapport d'évaluation du plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030). Si la superficie forestière mondiale s'est accrue, notamment en Asie, en Europe et en Océanie, les répercussions socioéconomiques de la pandémie et l'escalade des crises liées au climat et à la biodiversité menacent d'anéantir ces progrès.

Les programmes d'alerte et d'intervention rapides ont joué un rôle essentiel dans la réduction de la mortalité due aux catastrophes, sachant que le nombre de phénomènes météorologiques extrêmes est passé du simple au double entre 2000 et 2019. Un partenariat avec l'organisme World Broadcasting Unions sur le projet « Les médias sauvent des vies » a permis de former plus de 500 journalistes sur la façon de communiquer avec les citoyennes et les citoyens pour qu'ils soient moins vulnérables en cas de catastrophe.



« L'année 2020 nous a appris que la communauté mondiale était capable de s'adapter rapidement et d'engager des changements. Dans notre action pour nous relever de la pandémie de COVID-19, nous avons besoin d'une approche commune et transformatrice pour faire face à la triple crise planétaire des changements climatiques, de la perte de biodiversité et de la pollution. »

Inger Andersen, Directrice exécutive du Programme des Nations Unies pour l'environnement

Égalité des genres

La COVID-19 a exacerbé les inégalités de genre dans toutes les sociétés : davantage de femmes se sont retrouvées au chômage et dans la pauvreté, la charge des soins dans le milieu de vie s'est alourdie et la pandémie a alimenté la spirale de la violence contre les femmes et les filles. Dès le début de la crise, le système des Nations Unies a réagi en veillant à ce que l'égalité des genres soit au cœur de la planification des mesures de riposte et de relèvement. L'une des premières notes de synthèse que j'ai publiées portait sur l'impact de la pandémie sur les femmes et les filles. Anticipant l'intensification de la violence à leur égard, j'ai lancé un appel à la paix dans les foyers qui a été repris par plus de 140 États Membres.

Pour favoriser l'adoption, face à la pandémie, de mesures qui tiennent compte des questions de genre, nous avons amélioré la disponibilité des données sur le genre et l'ampleur de ces données, en mettant en évidence les inégalités croisées dans le rapport intitulé *The World's Women 2020*. Nous avons également publié un tableau de bord d'indicateurs de genre dans la base de données de référence Women Count (« Les femmes comptent ») et créé la base de données COVID-19 Global Gender Response Tracker, qui passe en revue 3 100 mesures nationales pour voir si elles tiennent compte des questions de genre. La série « Les femmes mobilisées au nom du monde entier » a mis en évidence l'efficacité du leadership des femmes et de la prise de décision équilibrée entre les genres, renforçant ainsi l'engagement de

l'Organisation à défendre de manière cohérente les mesures temporaires spéciales, y compris l'imposition de quotas, dans la mise en œuvre de mon appel à l'action en faveur des droits humains. Alors que les célébrations du vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing ont été reportées, cette année a été une année de mobilisation pour que des résultats concrets émergent du Forum Génération Égalité, forum de portée mondiale.



« L'absence universelle et catastrophique de représentation des intérêts des femmes n'a que trop duré. L'exclusion des femmes des organes de décision les prive de véritables solutions à leurs problèmes. La riposte à la pandémie de COVID-19 et aux questions climatiques ne saurait être confiée qu'aux hommes. »

Phumzile Mlambo-Ngcuka, Directrice exécutive d'ONU-Femmes



Soixante-quinze pères et leurs enfants ont participé à un cycle d'activités visant à promouvoir des modèles positifs de masculinité et à souligner le rôle des hommes dans la lutte contre la violence et la discrimination fondées sur le genre. (Kufr Nimeh, Cisjordanie/État de Palestine; 15 août 2020) © ONU-Femmes/Sanad Abu Latifa

INITIATIVE SPOTLIGHT

Malgré une recrudescence mondiale des violences de genre pendant la pandémie de COVID-19, l'initiative Spotlight a permis de continuer de faire des progrès notables pour mettre fin à la violence contre les femmes et les filles. En 2020 :



Plus de **650 000**

femmes et filles ont bénéficié de services spécialisés dans les violences de genre.



84

lois et politiques ont été signées ou renforcées dans 17 pays.



1 million

de jeunes ont participé à des programmes scolaires et extrascolaires.



880 000

hommes et garçons ont été formés à la masculinité positive, aux relations familiales respectueuses, à la résolution non violente des conflits et à l'éducation des enfants.



Le nombre de condamnations d'auteurs de violences a augmenté de **22 %** par rapport à 2019.



146 millions

de dollars ont été versés jusqu'ici aux organisations de la société civile.



Le « Nuage » de Sou Fujimoto a été illuminé en orange dans le cadre de la campagne « Orange the World » visant à mettre fin à la violence contre les femmes. (Tirana, Albanie; 25 novembre 2020) © ONU-Femmes/Eduard Pagria

Appui régional

L'exploitation du savoir-faire et des capacités techniques du système des Nations Unies au niveau régional a été au cœur de la réforme de notre système de développement, l'objectif étant de renforcer l'appui apporté à la réalisation des objectifs de développement durable. En application de la résolution 2020/23 du Conseil économique et social, des plateformes régionales de collaboration ont été créées, réunissant les commissions régionales et les bureaux régionaux des entités du système des Nations Unies pour le développement en Afrique, en Asie et dans le Pacifique, en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Europe et en Asie centrale, et dans les États arabes, afin de fournir un appui coordonné aux coordonnatrices et coordonnateurs résidents et aux équipes de pays et une orientation stratégique sur les priorités communes aux niveaux régional et sous-régional. Ces

plateformes ont permis de créer des coalitions thématiques, de mettre en place des pôles de connaissances, de renforcer les systèmes de données et de mieux tirer parti des ressources.

Les plateformes de collaboration régionales ont publié leur premier rapport annuel sur les résultats des entités du système des Nations Unies pour le développement. Les forums régionaux pour le développement durable ont fourni des orientations sur les domaines prioritaires en vue de la réalisation des objectifs de développement durable.

Les commissions régionales ont mis au point un outil de suivi des mesures de relance (COVID-19 Stimulus Tracker) : il s'agit d'une plateforme interactive qui répertorie plus de 6 600 mesures émanant de 194 pays et constitue une base des pratiques exemplaires adoptées en matière de relèvement face à la pandémie et de mise en œuvre du Programme 2030.



« Ce qu'il nous faut pour que nos espoirs se concrétisent, c'est de la solidarité. Comme nous avançons dans la Décennie d'action, le changement positif et l'innovation doivent être les moteurs de notre effort collectif. »

Rola Dashti, Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale



« Nous devons abandonner le modèle « extraire-fabriquer-jeter » et adopter une économie circulaire pour lutter contre les changements climatiques et créer des emplois verts. »

Olga Algayerova, Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Europe



Dans le cadre de l'initiative « UN4Beirut », plus de 250 membres du personnel de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale et des Nations Unies ont nettoyé des zones touchées de Beyrouth. (Beyrouth, Liban; 8 août 2020) © CESAO

Systeme des Nations Unies pour le developpement

Il y a trois ans, les États Membres ont adopté la réforme du système de développement la plus ambitieuse de l'histoire de l'Organisation, l'objectif étant que nous soyons équipés pour soutenir la réalisation des objectifs de développement durable et du Programme 2030.

La riposte à la pandémie de COVID-19 et à ses répercussions socioéconomiques a été la première épreuve décisive pour le système. Le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, redynamisé, indépendant et impartial, et la nouvelle génération d'équipes de pays des Nations Unies ont été à la hauteur. Des services essentiels ont été fournis à plus de 240 millions de personnes : 36 millions de personnes ont reçu un approvisionnement critique en eau et moyens d'assainissement et 120 millions de personnes ont bénéficié de programmes de protection sociale.

En décembre 2020, l'Assemblée générale a adopté la résolution 75/233 sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies, envoyant un signal fort de soutien aux réformes en cours tout en mettant l'accent sur les résultats et en recensant des domaines de fond sur lesquels le système des Nations Unies pour le développement devrait faire porter son action jusqu'en 2025.

En outre, pour renforcer la collaboration entre les piliers Action humanitaire, Développement et Paix, un nouveau mécanisme d'investissement pour le Sahel a été conçu afin d'intensifier l'action des entités des Nations Unies au Sahel; une nouvelle directive de pla-

nification du Secrétaire général est sur le point d'être appliquée pour le Burkina Faso; le Comité directeur mixte chargé de promouvoir la collaboration entre les secteurs de l'humanitaire et du développement a resserré les liens avec les dirigeants des pays, en particulier au Soudan.

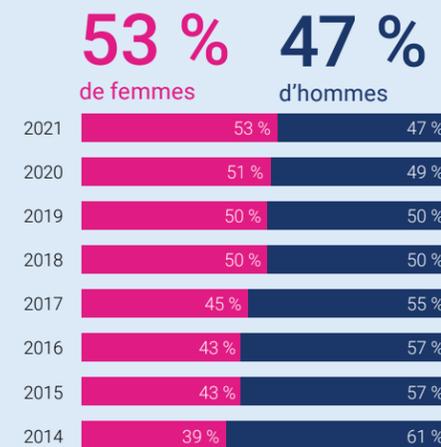
PRINCIPAUX RÉSULTATS

91 % des gouvernements des pays de programme indiquent que l'ONU est plus pertinente pour les besoins de développement de leur pays qu'il y a trois ans.

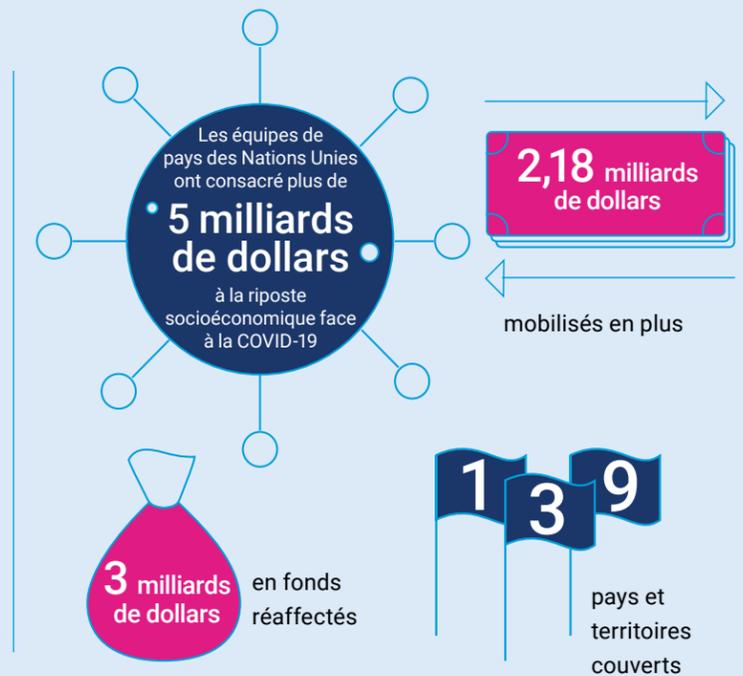
92 % disent que les coordonnatrices et coordonnateurs résidents ont orchestré une action cohérente de la part des Nations Unies face à la pandémie de COVID-19.

Plus de 85 % des gouvernements des pays de programme ont déclaré que les coordonnatrices et coordonnateurs résidents et les équipes de pays des Nations Unies ont les profils, les compétences et les capacités adéquats pour soutenir le développement de leur pays.

53 % DES COORDONNATEURS RÉSIDENTS SONT DES FEMMES



* Au mois d'avril 2021



S'ATTAQUER AUX IMPACTS SOCIAUX ET ÉCONOMIQUES DE LA COVID-19

Les équipes de pays des Nations Unies ont lancé 121 plans de secours immédiats pour aider 139 pays et territoires à faire face aux impacts sociaux et économiques de la pandémie de COVID-19.



Tanzima Akter, facilitatrice communautaire du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), distribue du savon antibactérien à une famille à Dacca. (Dacca, Bangladesh; mai 2020) © ONU-Femmes/Fahad Abdullah Kaizer

À Chypre, les dialogues et initiatives intercommunautaires menés par des femmes ont contribué à instaurer la confiance entre les populations. (Chypre; février 2020)
© UNFICYP



Maintien de la paix et de la sécurité internationales



PRINCIPAUX PROGRAMMES

- Appui aux organes directeurs mondiaux
- Prévention, maîtrise et règlement des conflits
- Appui à la consolidation de la paix
- Politiques, évaluation et formation
- Protection des civils
- État de droit et institutions chargées de la sécurité
- Assistance électorale



RESSOURCES (MONTANT INDICATIF)

7,6 milliards de dollars

895 millions de dollars au titre du budget ordinaire (dont 711 millions consacrés aux missions politiques spéciales)
6,4 milliards de dollars au titre des budgets statutaires des opérations de maintien de la paix (2019/2020)
318 millions de dollars au titre des contributions volontaires



PRINCIPAUX MANDATS

- Restructuration du pilier Paix et sécurité de l'Organisation des Nations Unies, résolutions 72/199 et 72/262 C de l'Assemblée générale
- Consolidation et pérennisation de la paix, résolutions 72/276 et 75/201 de l'Assemblée générale et résolutions 2282 (2016) et 2558 (2020) du Conseil de sécurité
- Les femmes et la paix et la sécurité, résolutions 1325 (2000) et 2493 (2019) du Conseil de sécurité
- Les enfants et les conflits armés, résolutions 1612 (2005) et 2427 (2018) du Conseil de sécurité
- Violences sexuelles en période de conflit armé, résolutions 1820 (2008) et 2467 (2019) du Conseil de sécurité
- Les jeunes et la paix et la sécurité, résolutions 2250 (2015), 2419 (2018) et 2535 (2020) du Conseil de sécurité
- Sûreté et sécurité du personnel de maintien de la paix, résolution 2518 (2020) du Conseil de sécurité
- Cessation des hostilités dans le contexte de la pandémie de COVID-19, résolution 2532 (2020) du Conseil de sécurité
- Étude d'ensemble des missions politiques spéciales, résolution 75/100 de l'Assemblée générale



PRINCIPALES ENTITÉS

- Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix
- Département des opérations de paix
- Opérations de maintien de la paix, missions politiques spéciales et bureaux d'appui



La Mission de vérification des Nations Unies en Colombie a appuyé un convoi humanitaire pour faciliter le transfert d'articles médicaux essentiels. (Cauca, Colombie; 7 mai 2020) © Mission de vérification des Nations Unies en Colombie



LIEN AVEC LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

CONTEXTE

Notre capacité de répondre aux crises et aux conflits naissants ou potentiels a été mise à l'épreuve au cours de l'année écoulée comme jamais auparavant. Dans l'ensemble, la pandémie n'a pas affecté la dynamique sous-jacente des conflits armés, mais elle a entamé la confiance dans les institutions, exacerbé les inégalités et créé de nouvelles zones de tension. Les restrictions liées à la COVID-19 ayant entravé l'action diplomatique en présentiel, c'est en tirant parti des possibilités offertes par la technologie que mes représentants et envoyés spéciaux ont œuvré à prévenir des conflits, à désamorcer des crises et à faire progresser les processus de paix, y compris dans certains conflits qui avaient connu une escalade dangereuse. La réforme de notre pilier Paix et sécurité a permis d'améliorer la cohérence des interventions.



“ La pandémie a été un test de résistance politique, certains ayant vu la crise aiguë comme moyen de pression dans la lutte ou à la table des négociations. Mais elle a également confirmé que lorsqu'il existe une réelle volonté politique de faire la paix et de la pérenniser, aucun obstacle n'est insurmontable, surtout si la communauté internationale apporte son soutien. ”

Rosemary A. DiCarlo, Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix

L'appel que j'ai lancé en faveur d'un cessez-le-feu mondial pour mettre fin à la violence, ouvrir un espace pour la diplomatie et faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire a été soutenu par 180 États Membres, un État non membre observateur, des parties à des conflits, des organisations régionales, la société civile et des représentants religieux. Cet appel a été renforcé par les résolutions 2532 (2020) et 2565 (2021) du Conseil de sécurité. J'ai accueilli avec satisfaction les cessez-le-feu qui ont été décrétés depuis que j'ai lancé cet appel, notamment en Libye et au Soudan.

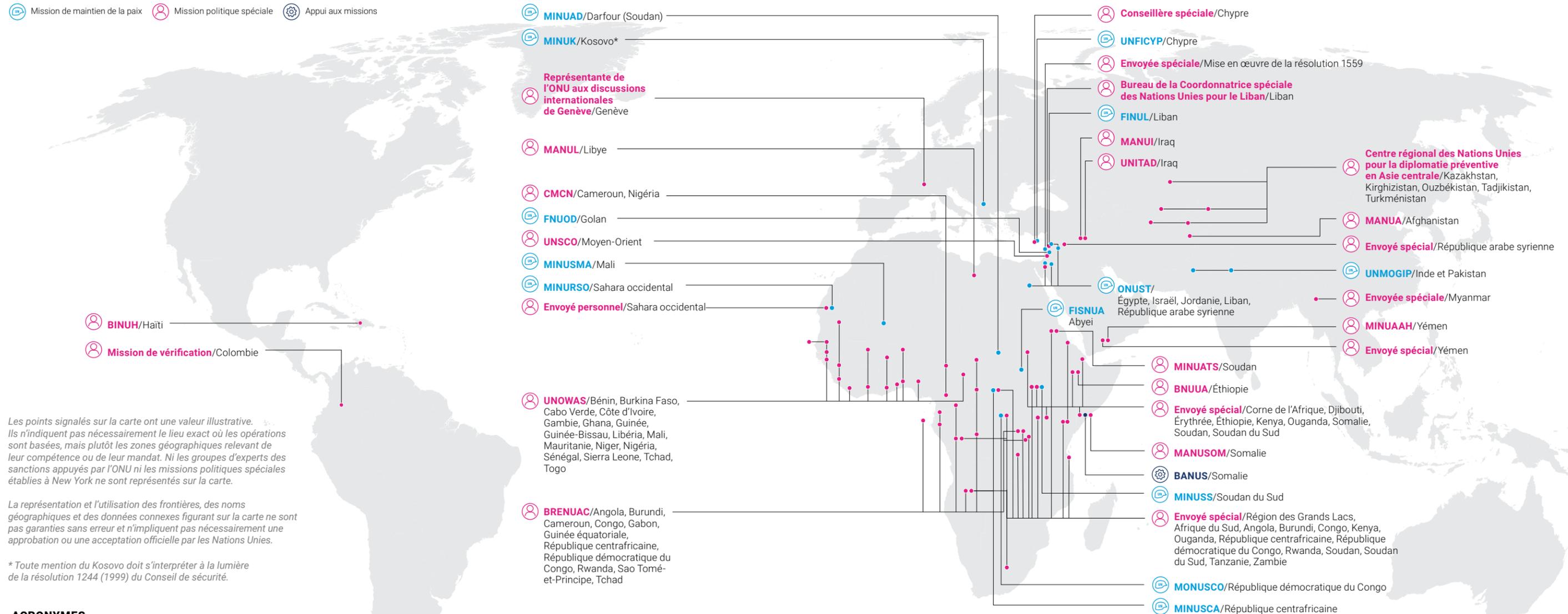


“ Ce n'est que par notre engagement collectif à renforcer le maintien de la paix que nos missions seront plus fortes, plus sûres et plus pertinentes. Les missions que nous servons et qui dépendent de nous n'en attendent pas moins. ”

Jean-Pierre Lacroix, Secrétaire général adjoint aux opérations de paix

OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX, MISSIONS POLITIQUES SPÉCIALES ET BUREAUX DES NATIONS UNIES

Mission de maintien de la paix
 Mission politique spéciale
 Appui aux missions



Les points signalés sur la carte ont une valeur illustrative. Ils n'indiquent pas nécessairement le lieu exact où les opérations sont basées, mais plutôt les zones géographiques relevant de leur compétence ou de leur mandat. Ni les groupes d'experts des sanctions appuyés par l'ONU ni les missions politiques spéciales établies à New York ne sont représentés sur la carte.

La représentation et l'utilisation des frontières, des noms géographiques et des données connexes figurant sur la carte ne sont pas garanties sans erreur et n'impliquent pas nécessairement une approbation ou une acceptation officielle par les Nations Unies.

* Toute mention du Kosovo doit s'interpréter à la lumière de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité.

ACRONYMES

| | |
|----------------|---|
| BANUS | Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie |
| BINUH | Bureau intégré des Nations Unies en Haïti |
| BNUUA | Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine |
| BRENUAC | Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale |
| CMCN | Commission mixte Cameroun-Nigéria |
| FINUL | Force intérimaire des Nations Unies au Liban |
| FISNUA | Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei |
| FNUOD | Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement |

| | |
|----------------|--|
| MANUA | Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan |
| MANUI | Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq |
| MANUL | Mission d'appui des Nations Unies en Libye |
| MANUSOM | Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie |
| MINUAAH | Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda |
| MINUAD | Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour |
| MINUATS | Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan |

| | |
|----------------|---|
| MINUK | Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo |
| MINURSO | Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental |
| MINUSCA | Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine |
| MINUSMA | Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali |
| MINUSS | Mission des Nations Unies au Soudan du Sud |
| MONUSCO | Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo |

| | |
|----------------|---|
| ONUST | Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve |
| UNFICYP | Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre |
| UNITAD | Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes |
| UNMOGIP | Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan |
| UNOWAS | Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel |
| UNSCO | Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient |

En plus des missions énumérées ici, un Envoyé personnel du Secrétaire général soutient les efforts de rétablissement de la paix au Mozambique.

GRANDS OBJECTIFS

L'ONU soutient les États Membres en menant toute une gamme d'activités dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales, conformément aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et aux mandats du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. Dans le cadre de ses missions politiques et de ses opérations de consolidation et de maintien de la paix, elle les aide à prévenir, à atténuer, à maîtriser et à régler pacifiquement les conflits. Elle met également à leur disposition des moyens pour faire progresser la participation des femmes aux processus de paix, lutter contre les violences envers les enfants et contre les violences sexuelles en période de conflit, s'occuper du sort des enfants en temps de conflit armé, prévenir l'exploitation et les atteintes sexuelles et prévenir les génocides.

PRINCIPALES RÉALISATIONS

Prévention, maîtrise et règlement des conflits

Nous avons adapté nos méthodes de travail pour faire avancer la prévention des conflits et le rétablissement de la paix malgré les difficultés supplémentaires posées par la pandémie. Mes représentants et envoyés spéciaux ont engagé le dialogue avec des parties aux conflits en vue d'aboutir à des cessez-le-feu et à des règlements politiques durables. Au Soudan, nous avons soutenu la transition en mettant en place la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan (MINUATS). La Mission a plaidé en faveur de l'application de l'Accord de Djouba pour la paix au Soudan et s'est efforcée d'associer les groupes armés non signataires au processus de paix, l'objectif étant de parvenir à une paix globale et inclusive. À cette fin, la MINUATS a soutenu les pourparlers de paix entre le Gouvernement de transition et le Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord-faction Abdelaziz Hérou. Dans l'État plurinational de Bolivie, la mission de bons offices et la mise en œuvre de l'initiative des Nations Unies en faveur de la consolidation de la paix ont contribué à la tenue d'élections globalement pacifiques. En Libye, les dialogues interlibyens facilités par la Mission d'appui des Nations Unies en Libye ont conduit à la signature d'un accord de

APPUYER LA MÉDIATION



L'ONU a apporté un appui opérationnel à

plus de 95
reprises...



... dans plus de

24

contextes différents.



Un appui a été apporté dans plusieurs domaines : conception et gestion des efforts de médiation et de facilitation du dialogue; genre et inclusion; élaboration d'une constitution; et cessez-le-feu et arrangements en matière de sécurité.



Régions dans lesquelles l'ONU apporte un appui :

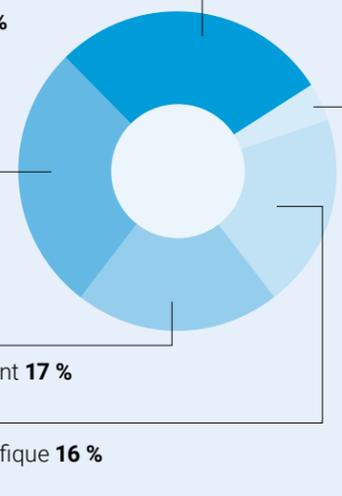
Afrique **23 %**

Amériques **22 %**

Moyen-Orient **17 %**

Asie et Pacifique **16 %**

Europe **3 %**



Des représentantes du parlement, du Gouvernement et de la commission électorale nationale de Somalie participent à des discussions visant à accroître la participation des femmes à la vie politique somalienne. (Mogadiscio, Somalie; 7 janvier 2020) © Ilyas Ahmed

cessez-le-feu le 23 octobre 2020, à l'établissement d'un plan d'action politique et à la sélection d'une autorité exécutive intérimaire pour conduire le pays vers des élections, qui devraient se tenir le 24 décembre 2021. Au Soudan du Sud, nous avons offert nos bons offices et notre médiation pour instaurer la confiance dans l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud.

Mes envoyés et représentants spéciaux ont également œuvré à désamorcer les tensions entourant les processus électoraux. Au Malawi, ma Représentante spéciale auprès de l'Union africaine a contribué à remédier aux difficultés créées par un processus électoral présidentiel qui traînait en longueur, notamment en désamorçant les tensions, en donnant confiance dans les institutions nationales de recours et en développant le respect envers ces institutions. Mon Représentant spécial pour la République centrafricaine a usé de ses bons offices pour contribuer à ce que les élections présidentielle et législatives se déroulent comme prévu en dépit de circonstances difficiles.

Le partenariat étroit que nous avons noué avec les organisations régionales reste essentiel à notre action. La coopération entre la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, l'Union africaine et le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, ainsi que d'autres partenaires, a contribué à prévenir et à désamorcer les tensions et les violences liées aux élections en Afrique de l'Ouest et au Sahel, notamment celles entourant l'élection présidentielle qui a eu lieu en Côte d'Ivoire le 31 octobre 2020. Au Myanmar, après la déclaration de l'état d'urgence par les militaires le 1^{er} février 2021, mon Envoyée spéciale pour le Myanmar et moi-même avons lancé des appels internationaux visant à soutenir les aspirations démocratiques du peuple du Myanmar, tout en veillant à ce que le système des Nations Unies suive une approche cohérente, tant pour ce qui est du maintien de l'aide apportée à la population que du renforcement du partenariat avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

L'ONU dispose de plus de 40 missions politiques spéciales et de 12 opérations de maintien de la

paix comptant plus de 90 000 agents, membres du personnel civil et membres du personnel en tenue. Nos opérations de paix maintiennent le cap dans des situations complexes et s'adaptent pour mieux appuyer les efforts nationaux de consolidation et de pérennisation de la paix. La planification de la transition des présences des Nations Unies en République démocratique du Congo, en Guinée-Bissau et au Soudan s'est faite en étroite collaboration avec les missions et les équipes de pays des Nations Unies. Au Soudan, dans le droit fil de la transition démocratique en cours dans le pays, l'ONU a adapté sa structure sur place : elle a fermé l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour et accéléré la mise en place de la MINUATS pour soutenir la transition politique et le processus de paix et contribuer à la consolidation de la paix dans le pays.

Mon initiative Action pour le maintien de la paix, approuvée par 154 États Membres et quatre organisations partenaires, a continué de susciter un appui collectif en faveur des opérations de main-

tien de la paix. Il s'est agi notamment de renforcer la sûreté et la sécurité des soldates et soldats de la paix, d'améliorer la performance des missions et le respect du principe de responsabilité et de veiller à ce que l'adoption de stratégies intégrées serve les objectifs politiques. Le 29 mars 2021, j'ai lancé Action pour le maintien de la paix Plus pour renforcer encore les engagements et les résultats de mon initiative.

Nos instruments de prévention, de gestion et de règlement des conflits ne cessent d'évoluer en fonction des menaces, des tendances et des risques émergents. Nos missions utilisent des moyens numériques pour surveiller les médias et les contenus en ligne, notamment pour détecter la désinformation et les discours de haine. En République centrafricaine, lors de l'élection présidentielle qui s'est tenue récemment, et au Soudan du Sud, nous avons travaillé avec des entreprises de médias sociaux pour contrer les discours de haine et la désinformation. Au Mali, l'émission de radio hebdomadaire de la Mission, *Le vrai du faux*, combat la désinformation.



Une soldate de la paix de la FINUL surveille la ligne bleue lors d'une patrouille dans les environs de Bastra. Nonobstant la pandémie de COVID-19, la FINUL mène quelque 450 activités par jour. (Liban-Sud; 21 mai 2020) © FINUL/Pasqual Gorri



A4P plus vise à accélérer les progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'initiative A4P en se concentrant sur sept priorités clés. Le programme pour les femmes et la paix et la sécurité et des activités de maintien de la paix innovantes, guidées par les données et tirant parti des technologies sont intégrés dans les sept priorités. À ce jour, A4P a été approuvé par 154 États Membres et quatre organisations partenaires.

L'utilisation d'outils numériques a également élargi la participation aux dialogues engagés en Libye, où la Mission d'appui des Nations Unies en Libye s'est entretenue avec de grands groupes de femmes, de jeunes et de représentants locaux, ainsi qu'avec le grand public, par l'intermédiaire de plateformes numériques, afin de recueillir les vues de toutes et de tous. Comme suite à la Stratégie et au Plan d'action des Nations Unies pour la lutte contre les discours de haine et à la Stratégie d'exploitation des données, que j'ai lancée récemment, nous avons mis au point un outil en ligne pour faciliter le signalement des médias sociaux et nous développons d'autres outils numériques pour aider les missions à lutter contre la désinformation et les discours de haine. Plus largement, par l'intermédiaire du Réseau d'innovation des Nations Unies, nous étudions, mettons au point et exploitons des méthodes transversales, qu'il s'agisse de nouvelles technologies, de sciences du comportement ou de visualisation immersive, pour faire progresser l'exécution de nos mandats.

En 2020, j'ai établi mon premier rapport sur les jeunes et la paix et la sécurité (S/2020/167) depuis que le Conseil de sécurité a adopté la résolution 2250 (2015), dans laquelle celui-ci avait considéré que les jeunes jouaient un rôle essentiel dans la prévention et le règlement des conflits et dans la pérennisation de la paix.

NOS ACTIVITÉS DE MAINTIEN DE LA PAIX

 Plus de **90 000** soldats de la paix ...

... dont **4 333** femmes soldates ...

... dans **12** opérations ...

... dans **12** pays.

Protection des civils

Les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales ont continué de jouer un rôle important dans la protection des civils, à l'appui de cette responsabilité qui revient en premier lieu aux États hôtes, notamment au moyen d'échanges sur le plan politique visant à prévenir et à régler les conflits, d'un appui à la promotion et à la protection des droits humains, au renforcement de l'état de droit et à la facilitation de l'aide humanitaire. Pour atténuer les contraintes opérationnelles imposées par la pandémie, les opérations ont adapté les activités de proximité, les patrouilles et les mesures de renforcement des capacités. Par exemple, au Soudan du Sud, une étape clé a été franchie lorsque les sites de protection des civils ont été redesignés sites pour personnes déplacées et sécurisés par les autorités nationales. Au Soudan, la MINUATS soutient la mise en œuvre d'une stratégie nationale de protection des civils. En République centrafricaine, dans un contexte de tensions électorales, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine a stabilisé plusieurs régions, réduisant le risque que des civils soient blessés et favorisant la participation de la population.

LA SÉCURITÉ CLIMATIQUE

Le mécanisme de sécurité climatique a étendu son action afin de soutenir les missions sur le terrain, les équipes de pays des Nations Unies et d'autres partenaires dans les régions où les effets cumulés des changements climatiques et des problèmes de paix et de sécurité se font fortement sentir. Le mécanisme a lancé des projets multipartites en Afrique subsaharienne, dans les Amériques et au Moyen-Orient visant à renforcer les approches intégrées qui tiennent compte des questions de genre concernant l'analyse et la gestion des risques. Le mécanisme met toujours à profit les partenariats pour promouvoir la consolidation de la paix et l'action climatique dans une optique durable.



Après avoir vécu pendant plusieurs années sur le site de protection de la MINUSS à Djouba, 13 personnes déplacées sont retournées volontairement dans leur ville natale. (Malakal, Soudan du Sud; 25 février 2020) © ONU/Isaac Billy

Les femmes et la paix et la sécurité

En février 2021, les femmes représentaient 48 % des chefs et chefs adjoints de mission, dirigeant les efforts menés pour trouver des solutions politiques aux crises. Le nombre de femmes membres du personnel en tenue déployées dans les missions a continué d'augmenter; en 2021, nous avons dépassé tous les objectifs fixés dans la stratégie sur la parité des genres applicable au personnel en tenue pour la période 2018-2028, sauf un. Le personnel en tenue compte cinq fois plus de femmes qu'il y a 30 ans, et nous travaillons à atteindre la parité absolue grâce à cette stratégie. À cette fin, nous prenons des mesures pour améliorer les conditions de travail et atténuer ce qui pourrait entraver la contribution effective des femmes au maintien de la paix.

Cependant, 20 ans après l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution 1325 (2000), la participation directe des femmes au volet 1 des processus de paix reste l'un des objectifs du programme

pour les femmes et la paix et la sécurité que nous sommes encore loin d'atteindre. En 2021, j'ai demandé aux États Membres d'appliquer des mesures temporaires spéciales, notamment des quotas, pour accroître la participation des femmes aux processus de paix et aux autres processus décisionnels en vue de parvenir à une participation égale.

En 2020, le Fonds pour les femmes, la paix et l'action humanitaire a connu une croissance considérable s'agissant du soutien apporté aux femmes qui participent à la prévention des conflits et aux mesures de riposte aux crises et contribuent à instaurer plus rapidement la paix autour d'elles. Le Fonds a soutenu 293 organisations locales dans des situations de conflit et d'urgence humanitaire, touchant 6,4 millions de personnes dans 22 pays. Il a également fourni un financement à 62 organisations de la société civile qui participaient à la riposte à la COVID-19 dans 18 pays.



Belvia de Bonheur Roimale est l'une des 258 femmes qui se sont récemment engagées dans la gendarmerie nationale de la République centrafricaine grâce à une campagne de recrutement lancée par la MINUSCA. Cette photographie a été présentée dans le cadre de l'exposition photographique « Les femmes font la paix » (Women Wage Peace) tenue en 2020 au Siège de l'ONU, à New York, qui mettait en avant des femmes agissant pour la paix dans des contextes de maintien de la paix. (République centrafricaine; 2019) © MINUSCA/Hervé Sereffio

NOTRE ACTION EN FAVEUR D'UNE REPRÉSENTATION ÉGALE

En 2020, on comptait **40 %** de femmes parmi les envoyés, représentants et conseillers du Secrétaire général.

Le Comité consultatif de haut niveau du Secrétaire général chargé des questions de médiation était composé de **50 %** de femmes.

Les femmes représentaient **40 %** des membres du personnel des équipes de médiation de l'ONU.

En 2020, **23 %** des négociateurs et des délégués pour les processus de paix dirigés et codirigés par l'ONU étaient des femmes.

En 2020, le Fonds pour la consolidation de la paix a continué de faire porter ses efforts sur la consolidation de la paix tenant compte des questions de genre. Il a consacré quelque 40 % de ses investissements à l'égalité des genres et à l'autonomisation des femmes, dépassant ainsi son objectif annuel de 30 % et, pour la sixième année consécutive, l'objectif de 15 % fixé dans mon Plan d'action pour la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans la consolidation de la paix. Guidée par sa stratégie relative aux questions de genre, la Commission de consolidation de la paix a apporté un appui concret à de nombreuses femmes œuvrant pour la paix. Le nombre d'intervenantes à la Commission est passé de 6 en 2019 à 25 en 2020.

ATTEINDRE LA PARITÉ DES GENRES POUR LE PERSONNEL EN TENUE

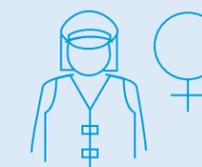
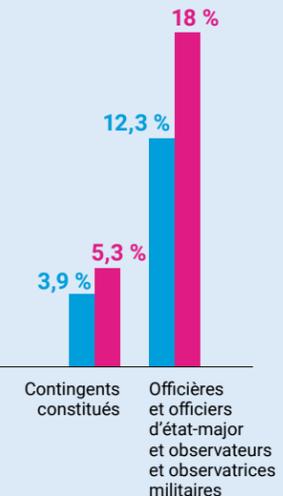
Lors du lancement de la Stratégie sur la parité des genres applicable au personnel en tenue (2018)

2021



Militaires

Le nombre de femmes parmi les membres du personnel et d'observatrices militaires a augmenté de près de 50 % depuis le lancement de la Stratégie sur la parité des genres applicable au personnel en tenue.



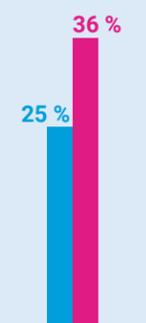
Police

L'objectif d'au moins 25 % de femmes pour les postes d'administrateurs détachés au Siège de l'ONU et de 21 % dans les missions sur le terrain d'ici 2019 à 2020 est atteint.



Justice et système pénitentiaire

Le nombre de femmes travaillant dans le secteur de la justice et du système pénitentiaire a dépassé l'objectif fixé dans la Stratégie sur la parité des genres applicable au personnel en tenue de 3 % en 2019 et de 2,6 % en 2020.



Appui à la consolidation de la paix

Le 21 décembre 2020, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont conclu le troisième examen du dispositif de consolidation de la paix de l'ONU, adoptant à l'unanimité les résolutions jumelles 75/201 et 2558 (2020).

En 2020, la Commission de consolidation de la paix est intervenue dans 15 contextes propres à un pays ou à une région. Citons notamment le soutien multipartenaire à la consolidation de la paix au Burkina Faso, la concertation avec des ex-combattants et rescapées en Colombie et la mobilisation à l'appui du plan national de développement et du cadre de réconciliation nationale en Somalie.

Le Fonds pour la consolidation de la paix a investi un montant de près de 174 millions de dollars dans 39 pays en 2020, dont 97 % ont contribué aux cibles associées aux objectifs de développement durable. Le Fonds servant avant tout à soutenir la programmation intégrée en matière de prévention des conflits et de consolidation de la paix, 83 % de ses investissements ont été consacrés à des programmes conjoints. Parmi les principales priorités, citons le soutien aux mesures prises à l'échelle du système pour faciliter les transitions dans huit pays, dont la République démocratique du Congo et le Soudan; l'inclusion des femmes et des jeunes dans

20 pays; des approches transfrontières et régionales concernant 20 pays, notamment en Amérique centrale et dans la région du Sahel.

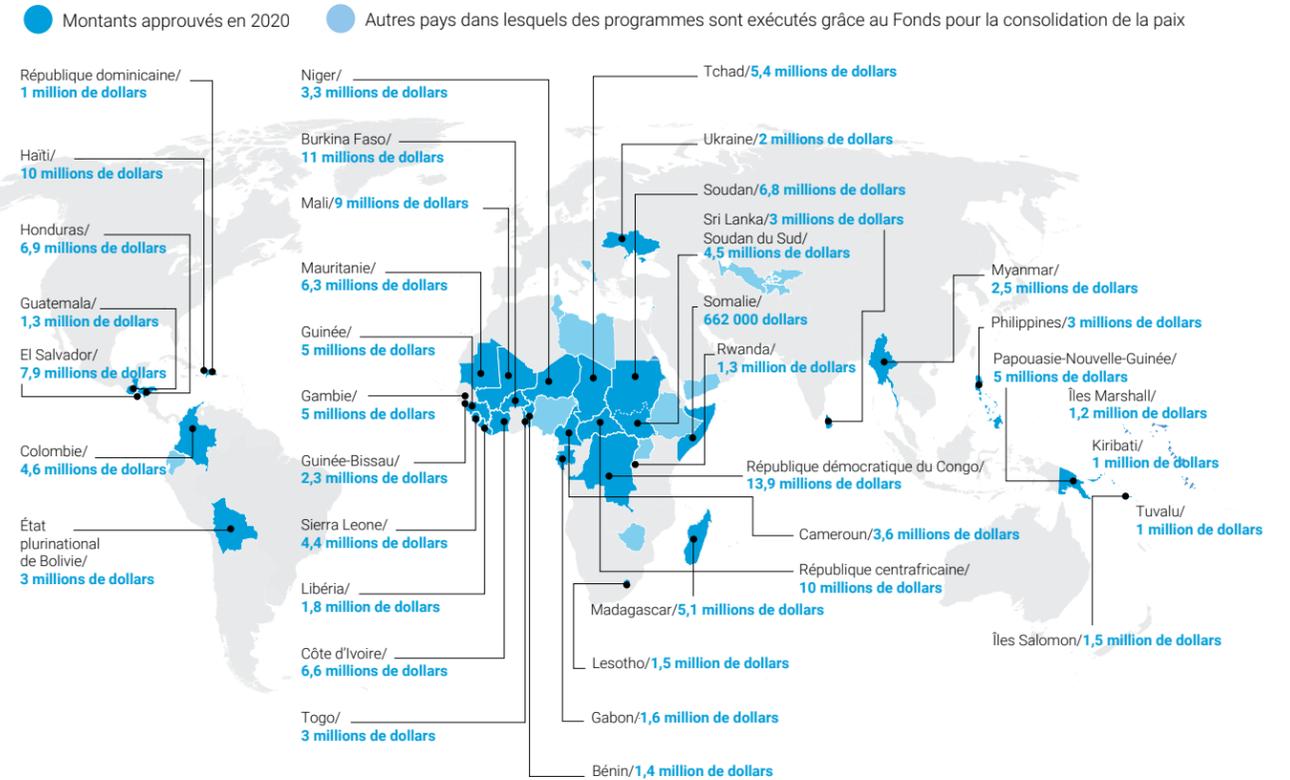
Nous avons également renforcé notre partenariat avec la Banque mondiale, collaborant dans 47 contextes nationaux dans les domaines prioritaires de la prévention, de la sécurité alimentaire, des déplacements forcés et de la riposte à la COVID-19.



“ Le développement inclusif et durable, ainsi que la prévention des conflits et la consolidation de la paix sont les deux faces d'une même médaille. ”

Oscar Fernandez-Taranco, Sous-Secrétaire général chargé du Bureau d'appui à la consolidation de la paix

FONDS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (2020)



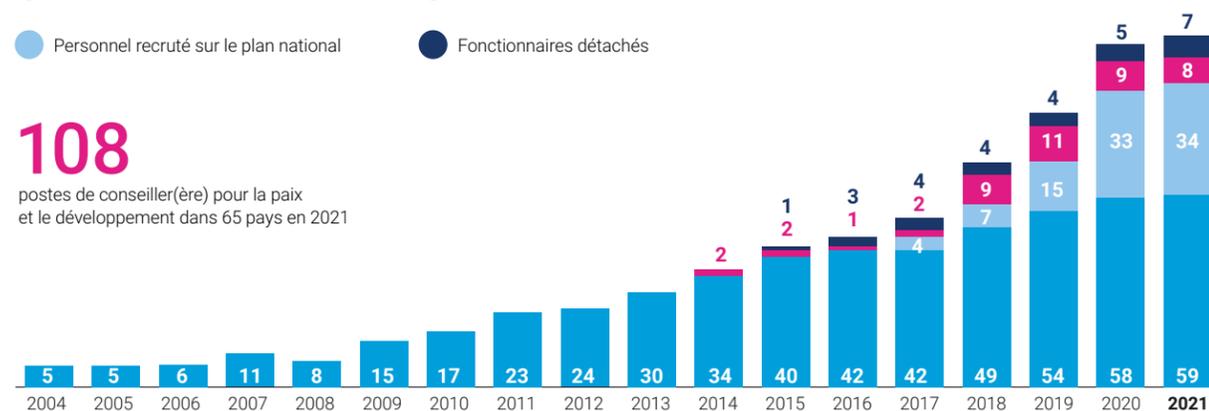
La frontière définitive entre le Soudan et le Soudan du Sud n'a pas encore été déterminée. Les frontières et noms indiqués, ainsi que les appellations employées sur la présente carte, n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielles de la part de l'Organisation des Nations Unies.

LES CONSEILLÈRES ET CONSEILLERS POUR LA PAIX ET LE DÉVELOPPEMENT TRAVAILLENT AU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS NATIONALES DE PRÉVENTION DES CONFLITS

- Personnel recruté sur le plan international
- Volontaires des Nations Unies
- Personnel recruté sur le plan national
- Fonctionnaires détachés

108

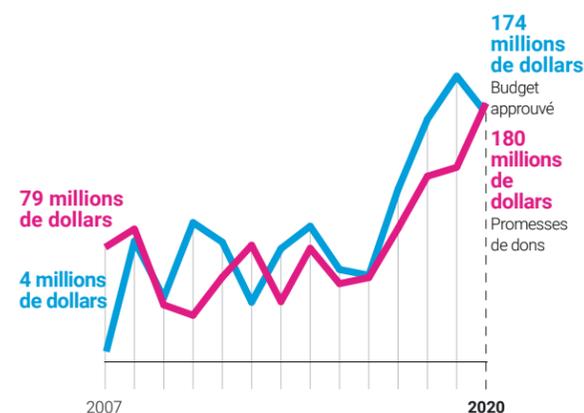
postes de conseiller(ère) pour la paix et le développement dans 65 pays en 2021



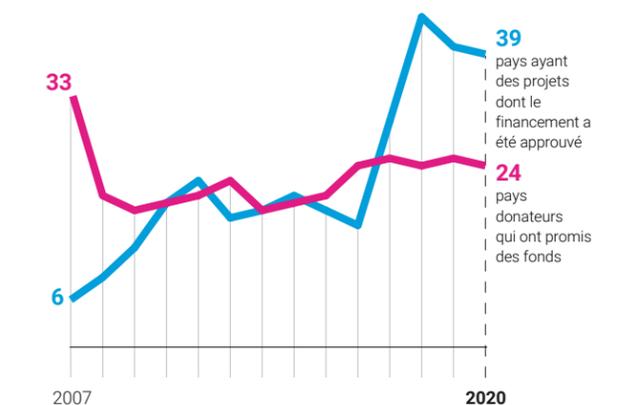
* L'enquête est en cours de finalisation, certains chiffres risquent de varier après l'inclusion de réponses supplémentaires.

Des conseillères et conseillers pour la paix et le développement sont déployés par le Programme conjoint du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix (DPPA) et du PNUD.

174 MILLIONS DE DOLLARS ONT ÉTÉ APPROUVÉS POUR LES PROJETS ET DE NOUVELLES PROMESSES DE DONS ONT ÉTÉ FAITES POUR 180 MILLIONS DE DOLLARS



PLUS DE PAYS BÉNÉFICIAIRES DU FONDS TANDIS QUE LE NOMBRE DE DONATEURS EST STABLE



Assistance électorale

L'année 2020 a été compliquée : face à des considérations complexes sur les plans juridique et politique comme sur ceux des droits humains et de la santé publique, les États Membres ont dû prendre des décisions difficiles concernant le report ou la tenue d'élections.

Nous avons fourni une assistance électorale dans 54 États et territoires, dont 9 concernés par un mandat du Conseil de sécurité. En 2020, nous avons apporté notre concours direct dans le cadre de 22 élections et référendums, notamment en Bolivie (État plurinational de), en Côte d'Ivoire, au Kirghizistan, au Malawi, au Mali, au Niger, en République centrafricaine, en République de Moldova et à Vanuatu, ainsi qu'en Nouvelle-Calédonie (France). Nous avons effectué 13 évaluations des besoins, virtuellement et en personne, et 12 missions consultatives.

Nous avons aidé l'Union africaine à élaborer un cadre pour l'assistance électorale et la Ligue des États arabes à consolider sa base de données électorales et sa mémoire institutionnelle.

La promotion de la participation des femmes est l'un des principes directeurs de nos activités d'appui aux élections. Nous avons pris en compte les questions de genre dans toutes les évaluations des besoins électoraux que nous avons faites. L'ONU a aidé 45 États Membres à favoriser la participation égale des femmes aux processus électoraux, notamment en préconisant l'adoption de mesures temporaires spéciales. Dans l'État plurinational de Bolivie, par exemple, nous avons soutenu la participation politique des femmes et les mesures visant à lutter contre la violence fondée sur le genre en politique. Les efforts nationaux ont abouti, pour la première fois, à des listes comprenant autant de candidates que de candidats. La campagne mondiale que nous avons menée pour diversifier notre vivier d'experts électoraux a abouti à une augmentation de 25 % du nombre d'expertes.



Malgré la fragilité des conditions de sécurité en République centrafricaine, les femmes se sont mobilisées pour réclamer des élections pacifiques. Elles ont représenté 46 % du corps électoral inscrit. (République centrafricaine; 27 décembre 2020) © MINUSCA/Hervé Serefió

État de droit et institutions chargées de la sécurité

Le renforcement de l'état de droit et de la gouvernance du secteur de la sécurité reste un pilier essentiel de la stabilité et de la paix durable. Nous avons continué de soutenir la capacité des pays et des régions dans lesquels l'Organisation a des missions sur le terrain, notamment l'Afghanistan, la Guinée-Bissau, Haïti, la Libye, le Mali, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la Somalie, le Soudan, le Soudan du Sud et le Yémen, ainsi que le Kosovo¹, en contribuant à faire en sorte que les responsables des crimes nourrissant les

conflits répondent de leurs actes, à sécuriser les prisons, à renforcer les capacités des forces de défense et de sécurité et l'application du principe de responsabilité parmi leurs membres conformément au droit international des droits de l'homme et au droit humanitaire international, à désarmer et à démobiliser les ex-combattants et à les réintégrer dans la vie civile, et à atténuer les menaces liées aux explosifs, en vertu des mandats confiés par le Conseil de sécurité.

Nous avons aidé, équipé et conseillé les États Membres en ce qui concerne la manière de mieux traiter les facteurs potentiels de conflit liés à l'état de droit et à la gouvernance du secteur de la sécurité,

NOS ACTIVITÉS D'ASSISTANCE ÉLECTORALE

 Nous avons aidé **54** États Membres à renforcer leurs processus électoraux et leurs institutions ...

 ... et effectué **13** évaluations des besoins de manière virtuelle ou en présentiel.

 Nous avons apporté un appui direct à **22** élections, incluant des mesures de santé et de sécurité pour limiter les risques de transmission de la COVID-19 ...

 ... et nous avons conduit une campagne mondiale de constitution de listes de réserve qui a permis d'augmenter de **25 %** le nombre d'expertes électoraux de l'ONU.

NOS ACTIVITÉS D'APPUI À L'ÉTAT DE DROIT ET AUX INSTITUTIONS DE SÉCURITÉ

 Plus de **9 000** policiers et policières des Nations Unies ont développé les capacités nationales dans les États hôtes.

 **1,7 million** de personnes ont suivi une formation sur les risques liés aux munitions et plus de **24 000** personnes ont été formées aux mesures à prendre pour atténuer la menace des explosifs et y répondre.

 Plus de **38 700** bénéficiaires des programmes de DDR/réduction de la violence communautaire menés par l'ONU en République démocratique du Congo, en République centrafricaine et au Darfour.

 **34 %** des membres du personnel judiciaire et pénitentiaire fournis par des gouvernements et servant dans 8 opérations de paix des Nations Unies sont des femmes.

¹ Toute mention du Kosovo doit s'interpréter à la lumière de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité.

ainsi que la manière d'atténuer les risques liés à la COVID-19 dans les secteurs relatifs à l'état de droit et à la sécurité au niveau national.

Nous avons aidé 16 opérations de paix à entreprendre une planification et des activités respectueuses des droits humains grâce à des directives de politique générale et à des formations visant à renforcer le soutien apporté aux autorités nationales. Nous avons sensibilisé plus de 1,7 million de personnes au danger que présentent les engins explosifs et dispensé une formation sur l'atténuation des risques liés aux explosifs et les gestes à faire à plus de 24 000 personnes appelées à prodiguer les premiers secours et membres du personnel de maintien de la paix. Les orientations en matière de santé et de sécurité que nous avons mises en place face à la COVID-19 nous ont permis de poursuivre nos programmes de lutte contre la violence de proximité, notamment en République centrafricaine, où 4 000 personnes ont bénéficié de ces programmes en 2020.

Affaires du Conseil de sécurité

Pendant la pandémie, nous avons apporté un appui à 79 séances publiques et 46 consultations du Conseil de sécurité, ainsi qu'à 143 séances d'information et 126 consultations tenues par visioconférence. Nous avons également facilité l'adoption par le Conseil de 57 résolutions et de 13 déclarations de la présidence, dont beaucoup conformément aux nouvelles méthodes de travail à distance. Le Secrétariat continue d'apporter un appui aux organes subsidiaires du Conseil, notamment aux comités des sanctions et aux groupes de travail.

Violence contre les enfants, enfants et groupes armés, violences sexuelles en période de conflit et droits des victimes

La pandémie de COVID-19 a accru les vulnérabilités des enfants touchés par les conflits. L'intensification des conflits et le mépris du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme ont eu de graves répercussions sur les enfants. Des enfants sont tués et mutilés par les factions en guerre, recrutés comme soldats sur

les lignes de front ou utilisés par les parties aux conflits dans des rôles de soutien. En 2020, près de 24 000 violations attestées ont été commises contre des enfants par des forces gouvernementales et des groupes armés non étatiques, y compris ceux désignés comme groupes terroristes par l'ONU.

La propagation de certains conflits et de violences intercommunautaires au-delà des frontières nationales est préoccupante, notamment au Sahel et dans le bassin du lac Tchad.

Les violations graves touchent différemment les garçons et les filles. Si 89 % des enfants recrutés et utilisés étaient des garçons, 97 % des violences sexuelles ont été perpétrées contre des filles. Les violences sexuelles restent largement sous-déclarées, en raison de la stigmatisation, des normes culturelles, de l'absence de services et des craintes des victimes pour leur sécurité. En 2019-2020, l'ONU a constaté plus de 2 500 cas. En mars 2020, l'Organisation a conclu un cadre de coopération avec le Gouvernement soudanais pour lutter contre l'impunité concernant les violences sexuelles liées au conflit. Le réseau de la Campagne des Nations Unies contre la violence sexuelle en temps de conflit a clôturé son fonds d'affectation spéciale multiprojets, qui a soutenu 52 projets dans 16 pays touchés par des conflits, et a créé un nouveau dispositif appelé à succéder à ce mécanisme en vue de soutenir l'application de la résolution 2467 (2019) du Conseil de sécurité.

Si l'on veut pérenniser la paix et favoriser le développement, il faut absolument mettre fin aux violations commises contre les enfants et prévoir des programmes de réintégration durables à long terme. L'Organisation s'attache de plus en plus à prévenir et combattre ces violations dans le cadre des processus de paix et à intensifier sa coopération avec les organisations régionales pour protéger les enfants.

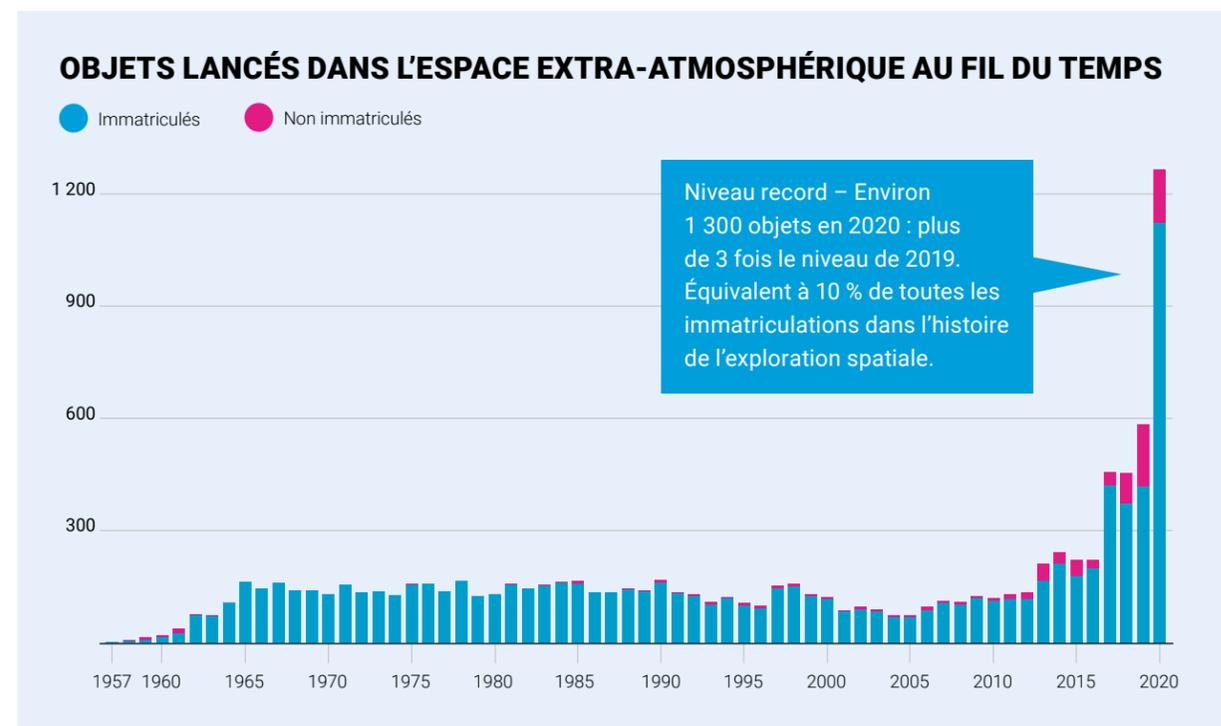


“ La contribution de l'espace à notre vie quotidienne est indéniable. Il est donc indispensable de préserver sa viabilité à long terme mais aussi de permettre un meilleur accès à l'espace. En effet, quand nous pensons à l'avenir, nous devons penser à l'espace. ”

Simonetta Di Pippo, Directrice du Bureau des affaires spatiales

L'espace extra-atmosphérique

En 2020, un nombre record d'objets et de satellites ont été lancés dans l'espace. Ce développement rapide crée des perspectives pour un avenir meilleur, mais pose également des problèmes de sûreté et de sécurité dans l'espace et de viabilité des activités spatiales. Ainsi, nous avons lancé, avec l'Agence spatiale européenne, une campagne de sensibilisation aux débris spatiaux. Nous nous sommes également associés au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord pour mieux faire connaître les lignes directrices historiques adoptées en 2019 — Lignes directrices aux fins de la viabilité à long terme des activités spatiales — et avons engagé, avec le soutien de l'agence spatiale des Émirats arabes unis, une vaste concertation avec les parties prenantes sur le thème de la viabilité des activités spatiales.



Enfants en classe à l'école primaire
de l'Académie J.N Kambage.
(Suba, Kenya; 30 mars 2020)
© OIT/Marcel Crozet



Développement de l'Afrique



PRINCIPAUX PROGRAMMES

- Coordination de la mobilisation mondiale et appui apporté aux initiatives de développement de l'Union africaine
- Coordination régionale et appui apporté aux initiatives de développement de l'Union africaine
- Activités d'information et de sensibilisation à l'appui des initiatives de développement de l'Union africaine
- Coopération régionale au service du développement économique et social en Afrique



RESSOURCES (MONTANT INDICATIF)

111 millions de dollars

101 millions de dollars au titre du budget ordinaire
10 millions de dollars au titre des contributions volontaires (Commission économique pour l'Afrique comprise)



PRINCIPAUX MANDATS

- Cadre du nouveau partenariat entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine pour le programme d'intégration et de développement de l'Afrique 2017-2027, résolution 71/254 de l'Assemblée générale
- Mécanisme de suivi des engagements pris en faveur du développement de l'Afrique, résolution 66/293 de l'Assemblée générale
- Déclaration politique sur les besoins de développement de l'Afrique, résolution 63/1 de l'Assemblée générale
- Mettre fin aux conflits en Afrique, résolution 2457 (2019) du Conseil de sécurité
- Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, résolution 73/335 de l'Assemblée générale
- Appui au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, résolution 57/7 de l'Assemblée générale
- Application des recommandations sur la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique, résolution 73/336 de l'Assemblée générale
- Renforcer l'Organisation des Nations Unies : un programme pour aller plus loin dans le changement, résolution 57/300 de l'Assemblée générale



PRINCIPALES ENTITÉS

- Bureau de la Conseillère spéciale pour l'Afrique
- Commission économique pour l'Afrique
- Département de la communication globale



Lemlem et sa fille Mariam ont bénéficié de l'aide d'agents d'intervention sanitaire, qui ont pris soin de Mariam lorsqu'elle a été atteinte d'une pneumonie à l'âge d'une semaine. (Éthiopie; 29 mars 2021) © UNICEF



LIEN AVEC LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

CONTEXTE

Après le déclenchement de la pandémie de COVID-19, nous avons apporté un appui rapide et intégré à la riposte et au relèvement de l'Afrique, nous concentrant sur les interventions sanitaires et humanitaires ainsi que sur l'aide socioéconomique nécessaire à la protection des populations vulnérables. Conformément aux principes qui sous-tendent notre partenariat avec l'Union africaine, nous avons également soutenu et complété la riposte menée au niveau régional par des mesures opérationnelles et stratégiques et par des activités de plaidoyer.



“ Les perturbations causées par la pandémie de COVID-19 offrent aux pays africains l'occasion de promouvoir un changement de modèle et de s'approprier la voie du développement. ”

*Cristina Isabel Lopes da Silva Monteiro Duarte,
Conseillère spéciale pour l'Afrique*

GRANDS OBJECTIFS

L'ONU promeut le développement durable et la paix en Afrique en contribuant à accélérer la mise en œuvre intégrée du Programme 2030 et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Pour ce faire, nous prenons en considération les dimensions économique, sociale et environnementale du développement et les liens qui existent entre la paix, la sécurité, les droits humains et le développement. Nous œuvrons également en faveur de l'intégration régionale et de la coopération internationale sur le continent.



“ Nos principales priorités pour l'Afrique sont d'assurer un accès rapide aux vaccins, des liquidités abordables pour une reprise durable, inclusive et numérique grâce au secteur privé, tout en œuvrant en faveur de politiques qui protègent les pauvres. ”

Vera Songwe, Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Afrique

PRINCIPALES RÉALISATIONS

Nous avons fourni rapidement des orientations générales pour aider l'Afrique à faire face à la pandémie; nous avons notamment établi une note de synthèse sur l'impact de la COVID-19 sur l'Afrique. Nos équipes de pays ont procédé à des évaluations socioéconomiques et à des évaluations thématiques de l'impact de la COVID-19, qui ont servi à l'élaboration de 47 plans de riposte socioéconomique aux fins d'un relèvement vert et inclusif. Pour lutter contre la désinformation, nous avons travaillé avec l'Union africaine sur des campagnes visant à combattre les idées fausses et à informer la population sur le virus et sa propagation. Ces activités se sont inscrites dans le prolongement de la campagne « Verified » de l'ONU et ont été proposées gratuitement à 275 institutions et plateformes médiatiques.

Nous avons lancé le centre pour la gestion des connaissances sur la COVID-19 en Afrique et le tableau de bord de l'Afrique; il s'agit d'un guichet unique numérique pour les informations et les données. Nous avons également soutenu la Stratégie de transformation numérique pour l'Afrique (2020-2030) de l'Union africaine et consolidé les progrès accomplis dans le cadre du Centre d'excellence pour l'identité, le commerce et l'économie numériques.

L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ŒUVRE EN AFRIQUE

Plus de 40 %
des dépenses du Secrétariat se réalisent en Afrique.

2
membres du personnel de l'ONU sur **5** travaillent sur le continent.

22
entités des Nations Unies ont une présence de liaison auprès de l'Union africaine.

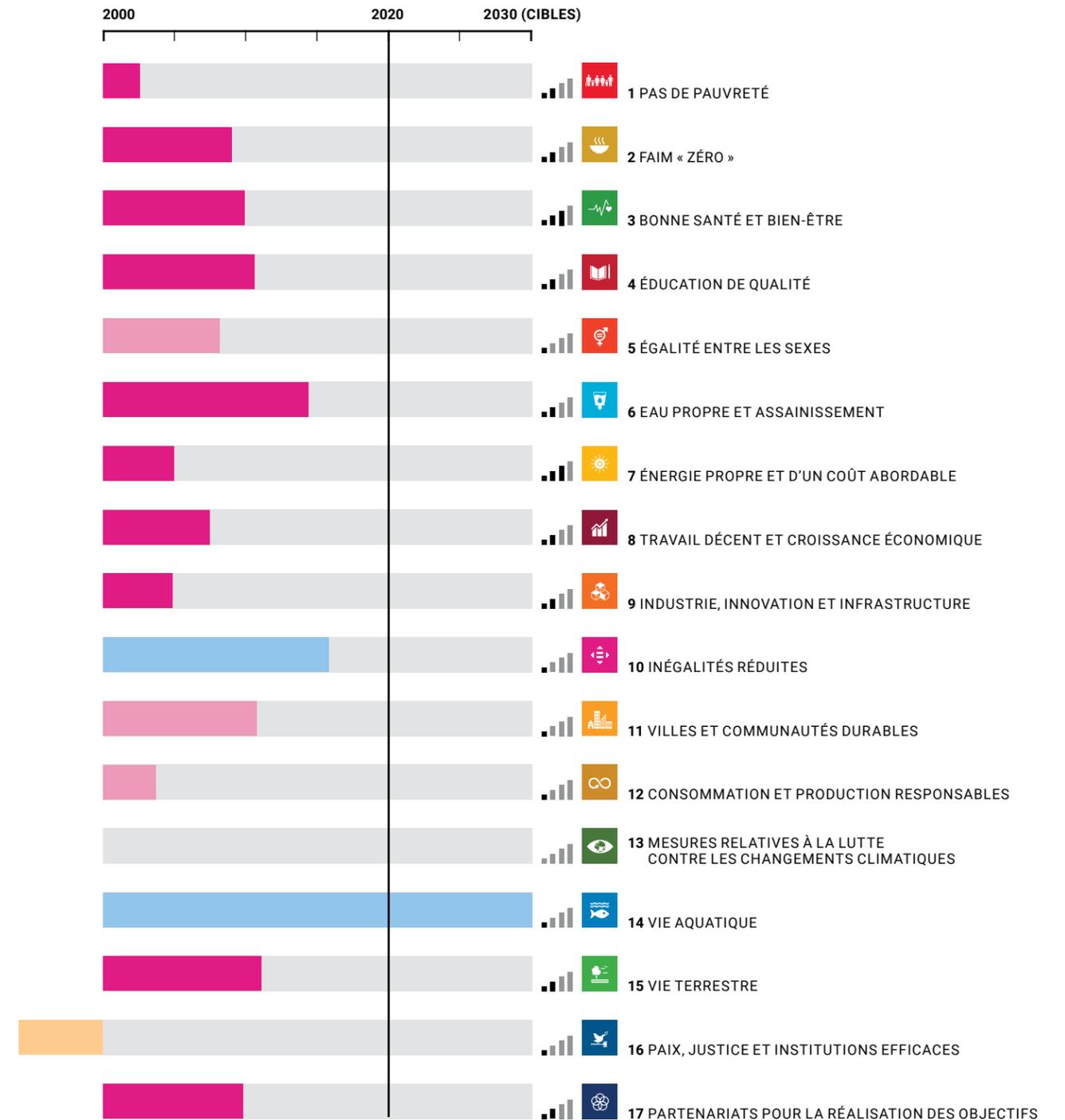
Plus de 37 %
des membres du personnel du Secrétariat de l'ONU sont originaires d'Afrique.



Des ONG partenaires de l'ONU forment des agriculteurs à la réduction des pertes alimentaires après récolte et à d'autres pratiques visant à améliorer la productivité et à élargir l'accès aux marchés. (Namalu, Ouganda; 9 juillet 2020) © PAM/Hugh Rutherford

L'AFRIQUE ET LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

● Progrès satisfaisants ● Progrès lents/stagnation ● Régression ● Données insuffisantes ● Force probante



Au mois d'octobre 2019

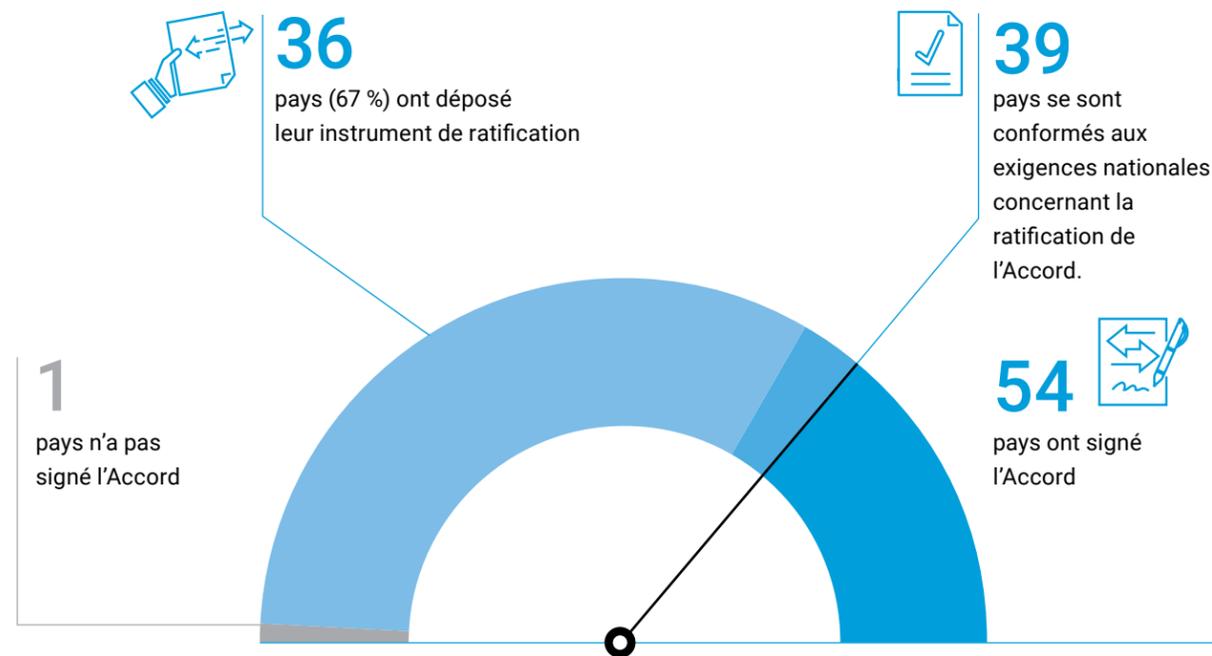
Nous avons aidé 38 pays et trois communautés économiques régionales à élaborer des stratégies nationales pour tirer parti des avantages de la Zone de libre-échange continentale africaine, qui couvre un marché de 2 300 milliards de dollars et de 1,3 milliard de personnes. Avec des partenaires régionaux, dont l'Union africaine, nous avons soutenu le lancement de la Plateforme africaine de fournitures médicales afin de faciliter l'achat par les pays d'Afrique d'équipements médicaux certifiés, dont 670 millions de doses de vaccin contre la COVID-19. Nous avons également contribué à mobiliser des fonds en faveur de la Grande Muraille verte pour le Sahara et le Sahel, initiative qui a recueilli plus de 14 milliards de dollars de promesses de dons.

En ce qui concerne la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel et son plan d'appui, nous avons mis en place un nouveau mécanisme de soutien aux investissements au Sahel et nommé un Coordonnateur spécial pour le développement au Sahel afin de mobiliser des ressources et de renforcer la collaboration dans toute la région.

En novembre 2020, la Vice-Secrétaire générale a entrepris une mission en Afrique de l'Ouest; elle s'est rendue dans cinq pays pour amplifier l'appel à la solidarité internationale là où elle était le plus nécessaire et pour porter, aux plus hauts niveaux, un message d'espoir et l'idée qu'un avenir meilleur est possible en Afrique.

En mai 2021, nous avons programmé dans le cadre de notre Cycle annuel de conférences sur l'Afrique un mois d'activités, qui ont été organisées en partenariat avec l'Union africaine, sur le thème « Identité et appropriation culturelles : refaçonnent les états d'esprit ». Le Cycle 2021 visait à faire fond sur l'identité, l'histoire et les réalisations du continent et à promouvoir ainsi un nouveau discours dans le but de mieux construire l'avenir et de réaliser le programme de transformation de l'Afrique.

ACCORD PORTANT CRÉATION DE LA ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE CONTINENTALE AFRICAINE



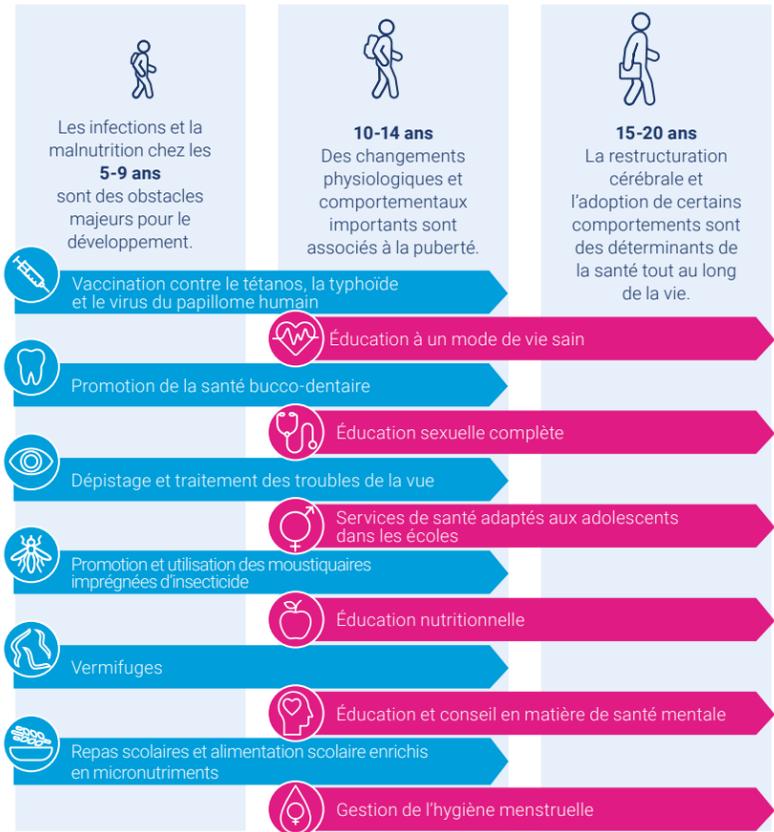
Au mois de mai 2021



Plus de 200 femmes locales ont été employées dans des travaux de construction de routes en Gambie, dans une équipe de construction composée de plus de 60 % de femmes. (Gambie; 14 janvier 2020) © UNOPS/Ricci Shryock

PROMOUVOIR LES ÉCOLES COMME CENTRES DE DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE

INTERVENTIONS ESSENTIELLES EN MATIÈRE DE SANTÉ ET DE NUTRITION DURANT LA SCOLARITÉ



Outre leur contribution directe à une éducation de qualité, les écoles peuvent également jouer un rôle crucial dans l'éradication de la pauvreté, l'amélioration de la santé et de la nutrition, le renforcement de l'égalité des genres, l'amélioration de la qualité de l'emploi, la croissance économique et l'innovation, la réduction des inégalités et la promotion de sociétés durables, cohésives et pacifiques.

Toutefois, l'Afrique subsaharienne présente les taux d'exclusion scolaire les plus élevés, avec les pourcentages suivants de jeunes non scolarisés :

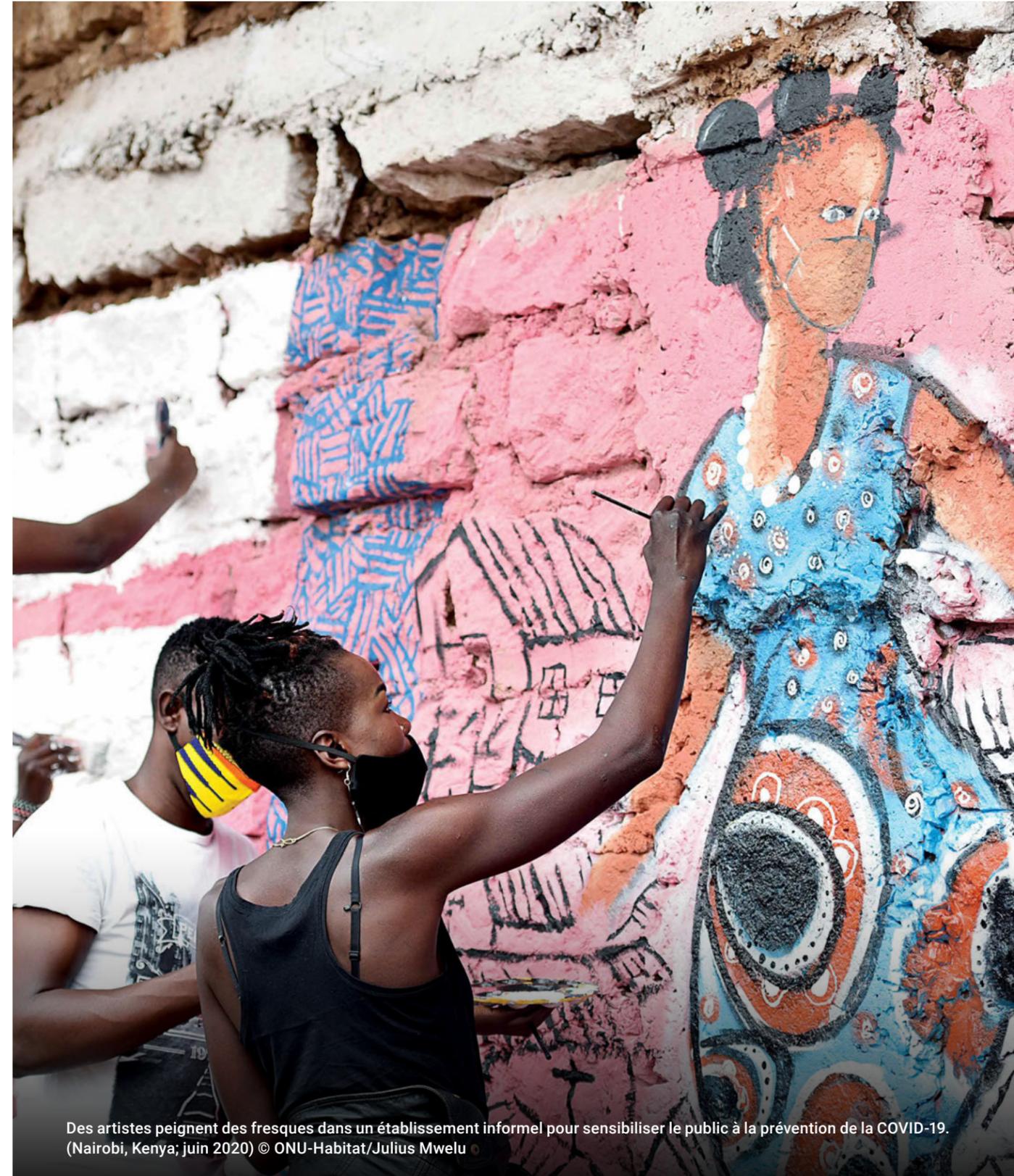
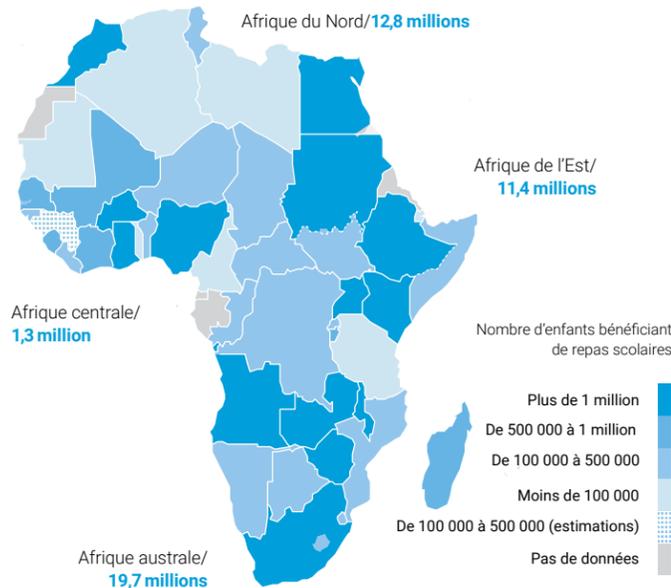
- 20 % entre 6 et 11 ans environ
- 30 % entre 12 et 14 ans environ
- 60 % entre 15 et 17 ans environ

Source : Partenariat mondial pour l'éducation, d'après Bundy et al., 2018.

LES PROGRAMMES D'ALIMENTATION SCOLAIRE

sont un outil crucial pour accroître les taux de scolarisation. Ils contribuent également à améliorer la santé, à développer le potentiel individuel et à renforcer le capital humain, ils bénéficient à

65,4 millions d'enfants, soit une augmentation considérable par rapport à 2013 (38,4 millions d'enfants).



Élèves et destinataires des programmes
de l'ONU à l'école primaire de Mpapa à Mangochi,
au Malawi. (Mangochi, Malawi; 5 novembre 2020)
© FNUAP



Promotion et protection des droits humains



PRINCIPAUX PROGRAMMES

- Appui aux organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits humains
- Appui au Conseil des droits de l'homme et à ses organes et mécanismes subsidiaires
- Services de conseil, coopération technique et activités sur le terrain
- Intégration des droits humains, droit au développement, recherche et analyse



RESSOURCES (MONTANT INDICATIF)

309 millions de dollars

120 millions de dollars au titre du budget ordinaire
2 millions de dollars au titre des budgets statutaires des opérations de maintien de la paix
187 millions de dollars au titre des contributions volontaires



PRINCIPAUX MANDATS

- Déclaration universelle des droits de l'homme, résolution 217 (III) de l'Assemblée générale
- Déclaration sur le droit au développement, résolution 41/128 de l'Assemblée générale
- Haut-Commissaire chargé de promouvoir et de protéger tous les droits de l'homme, résolution 48/141 de l'Assemblée générale
- Renforcement et amélioration du fonctionnement de l'ensemble des organes conventionnels des droits de l'homme, résolution 68/268 de l'Assemblée générale
- Conseil des droits de l'homme et Examen périodique universel, résolutions 60/251 et 65/281 de l'Assemblée générale



PRINCIPALE ENTITÉ

- Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme



L'installation « Salle de classe en pleine pandémie » au Siège de l'ONU, visant à appeler l'attention sur le fait que les pouvoirs publics doivent donner la priorité à la réouverture des écoles. Celles-ci ont été complètement fermées pour plus de 168 millions d'enfants dans le monde pendant presque une année entière en raison des mesures de confinement prises pour riposter à la COVID-19. (New York; 2 mars 2021) © Photo ONU/Eskinder Debebe



LIEN AVEC LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

CONTEXTE

Les droits humains sont au cœur de l'action de l'ONU, notamment des mesures prises pour lutter contre la pandémie de COVID-19. Face aux inégalités systémiques que celle-ci a mises en évidence, les Nations Unies se sont ralliées à mon appel à l'action en faveur des droits humains, dont l'idée-force est de veiller à ce que les droits humains soient intégrés aux efforts de relèvement avec une attention particulière pour les groupes vulnérables.



« Nous tirerons tous de cette terrible crise une meilleure compréhension des effets préventifs et protecteurs des lois et outils relatifs aux droits humains en tant que moteurs de la paix et de la sécurité, de la stabilité sociale, de la santé publique, d'un environnement et d'une économie en bonne santé et du développement durable. »

Michelle Bachelet, Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme

GRANDS OBJECTIFS

L'action que nous menons pour protéger et promouvoir les droits humains traverse les trois piliers du système des Nations Unies et porte notamment sur les domaines thématiques suivants : appui aux mécanismes internationaux des droits humains; intégration des droits humains dans les activités en faveur du développement et de la paix et de la sécurité; promotion des principes fondamentaux que sont la non-discrimination, la participation et la responsabilité.

LES DROITS HUMAINS AU CŒUR DE L'ACTION MENÉE FACE À LA COVID-19

Orientations du système des Nations Unies

1 note de synthèse détaillée pour l'ensemble du système des Nations Unies sur la COVID-19 et les droits humains.

18 notes de synthèse ciblées et documents techniques de l'ONU sur les conséquences de la COVID-19 pour les groupes vulnérables, certains problèmes et certaines régions.

Orientations de l'ONU sur les droits humains

12 notes d'orientation ciblées, avec des recommandations à l'intention des gouvernements, des organes des Nations Unies et autres.

Retombées socioéconomiques de la COVID-19

Dans le cadre de l'initiative de choc, des conseils opérationnels ont été prodigués à **59** pays aux fins de l'intégration, dans les interventions publiques, des droits économiques, sociaux et culturels, des ODD et des analyses macroéconomiques fondées sur les droits.

Données et analyses

10 indicateurs spécifiques développés pour évaluer l'impact de la COVID-19 sur les droits humains.

Tendances et bonnes pratiques en ce qui concerne les droits humains

1 outil de gestion de l'information sur la COVID-19 a été créé.

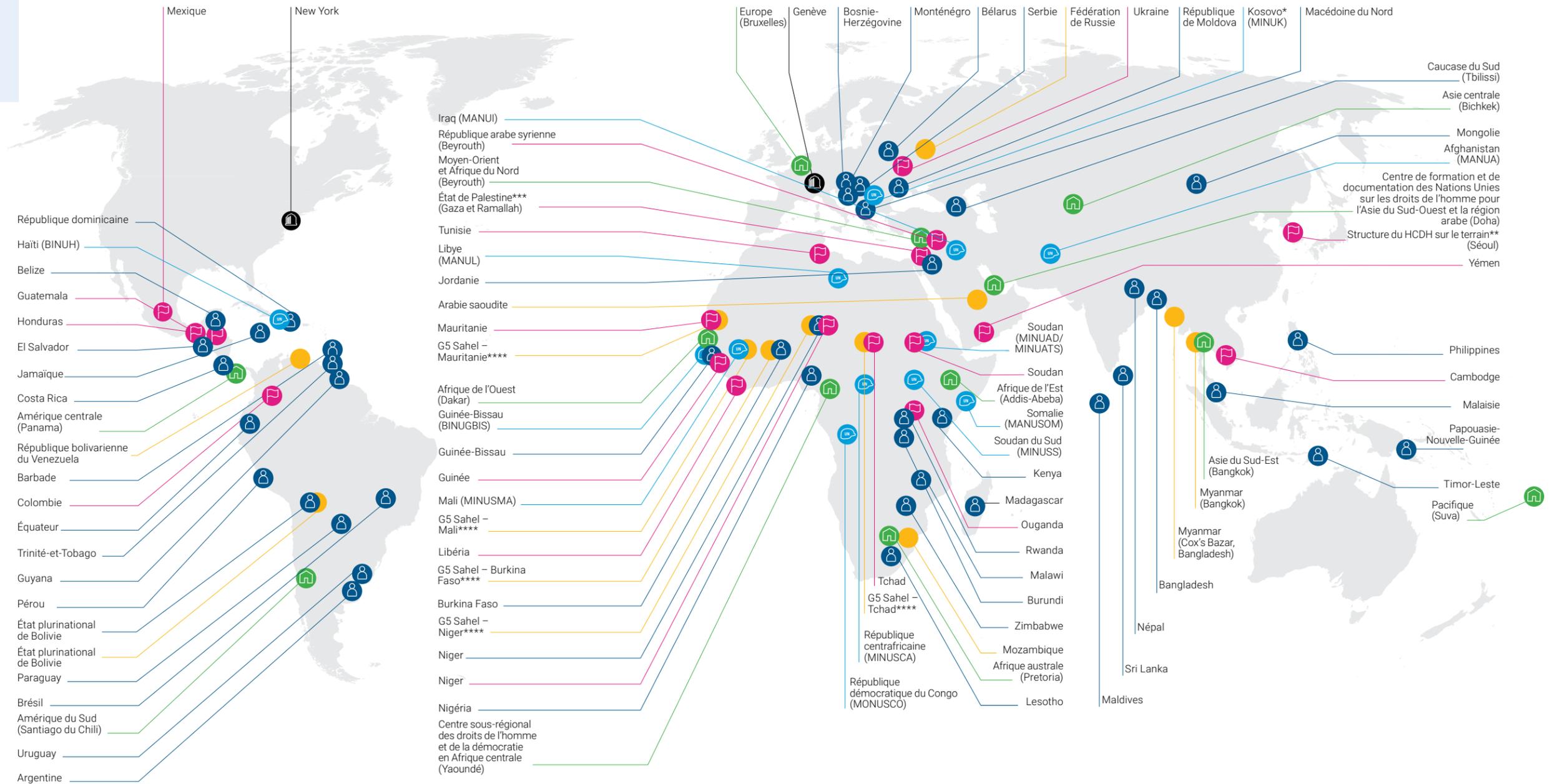
Personnes détenues

Quelque **267 500** personnes ont bénéficié d'une libération d'urgence/ de mesures de substitution à la détention.

L'ONU ET LES DROITS HUMAINS DANS LE MONDE EN 2020

2 + 92
villes sièges + présences sur le terrain

-  **2** villes sièges
-  **18** Bureaux de pays/Bureaux autonomes/Missions axées sur les droits humains
-  **12** Bureaux et centres régionaux
-  **12** Composantes Droits humains des missions de paix et missions politiques des Nations Unies
-  **43** Conseillères et conseillers pour les droits humains dans le cadre du Groupe des Nations Unies pour le développement durable
-  **7** Autres présences sur le terrain



* La mention du Kosovo doit, sans préjudice du statut de celui-ci, être lue en pleine conformité avec la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité.

** Mandat énoncé par le Conseil des droits de l'homme dans sa résolution 25/25.

*** Toute mention de l'État de Palestine doit être comprise au sens de la résolution 67/19 de l'Assemblée générale.

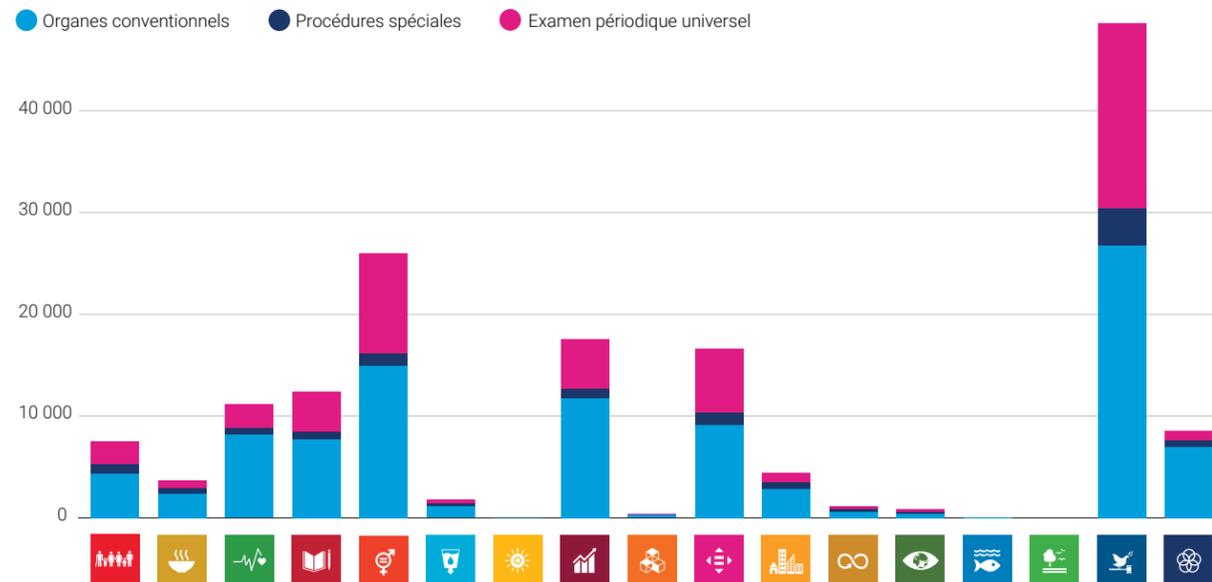
**** Projet de cadre de conformité de la Force conjointe du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad).

Les frontières et noms indiqués, ainsi que les appellations employées sur la présente carte, n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielles de la part de l'Organisation des Nations Unies.



Tahera vit à Cox's Bazar comme des milliers de familles rohingya déplacées. Les Nations Unies s'emploient à créer des espaces sûrs pour les jeunes qui risquent d'être victimes d'agressions sexuelles ou d'avoir des problèmes de santé dans le camp de réfugiés. (Cox's Bazar, Bangladesh; 22 janvier 2021) © FNUAP/Carly Learson

INDEX UNIVERSEL DES DROITS DE L'HOMME : RECOMMANDATIONS ET OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Consulté par 50 000 visiteurs uniques chaque année, l'Index universel des droits de l'homme permet aux parties prenantes d'accéder à des informations spécifiques à chaque pays émanant des mécanismes internationaux des droits humains.

PRINCIPALES RÉALISATIONS

Appui aux mécanismes internationaux des droits humains

En 2021, nous avons utilisé des modalités innovantes pour apporter notre concours aux organes conventionnels et intergouvernementaux et trouvé de nouveaux moyens de faire participer la société civile et les victimes aux procédures spéciales en utilisant la technologie numérique. Nous avons également lancé le nouvel Index universel des droits de l'homme, qui contient plus de 180 000 recommandations émanant des mécanismes des Nations Unies chargés des droits de l'homme.

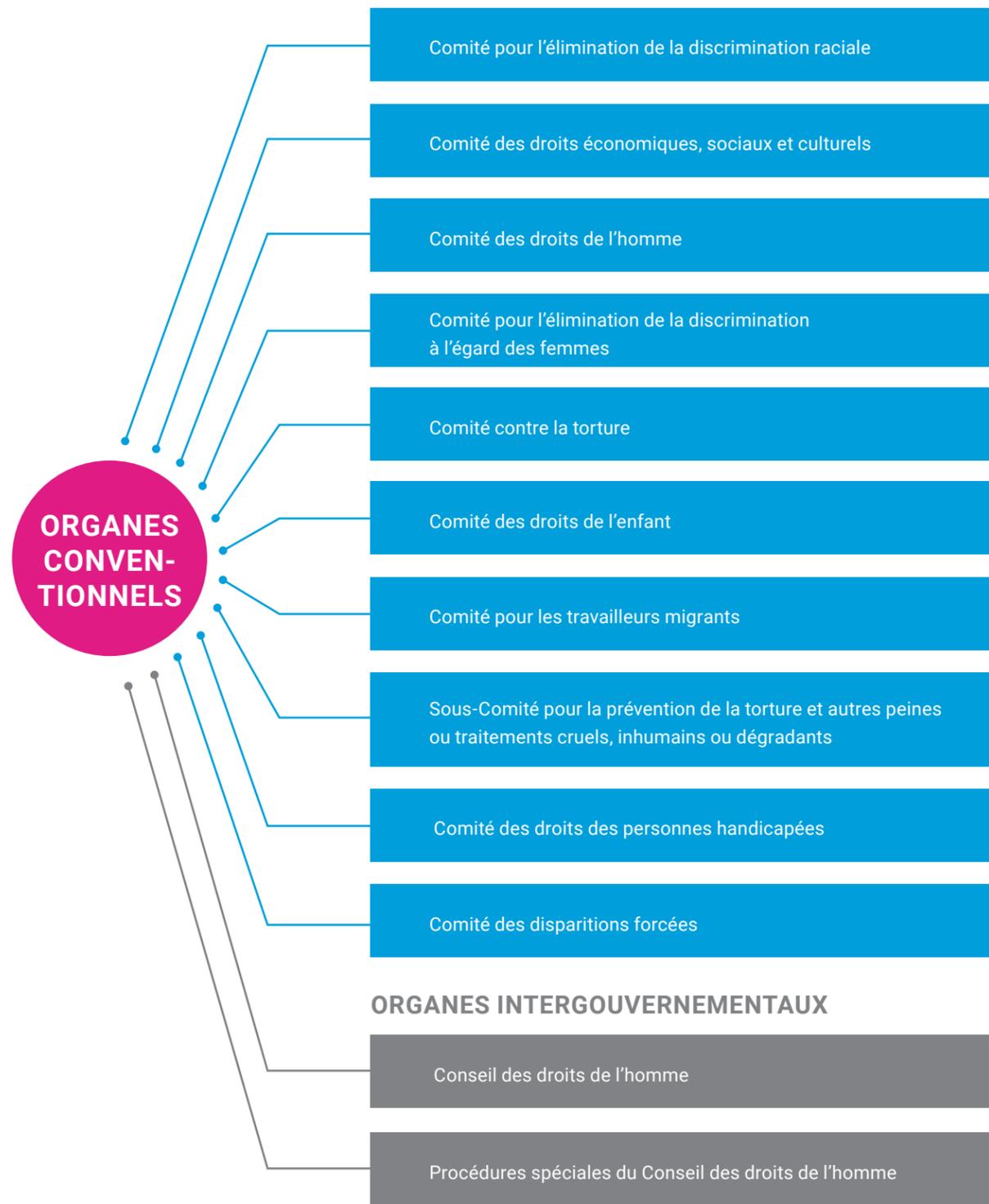
NOS ACTIVITÉS DE DÉFENSE DES DROITS HUMAINS

- Plus de 40 000** victimes de torture ont bénéficié d'une aide à la réadaptation dans **78** pays.
- Plus de 15 000** victimes de formes contemporaines d'esclavage ont reçu une assistance dans **33** pays.
- 12** composantes Droits humains au sein des missions de paix (**573** membres du personnel).
- 43** conseillères et conseillers pour les droits humains déployés dans les équipes de pays des Nations Unies.



Militants locaux et experts en matière d'inclusion du handicap lors de manifestations marquant la Journée internationale des personnes handicapées en 2020. (Suva, Fidji; décembre 2020)

EXPERTISE ET APPUI AUX ORGANES CHARGÉS DES DROITS HUMAINS



Une équipe des Nations Unies chargée des droits humains visite des tisserands mayas à Santiago Sacatepéquez, au Guatemala. Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme a acheté et distribué 3 000 masques présentant des motifs de tissage traditionnel afin de soutenir le développement économique local. (Santiago Sacatepéquez, Guatemala; novembre 2020) © HCDH

Rôle des droits humains dans les activités de développement

Des efforts considérables ont été déployés, notamment dans le cadre de mon appel à l'action, pour intégrer davantage les droits humains dans les interventions menées au niveau national en matière de développement. De nouvelles orientations permettent aux entités des Nations Unies présentes sur le terrain de mieux aligner leur action sur les recommandations issues des examens périodiques universels, et des efforts similaires sont en cours pour améliorer la concertation avec les organes conventionnels.

Pour lutter contre l'aggravation des inégalités, nous avons lancé une initiative de choc qui vise à promouvoir les droits économiques, sociaux et culturels et les objectifs de développement durable. Grâce à cette initiative, et dans le prolongement de l'appel que j'ai lancé en faveur d'un contrat social renouvelé, nous avons engagé le dialogue avec les coordonnatrices et coordonnateurs résidents et les équipes de pays des Nations Unies dans plus de 59 pays afin que les droits humains soient placés au cœur des plans d'intervention socioéconomique adoptés au niveau national pour lutter contre la COVID-19.

Paix et sécurité

En 2020, le Conseil de sécurité a tenu son premier débat public sur les droits humains dans les opérations de paix des Nations Unies, et nous avons publié une étude montrant que les composantes Droits humains sont essentielles à l'exécution des mandats des opérations de paix. Nous avons également créé trois équipes d'intervention d'urgence pour mieux analyser les risques liés aux droits humains, comme je l'avais préconisé dans mon appel à l'action.

On trouve dans mon rapport annuel sur les violences sexuelles liées aux conflits (S/2021/312) une liste de 52 parties soupçonnées sérieusement de se livrer à des violences sexuelles dans des situations dont le Conseil de sécurité est saisi. J'ai encouragé toutes les parties étatiques et non étatiques à adopter des engagements en vue d'éliminer les violences sexuelles liées aux conflits, et à les honorer.

Non-discrimination

En 2021, nous avons axé notre combat contre les inégalités et la discrimination, qui ont souvent conduit à des injustices intergénérationnelles, sur la discrimination raciale. En juin 2020, le Conseil des droits de l'homme a adopté la résolution 43/1 sur le racisme systémique dans l'application des lois contre des Africains et des personnes d'ascendance africaine, et nous avons publié une note d'orientation sur la discrimination raciale dans le contexte de la COVID-19. Nous avons également réactivé le réseau des Nations Unies sur la discrimination raciale et la protection des minorités, publié des directives à l'intention des équipes de pays sur la lutte contre la discrimination raciale et la protection des minorités, et créé une liste récapitulative à l'intention des équipes de pays pour qu'elles travaillent à l'élimination des lois discriminatoires à l'égard des femmes et des filles.

La Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences a recueilli 270 communications sur l'augmentation des faits de violence à l'égard des femmes dans le contexte de la pandémie de COVID-19 (voir le rapport qu'elle a soumis à l'Assemblée générale sur l'impact de la COVID-19 et la violence domestique, publié sous la cote A/75/144). Elle a encouragé les États Membres à maintenir les services tout en adoptant des mesures de protection spéciales pendant la pandémie et à s'associer aux engagements visant à éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles préconisés dans mon appel à l'action en faveur des droits humains.

En mai 2020, une réunion de chefs religieux a débouché sur l'Engagement mondial des acteurs religieux et des organisations confessionnelles à lutter contre la pandémie de COVID-19 en collaboration avec les Nations Unies, qui met l'accent, entre autres domaines prioritaires, sur la lutte contre les discours de haine.

Participation

En septembre 2020, l'Organisation a produit une note d'orientation sur la promotion et la protection de l'espace civique à l'appui de ses trois piliers. En conséquence, le personnel des Nations Unies explore des stratégies visant à promouvoir une participation plus inclusive de la société civile et à préserver et à étendre l'espace civique en ligne.



En 2020, le Comité des droits de l'enfant a tenu sa première session hors de Genève, dans le cadre d'une session au niveau régional qui a été animée par des enfants. C'était également la première fois que l'interprétation en langue des signes était offerte pour toutes les réunions. (Samoa; mars 2020) © HCDH

Responsabilité

Nous avons continué d'aider les États et d'autres parties prenantes à concevoir et à mettre en place des mécanismes de responsabilité et des processus de justice transitionnelle qui soient adaptés au contexte, axés sur les victimes et fondés sur les droits humains. En 2020, nous avons publié une étude assortie de recommandations sur l'incidence des politiques en matière de drogues sur la surpopulation carcérale en Asie du Sud-Est. Nous avons aussi collaboré avec les autorités kényanes et des groupes locaux pour financer une action en justice, ce qui a permis d'indemniser les résidents d'un établissement informel touché par la dégradation de l'environnement et le saturnisme.

ÉTABLISSEMENT DES RESPONSABILITÉS EN CAS DE VIOLENCES SEXUELLES

Des progrès importants ont été accomplis dans la lutte contre l'impunité s'agissant des violences sexuelles; l'ONU a apporté son soutien à un procès qui s'est déroulé en République démocratique du Congo et a abouti à la condamnation à perpétuité de deux ex-commandants de groupes armés reconnus coupables de crimes de guerre. Au Yémen, l'ONU ayant relevé des actes d'intimidation et de violence sexuelle généralisés à l'égard de femmes actives en politique, le Conseil de sécurité a émis des sanctions contre les responsables.

NOTRE APPUI À LA COOPÉRATION ENTRE LES ÉTATS MEMBRES



12

formalités conventionnelles ont été accomplies : **2** signatures, **5** ratifications et **18** adhésions.



12

gouvernements ont accueilli **13** titulaires de mandats au titre de procédures spéciales.



39

rapports d'États parties ont été examinés par les organes conventionnels.



2 818

documents officiels ont été soumis pour les réunions des mécanismes des droits humains, de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social.



En Ukraine, un civil d'un village proche de la « ligne de contact » raconte à un spécialiste des droits humains des Nations Unies comment il a perdu sa maison dans les incendies et la façon dont la pandémie a touché sa communauté. (Popasna, région de Louhansk, Ukraine; novembre 2020) © Zhenya Pedin

Les inondations causées par les eaux du fleuve Ruzizi ont déplacé des milliers de familles et perturbé la scolarité de près de 10 000 enfants. L'école est devenue un lieu de vie pour les personnes déplacées par les inondations. (Province de Bujumbura rural, Burundi; 20 avril 2020)
© OCHA/Lauriane Wolfe



Efficacité de la coordination des opérations d'assistance humanitaire



PRINCIPAUX PROGRAMMES

- Coordination de l'action humanitaire et des interventions d'urgence
- Services d'appui d'urgence
- Information et mobilisation dans les situations d'urgence humanitaire
- Réduction des risques de catastrophe naturelle
- Analyse des politiques



RESSOURCES (MONTANT INDICATIF)

2,1 milliards de dollars

104 millions de dollars au titre du budget ordinaire (Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient compris)
2 milliards de dollars au titre des contributions volontaires (Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Fonds central pour les interventions d'urgence et fonds de financement commun pour les pays compris)



PRINCIPAUX MANDATS

- Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par les organismes des Nations Unies, résolutions 46/182 et 75/127 de l'Assemblée générale
- Coopération internationale en matière d'aide humanitaire à la suite de catastrophes naturelles, résolution 75/124 de l'Assemblée générale
- Sûreté et sécurité du personnel humanitaire et protection du personnel des Nations Unies, résolution 75/125 de l'Assemblée générale
- Aide et protection en faveur des personnes déplacées, résolution 74/160 de l'Assemblée générale
- Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030), résolution 69/283 de l'Assemblée générale
- Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030, résolution 70/1 de l'Assemblée générale



PRINCIPALES ENTITÉS

- Bureau de la coordination des affaires humanitaires
- Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes



Abdullah, âgé de 7 ans, vit dans une ancienne école qui abrite 700 familles déplacées par la guerre au Yémen. Son père a acheté 12 oiseaux lorsqu'ils ont quitté Hodeïda en 2018 et ils élèvent désormais des pigeons voyageurs. « J'aime les oiseaux : ils me rendent heureux. Mon père m'apprend à m'occuper d'eux ». (Camp de déplacés à Dar Saad, Aden, Yémen; 23 novembre 2020)
© OCHA/Giles Clarke



LIEN AVEC LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

CONTEXTE

L'année dernière a été marquée par d'énormes défis, les besoins humanitaires atteignant des niveaux record. Les conflits armés, la crise climatique et la pandémie de COVID-19 ont transformé le paysage humanitaire, aggravé les risques et exacerbé les inégalités. Les catastrophes ont été de plus en plus fréquentes et dévastatrices. Des évolutions inquiétantes sont apparues : la pandémie de violence de genre qui a sévi dans l'ombre de celle de COVID-19, l'augmentation des déplacements forcés et l'accroissement de l'insécurité alimentaire. Face à cela, l'ONU a coordonné et soutenu l'apport d'une aide humanitaire à plus de 264 millions de personnes.

GRANDS OBJECTIFS

L'ONU s'emploie à faire en sorte que les interventions humanitaires soient coordonnées, cohérentes, efficaces et rapides, afin de sauver des vies et d'alléger les souffrances des populations touchées par une catastrophe, un conflit ou une autre situation humanitaire d'urgence. Elle défend les principes humanitaires, promeut le respect du droit international humanitaire et mobilise des ressources pour la préparation aux crises humanitaires et les interventions, en coopération avec ses partenaires. Pour que cette coordination soit efficace, il est indispensable de faciliter une action rapide et précoce, notamment grâce à des stratégies d'anticipation. En outre, l'ONU préconise la réduction des risques de catastrophe au moyen de la prévention et des systèmes d'alerte rapide afin d'empêcher les catastrophes de se produire et d'en atténuer les effets lorsqu'elles se produisent.



« Les organisations humanitaires ont fait preuve d'un véritable courage au cours de cette année difficile. Mon message à leur intention est le suivant : s'il vous plaît, poursuivez votre action. Sans votre courage et votre engagement, les choses seraient bien pires. »

Mark Lowcock, ancien Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence

PRINCIPALES RÉALISATIONS

En collaboration avec ses partenaires, l'ONU a mobilisé en 2020 un montant record de 19,1 milliards de dollars afin de venir en aide à 264 millions de personnes dans 64 pays. Elle a coordonné les interventions humanitaires en cas de crises et de catastrophes aiguës ou prolongées dans le monde entier, comme l'explosion destructrice qui a frappé le Liban et l'invasion de criquets pèlerins qui a touché la région de la Corne de l'Afrique.

Face à la pandémie, l'ONU a lancé le Plan de réponse humanitaire global COVID-19 en vue de répondre aux besoins humanitaires dans 63 pays. Grâce au soutien généreux des donateurs, 3,7 milliards de dollars ont été mobilisés, permettant de fournir une aide et une assistance vitales, ainsi que des trousseaux d'équipement de protection individuelle et des services essentiels de santé, de protection et d'éducation. Complétant les mesures de riposte sanitaire et socioéconomique mises en place par l'ONU, le Plan a montré toute la force de la coordination, de la cohérence et de l'agilité du système des Nations Unies et de ses partenaires.

NOTRE APPUI À LA COORDINATION DE L'AIDE HUMANITAIRE



64

pays ont été touchés et ont eu besoin d'une aide humanitaire.



Nous avons aidé à coordonner

39

plans d'intervention, plans régionaux et appels humanitaires ...



... pour aider

264,2 millions

de personnes dans le besoin ...

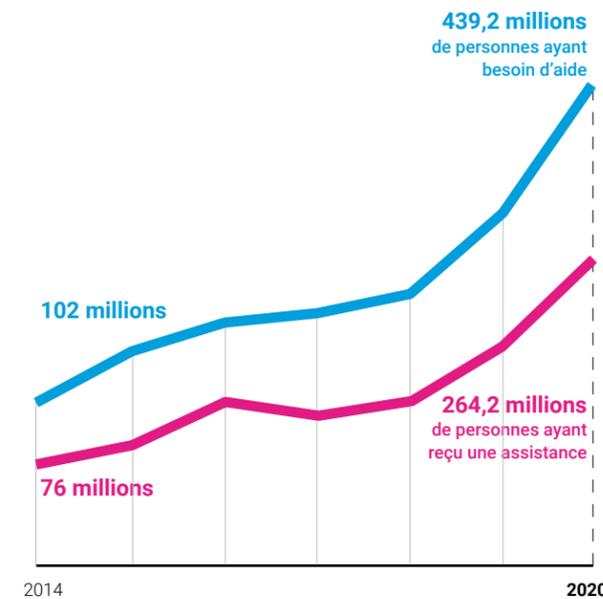


... et mobilisé

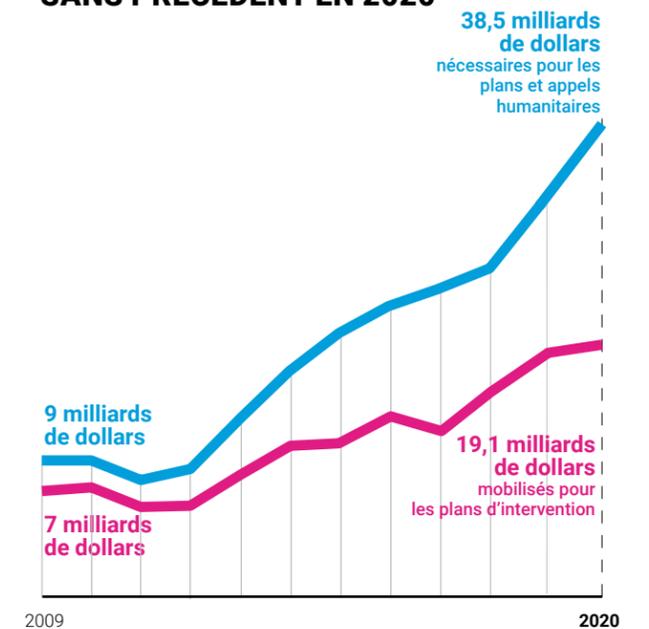
19,1 milliards

de dollars d'aide humanitaire.

PLUS DE 439 MILLIONS DE PERSONNES ONT EU BESOIN D'UNE AIDE HUMANITAIRE EN 2020



LES BESOINS DE FINANCEMENT ET LE SOUTIEN DES DONATEURS ONT ATTEINT DES NIVEAUX SANS PRÉCÉDENT EN 2020



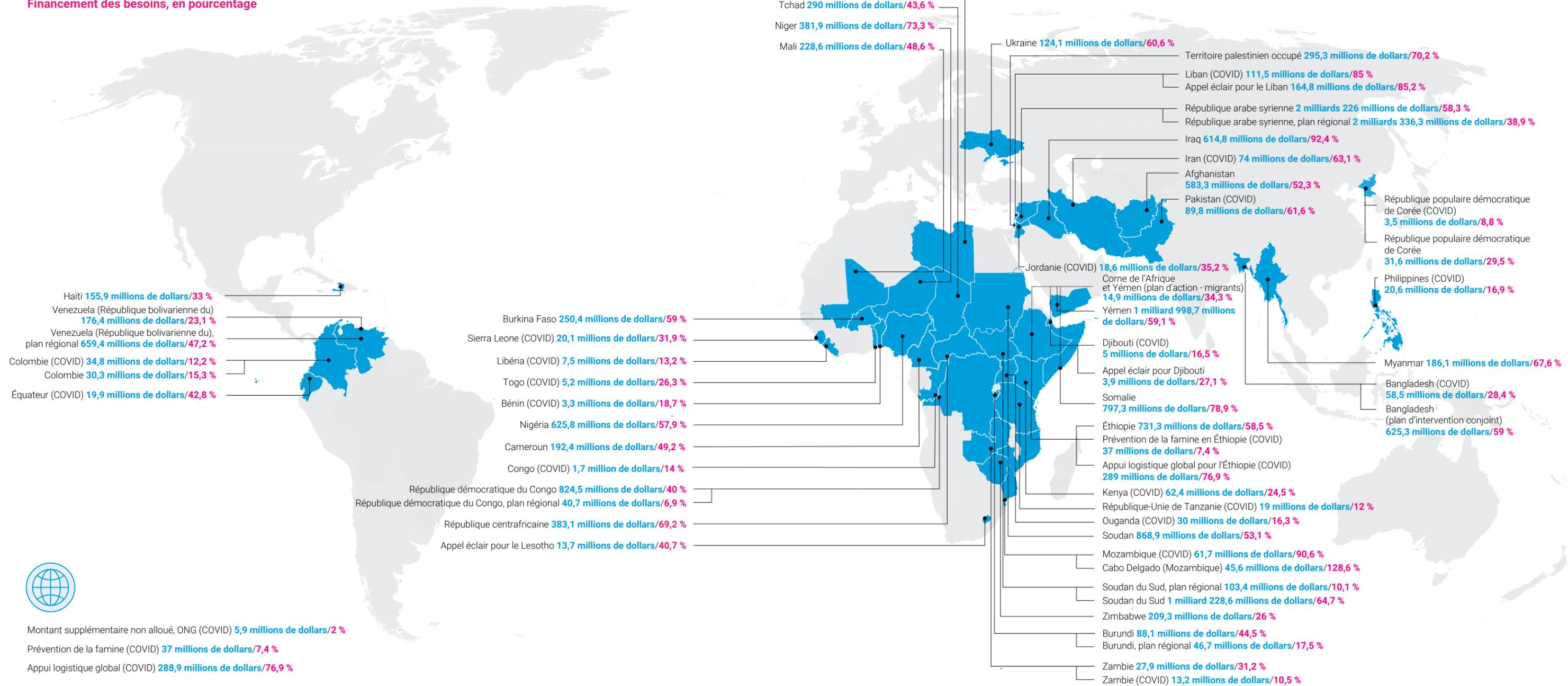
Depuis qu'elle a été déplacée de chez elle à Kakr Zitta, Mohasen Khatab travaille comme agente d'aide psychosociale à la Fondation Maram. Son objectif est de réduire les dommages et de soulager le stress psychologique des personnes touchées dans le camp d'Atma. (Atma, République arabe syrienne; novembre 2020) © OCHA



Avant de quitter l'appartement où il vit dans l'est d'Amman, en Jordanie, Abdallah, un réfugié syrien de 13 ans, dit au revoir à sa mère, Um Abdallah, qui a perdu la vue sous l'effet psychologique du conflit. Ils vivent en Jordanie depuis qu'ils ont fui leur logement de Homs, en République arabe syrienne, il y a huit ans. (Amman-Est, Jordanie; 10 mars 2020) © HCR/Jordan Hawari

DANS LE CADRE DE 39 PLANS D'INTERVENTION ET APPELS HUMANITAIRES, L'ONU A CONTRIBUÉ À MOBILISER 19,2 MILLIARDS DE DOLLARS SUR LES 38,5 MILLIARDS NÉCESSAIRES POUR AIDER 264,2 MILLIONS DE PERSONNES DANS 64 PAYS ET TERRITOIRES

Financement humanitaire reçu
Financement des besoins, en pourcentage



Montant supplémentaire non alloué, ONG (COVID) 5,9 millions de dollars/2 %
Prévention de la famine (COVID) 37 millions de dollars/7,4 %
Appui logistique global (COVID) 288,9 millions de dollars/76,9 %

Données sur le financement au 24 juin 2021

La représentation et l'utilisation des frontières, des noms géographiques et des données connexes figurant sur la carte ne sont pas garanties sans erreur et n'impliquent pas nécessairement une approbation ou une acceptation officielle par les Nations Unies.

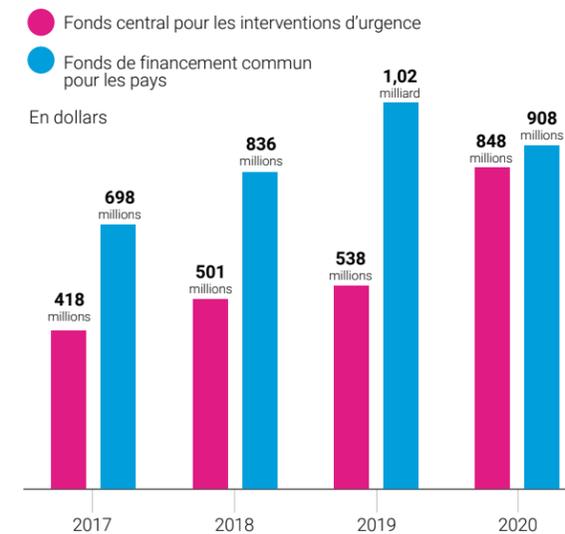
Au-delà de la riposte à la pandémie de COVID-19, les fonds humanitaires de financement commun ont été indispensables pour répondre à des besoins sans précédent, et un montant de 1,8 milliard de dollars a été alloué aux partenaires en 2020, dont un montant record de 848 millions de dollars provenant du Fonds central pour les interventions d'urgence et 909 millions de dollars provenant des fonds de financement commun. Sur ce montant, 492 millions de dollars ont servi à atténuer l'incidence de la pandémie sur plus de 20 millions de personnes réparties dans 49 pays. Grâce aux fonds communs, des mesures ont été prises rapidement pour enrayer la propagation du virus Ebola dans la région des Grands Lacs et réduire la gravité des invasions acridiennes dans la région de la Corne de l'Afrique, préservant les moyens de subsistance de 13 millions de personnes ainsi que leur sécurité alimentaire. En outre, des manifestations de haut niveau pour les annonces de contributions ont permis de mobiliser des ressources en faveur d'interventions, entre autres, en République arabe syrienne, au Yémen et dans le centre du Sahel.

En 2020, les partenaires humanitaires ont fait progresser les stratégies d'anticipation dans plus de 60 pays et le Fonds central pour les interventions d'urgence a débloqué 140 millions de dollars en faveur de nou-

veaux projets pilotes. Pour la première fois, celui-ci a déboursé des fonds sur la base de cadres d'analyse prospective pour des interventions se déroulant en amont des catastrophes. Au Bangladesh, des montants préétablis débloqués avant le pic des inondations ont permis de fournir une aide pécuniaire, des trousseaux d'hygiène et des kits dignité aux personnes vulnérables et de protéger leurs moyens de subsistance. En Somalie, des montants préétablis et des mesures convenues à l'avance ont rendu le processus d'allocation des fonds trois fois plus rapide qu'auparavant, permettant de prêter assistance à 1,3 million de personnes confrontées à l'insécurité alimentaire croissante et aux effets cumulés des invasions de criquets, des inondations et de la COVID-19.

Pour faire face au risque imminent et grave de famines multiples, notamment au Soudan du Sud, au Yémen et dans le nord-est du Nigéria, j'ai créé une équipe spéciale de haut niveau sur la prévention de la famine, l'objectif étant que le système réagisse rapidement pour éviter la famine et contrer l'insécurité alimentaire aiguë. L'initiative vise à mobiliser des ressources, à plaider en faveur d'un meilleur accès aux personnes à risque et aux personnes touchées et à améliorer la communication des données et des informations en temps réel.

FONDS DE FINANCEMENT COMMUN POUR LES PAYS ET FONDS CENTRAL POUR LES INTERVENTIONS D'URGENCE



- En 2020, **1,8 milliard** de dollars ont été alloués dans 66 pays et territoires.
- Grâce au financement du Fonds central pour les interventions d'urgence en 2020, **41,7 millions** de personnes ont eu accès à des soins de santé.
- Le Fonds central pour les interventions d'urgence a alloué plus de **60 millions** de dollars à des programmes axés sur la violence de genre. Les fonds de financement commun pour les pays ont alloué **390 millions** de dollars à des projets concernant l'égalité des genres.
- Pour la première fois, le Fonds central pour les interventions d'urgence a alloué **25 millions** de dollars à des ONG qui travaillent en première ligne pour qu'elles fournissent des services vitaux liés à la COVID-19.



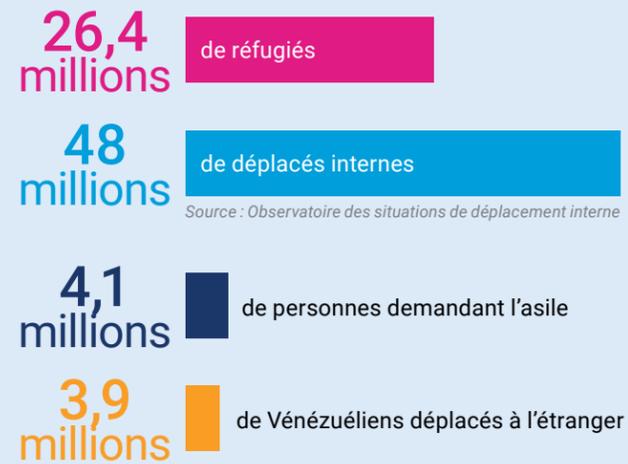
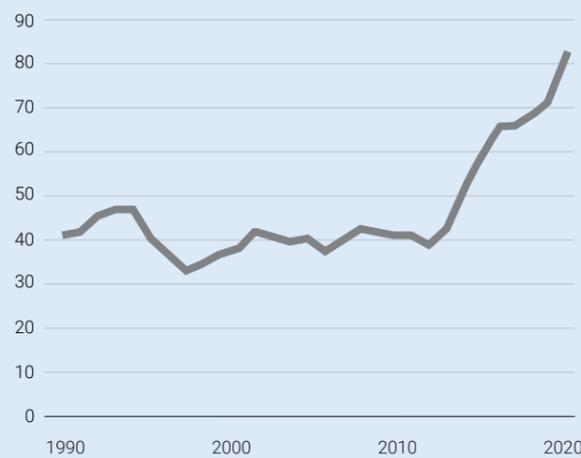
Une femme tente d'empêcher un essaim de criquets pèlerins de dévorer ses cultures. De tels essaims menacent toute la sous-région de l'Afrique de l'Est. (Village de Katitika, comté de Kitui, Kenya; 24 janvier 2020) © FAO/Sven Torfinn



Le 4 août 2020, un entrepôt du port de Beyrouth a explosé, faisant de nombreuses victimes et détruisant de grandes parties de la ville. Immédiatement après les explosions, les acteurs humanitaires ont commencé à répondre aux besoins essentiels de milliers de personnes touchées. (Beyrouth, Liban; 4 août 2020) © OCHA/Farid Assaf

Déplacements

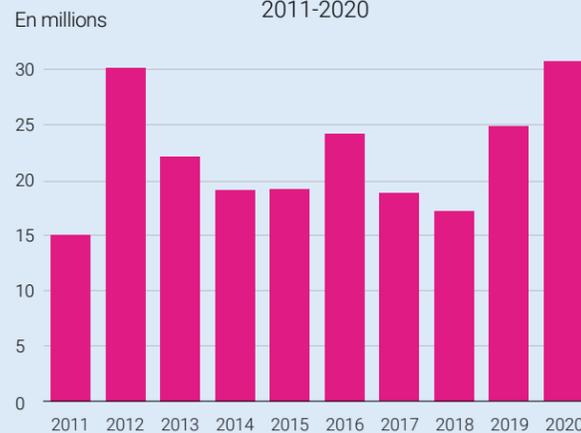
82,4 MILLIONS DE PERSONNES DÉPLACÉES DE FORCE À CAUSE D'UN CONFLIT OU DE LA VIOLENCE EN 2020



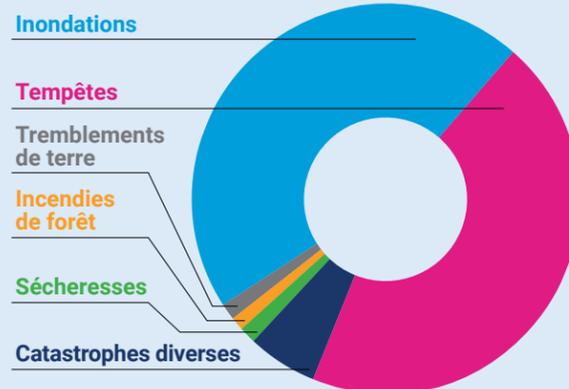
Source : HCR/18 juin 2021

NOUVEAUX DÉPLACEMENTS DÉCLENCHÉS OU CAUSÉS PAR DES CATASTROPHES (2011 À 2020)

198 pays et territoires
221,3 millions de nouveaux déplacements dus à des catastrophes 2011-2020



9 100 catastrophes signalées entre 2011 et 2020



Source : Observatoire des situations de déplacement interne



De fortes pluies de mousson ont inondé les districts du nord et du nord-est du Bangladesh. Le Fonds central pour les interventions d'urgence des Nations Unies a aidé des collectivités du Bangladesh à se préparer et à se protéger contre les prochaines grandes inondations dues à la mousson. (Bangladesh; 1^{er} juillet 2020) © PAM/Mehedi Rahman

PRINCIPAUX PAYS ET POPULATIONS TOUCHÉS PAR LES CATASTROPHES (2020)

| | | | | | | | |
|--|-------------|------------------------|--------------|--|--------------|---------------------|--------------|
| | Inde | Cyclone Amphan | 18 millions | | Honduras | Ouragan Eta | 4,6 millions |
| | Chine | Inondation | 10 millions | | Chine | Inondation | 4,2 millions |
| | Mali | Sécheresse | 6,8 millions | | Niger | Sécheresse | 3,7 millions |
| | Bangladesh | Inondation | 5,4 millions | | Philippines | Typhon Rolly (Goni) | 3,4 millions |
| | Philippines | Typhon Ulysses (Vamco) | 4,9 millions | | Burkina Faso | Sécheresse | 2,9 millions |

L'ONU a également donné davantage d'importance à la réduction des risques de catastrophe et à l'analyse des risques dans le cycle des programmes d'action humanitaire. Par exemple, au Pakistan, l'analyse et l'atténuation des risques ont été intégrées à la planification des interventions, et la feuille de route africaine en vue de l'amélioration de la disponibilité, de l'accès et de l'utilisation des informations relatives aux risques de catastrophe aux fins de l'alerte et de mesures rapides, notamment dans le contexte de la gestion des risques transfrontières, a renforcé les systèmes d'alerte rapide transfrontières. Grâce à la réforme du système des Nations Unies pour le développement, la réduction des risques de catastrophe a également été intégrée à 24 nouveaux plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable, conclus en 2020.



« La pandémie de COVID-19 a montré que nous nous mettons en danger lorsque nous ignorons les risques. Les besoins humanitaires augmentent et dépassent les promesses de financement. Nous ne pouvons pas nous permettre de continuer selon le cycle catastrophe-réponse-relèvement-répétition. Nous devons donner la priorité à la prévention pour offrir un avenir de sûreté et de sécurité aux populations. »

Mami Mizutori, Sous-Secrétaire générale et Représentante spéciale du Secrétaire général pour la réduction des risques de catastrophe

NOTRE APPUI À LA RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE



Plus de **5 000**

fonctionnaires et autres acteurs de la réduction des risques de catastrophe (dont 48 % de femmes) ont reçu une formation en 2020.



Plus de **55 millions**

de citadines et citadins se sont inscrits à l'initiative « Pour des villes résilientes ».

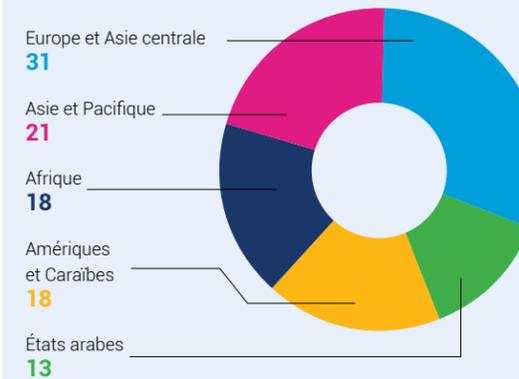


Au 31 décembre 2020,

143

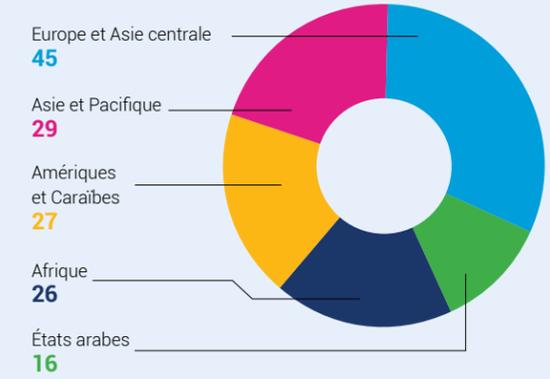
États Membres et États observateurs présentaient des informations au titre du système de suivi du cadre de Sendai.

PAYS INDIQUANT DISPOSER DE STRATÉGIES NATIONALES DE RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE AU 31 DÉCEMBRE 2020



À l'heure actuelle, 143 États Membres et États observateurs participent au système de suivi du Cadre de Sendai. En décembre 2020, 101 pays avaient mis en place des stratégies nationales de réduction des risques de catastrophe, permettant une réduction efficace de ces risques. Par exemple, Saint-Vincent-et-les Grenadines n'a déploré aucun mort lors de l'éruption volcanique qui s'est produite sur son territoire

PAYS UTILISANT LE SYSTÈME DE SUIVI DU CADRE SENDAI AU 31 DÉCEMBRE 2020



en avril 2021, et ce, grâce aux mesures que le Gouvernement avait prises au titre de sa stratégie nationale de réduction des risques de catastrophe. L'intervention des Nations Unies, qui comprenait un déblocage rapide de fonds et le déploiement d'une équipe de mission conjointe sur l'environnement, montre la complémentarité qui peut exister entre une intervention humanitaire et des efforts de relèvement.



En 2020, le Soudan a connu des inondations record, avec près de 900 000 personnes touchées, dont des milliers ont tout perdu. (Soudan; août 2020) © OCHA/Fayez Abu Bakr

Grande salle de justice
(La Haye, Pays-Bas; 8 février 2021)
© Photo ONU/ICJ-CIJ/Frank van Beek



Promotion de la justice et du droit international



PRINCIPAUX PROGRAMMES

- Services juridiques fournis à l'ensemble du système des Nations Unies
- Services juridiques fournis aux organes, fonds et programmes des Nations Unies
- Autres mécanismes internationaux d'établissement des responsabilités
- Garde, enregistrement et publication des traités
- Développement progressif et codification du droit international
- Droit de la mer et affaires maritimes
- Commerce international



RESSOURCES (MONTANT INDICATIF)

198 millions de dollars
92 millions de dollars au titre du budget ordinaire
4 millions de dollars au titre des budgets statutaires des opérations de maintien de la paix (2019/2020)
84 millions de dollars au titre des quotes-parts hors budget ordinaire
18 millions de dollars au titre des contributions volontaires



PRINCIPAUX MANDATS

- Charte des Nations Unies
- Développement progressif et codification du droit international, Commission du droit international, résolutions 94 (I) et 75/135 de l'Assemblée générale
- Enseignement, étude, diffusion et compréhension plus large du droit international, résolutions 2099 (XX) et 75/134 de l'Assemblée générale
- Renforcement et promotion du régime conventionnel international, résolutions 97 (I), 73/210 et 75/144 de l'Assemblée générale
- Harmonisation et unification progressives du droit commercial international, Commission des Nations Unies pour le droit commercial international, résolutions 2205 (XXI) et 75/133 de l'Assemblée générale
- Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, résolutions 52/26, 75/89 et 75/239 de l'Assemblée générale
- Promotion et perfectionnement de la justice internationale, résolutions 57/228B et 71/248 de l'Assemblée générale; résolutions 1315 (2000), 1966 (2010), 1757 (2007) et 2379 (2017) du Conseil de sécurité; résolution 39/2 du Conseil des droits de l'homme



PRINCIPALES ENTITÉS

- Bureau des affaires juridiques
- Cour internationale de Justice
- Mécanismes internationaux d'établissement des responsabilités



Burhanudeen Gafoor, Représentant permanent de la République de Singapour auprès de l'Organisation des Nations Unies, préside la trentième Réunion des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. (New York; 24 août 2020)
© Photo ONU/Manuel Elías



LIEN AVEC LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

CONTEXTE

Depuis sa création, l'ONU occupe une place centrale dans l'élaboration du droit international, apportant une contribution sans pareille au développement, à la codification et à l'application du droit international.

GRANDS OBJECTIFS

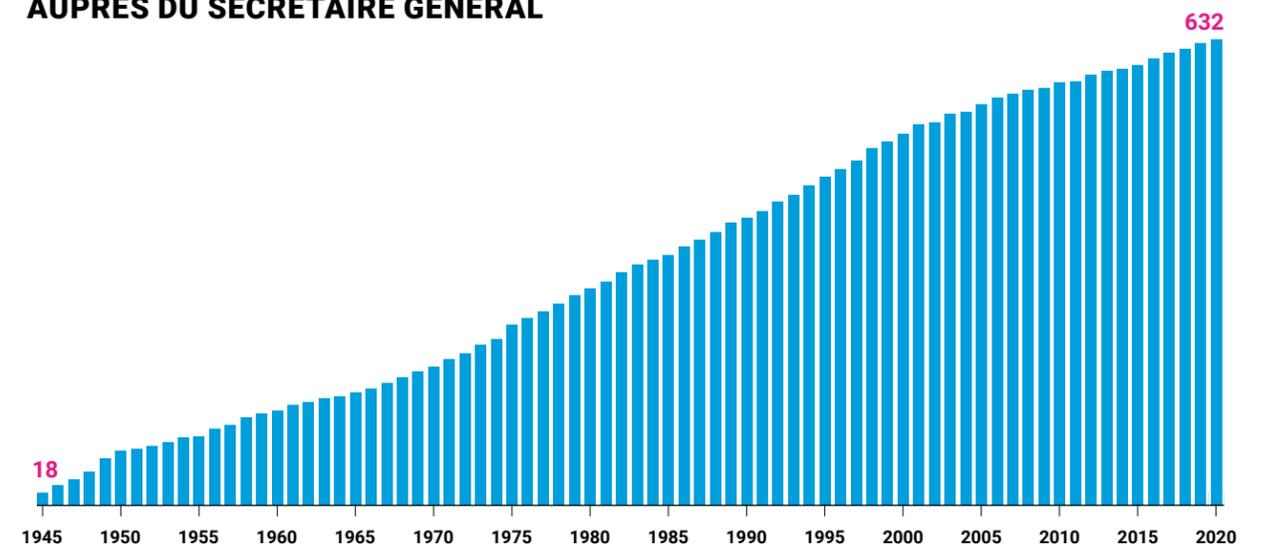
L'ONU promeut la justice et le droit international au moyen de diverses actions et divers mandats, tels que ceux liés aux océans et au droit de la mer, au commerce international, aux traités et accords internationaux, aux opérations de paix, aux tribunaux internationaux et aux sanctions. En outre, la Cour internationale de Justice, organe judiciaire principal des Nations Unies, se prononce sur les différends d'ordre juridique qui lui sont soumis par les États et donne des avis consultatifs sur des questions juridiques.



“La coopération internationale et le droit international sont mutuellement indispensables et ont naturellement besoin d'avoir pour cadre un multilatéralisme inclusif et en réseau.”

Miguel de Serpa Soares, Secrétaire général adjoint aux affaires juridiques et Conseiller juridique de l'ONU

NOMBRE CUMULÉ DE TRAITÉS MULTILATÉRAUX DÉPOSÉS AUPRÈS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL



PRINCIPALES RÉALISATIONS

Nos travaux sur l'établissement du cadre juridique du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents à l'échelle mondiale ont contribué à la mise en œuvre de la vaste réforme du système des Nations Unies pour le développement à l'appui des objectifs de développement durable. En 2021, nous avons également réglé des questions juridiques liées au fonctionnement de l'ONU sur fond de pandémie et contribué à la continuité des activités.

En 2021, la Cour internationale de Justice a continué d'examiner de nombreuses affaires très médiatisées, comme l'affaire concernant la *Sentence arbitrale du 3 octobre 1899 (Guyana c. Venezuela)*, sur laquelle elle s'est prononcée en décembre 2020. La Cour a également célébré le soixante-quinzième anniversaire de sa session inaugurale, laquelle avait débuté le 18 avril 1946.

Les faits marquants qui se sont produits dans les autres tribunaux de l'ONU ou tribunaux appuyés par l'ONU au cours de la période considérée sont les suivants : le 18 août 2020, la Chambre de première instance du Tribunal spécial pour le Liban a condamné Salim Jamil Ayyash en relation avec l'attentat perpétré à Beyrouth le 14 février 2005, qui avait fait 22 morts, dont l'ancien Premier Ministre

libanais, Rafic Hariri, et 226 blessés. Les trois autres accusés, Hassan Habib Merhi, Hussein Hassan Oneissi et Assad Hassan Sabra, ont été déclarés non coupables. Par la suite, la Chambre de première instance a condamné M. Ayyash à cinq peines confondues d'emprisonnement à vie.

En novembre 2020, Félicien Kabuga a comparu pour la première fois devant le Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux : il est inculpé de sept chefs d'accusation de génocide et de crimes contre l'humanité pour des faits qui auraient été commis au Rwanda en 1994.

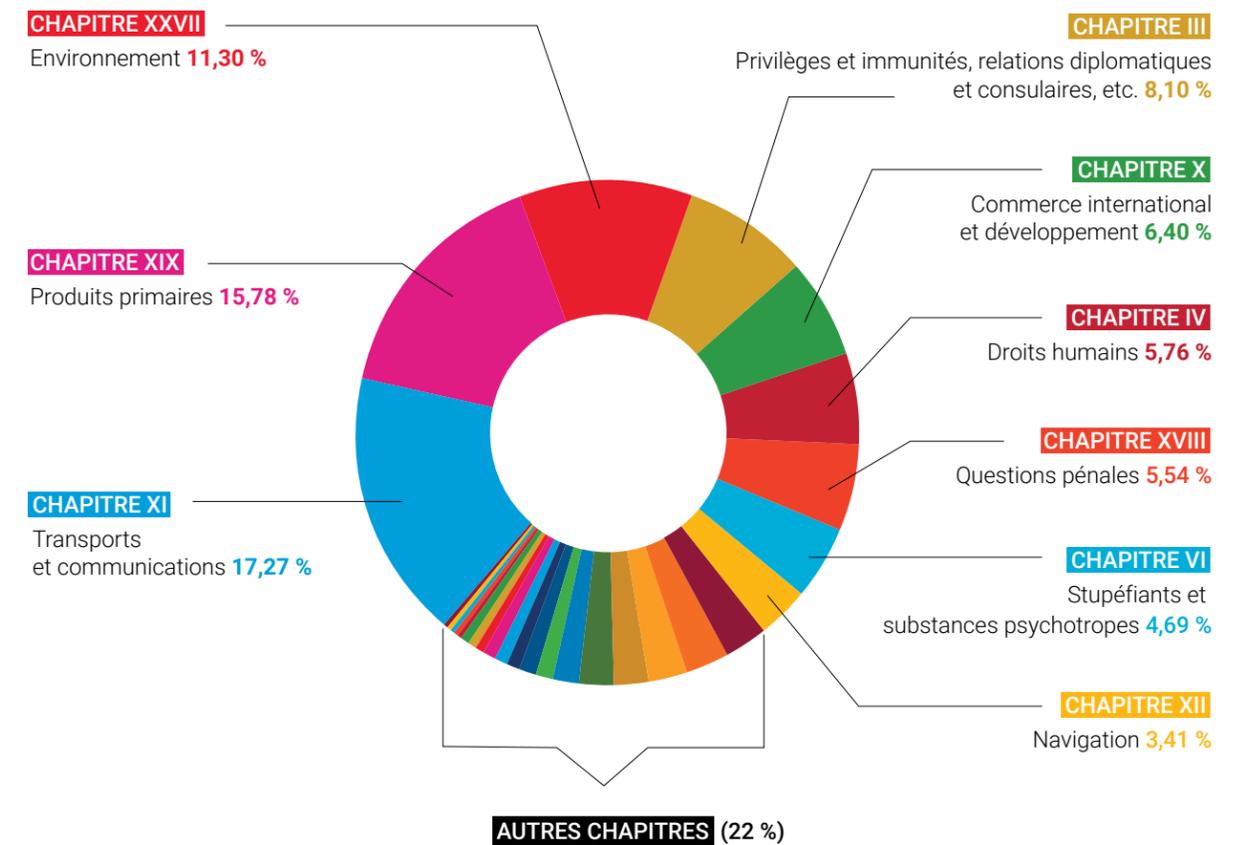
Le 8 juin 2021, la Chambre d'appel du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux s'est prononcée dans l'affaire *Mladić* sur les appels interjetés par Ratko Mladić et le Procureur contre le jugement rendu le 22 novembre 2017 par une Chambre de première instance du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. Elle a rejeté les appels dans leur intégralité et confirmé la condamnation de M. Mladić pour génocide, crimes contre l'humanité et violations des lois ou coutumes de la guerre. Elle a également confirmé la peine d'emprisonnement à vie prononcée contre lui par la Chambre de première instance.



Dans l'affaire *Le Procureur c. Ratko Mladić*, la Chambre d'appel du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux a confirmé les condamnations de Ratko Mladić (photo) et rejeté ses appels dans leur intégralité. (La Haye, Pays-Bas; 9 juin 2021) © MIFRTP/Leslie Hondebrink-Hermer

TRAITÉS MULTILATÉRAUX DÉPOSÉS AUPRÈS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL CONCERNANT DES QUESTIONS D'INTÉRÊT MONDIAL

Traités multilatéraux, proportion par chapitre (au mois de mars 2021)



- CHAPITRE IX : Santé
- CHAPITRE XXVI : Désarmement
- CHAPITRE VII : Traite des êtres humains
- CHAPITRE XIV : Questions éducatives et culturelles
- CHAPITRE XXI : Droit de la mer
- CHAPITRE XXV : Télécommunications
- CHAPITRE VIII : Publications obscènes
- CHAPITRE V : Réfugiés et apatrides
- CHAPITRE XIII : Statistiques économiques
- CHAPITRE XXII : Arbitrage et médiation en matière commerciale
- CHAPITRE XV : Déclaration de décès des personnes disparues
- CHAPITRE XVI : Condition de la femme
- CHAPITRE XXIII : Droit des traités
- CHAPITRE XXIV : Espace extra-atmosphérique
- CHAPITRE XXVIII : Questions fiscales
- CHAPITRE II : Règlement pacifique des différends internationaux
- CHAPITRE XVII : Liberté d'information
- CHAPITRE XX : Obligations alimentaires
- CHAPITRE XXIX : Questions diverses

La Cloche japonaise de la paix au Siège
de l'ONU. (New York; août 2019)
© Photo ONU/Manuel Elías



Désarmement



PRINCIPAUX PROGRAMMES

- Négociations et délibérations multilatérales
- Armes de destruction massive
- Armes classiques
- Information et sensibilisation
- Désarmement régional



RESSOURCES (MONTANT INDICATIF)

31 millions de dollars

15 millions de dollars au titre du budget ordinaire
16 millions de dollars au titre des contributions volontaires



PRINCIPAUX MANDATS

- Désarmement, résolution S-10/2 de l'Assemblée générale
- Le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects, résolution 75/241 de l'Assemblée générale
- Rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale et du désarmement, résolution 75/38 de l'Assemblée générale
- Femmes, désarmement, non-prolifération et maîtrise des armements, résolution 75/48 de l'Assemblée générale
- Désarmement régional, résolution 75/49 de l'Assemblée générale
- Étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, résolution 75/61 de l'Assemblée générale
- Jeunes, désarmement et non-prolifération, résolution 74/64 de l'Assemblée générale



PRINCIPALE ENTITÉ

- Bureau des affaires de désarmement



Le Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes a dispensé un cours spécialisé sur les enquêtes sur les armes à feu dans une perspective de genre, du 18 au 31 août 2020. (Argentine; août 2020) © Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes



LIEN AVEC LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

CONTEXTE

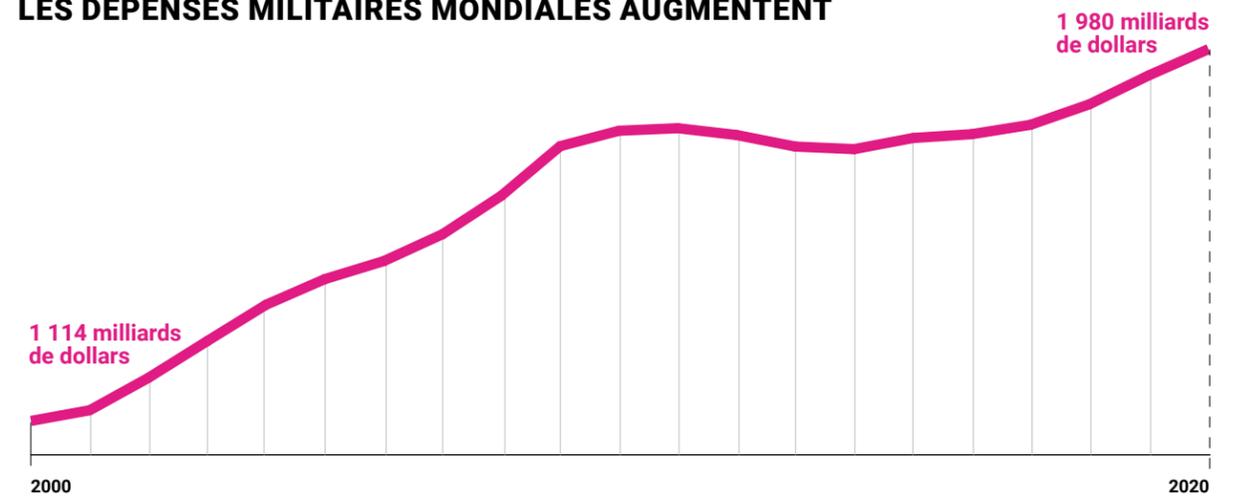
En 2021, l'ONU a poursuivi son travail essentiel consistant à renforcer la norme contre l'utilisation des armes nucléaires et autres armes de destruction massive dans le dessein de les éliminer, ainsi qu'à faire progresser la réglementation et la limitation des armes classiques. Elle s'est également attaquée aux problèmes posés par les nouvelles technologies et le cyberspace. Alors que les dépenses militaires ont atteint 1 980 milliards de dollars en 2020, soit le niveau le plus élevé depuis la fin de la guerre froide, le désarmement continue d'occuper une place centrale dans les travaux de l'Organisation.



« Cette pandémie offre le potentiel d'unir les sociétés, les institutions et les individus, tout comme les dures leçons de la Seconde Guerre mondiale ont jeté les bases d'une coopération internationale plus approfondie et d'institutions plus fortes pour protéger notre sécurité commune. »

Izumi Nakamitsu, Secrétaire générale adjointe et Haute-Représentante pour les affaires de désarmement

LES DÉPENSES MILITAIRES MONDIALES AUGMENTENT



Source : SIPRI. Les chiffres sont exprimés en milliards de dollars des États-Unis à prix et taux de change constants de 2018.

GRANDS OBJECTIFS

L'ONU soutient les négociations et les efforts multilatéraux visant à réaliser un désarmement général et complet, en s'attachant en particulier à l'élimination des armes nucléaires, en faisant respecter l'interdiction d'autres armes de destruction massive, en réglementant l'utilisation des armes classiques, en s'attaquant aux problèmes posés par les technologies d'armement récentes et en promouvant les initiatives régionales de désarmement et les campagnes de sensibilisation du grand public.

PRINCIPALES RÉALISATIONS

Si plusieurs réunions de la plus grande importance qui devaient se tenir en 2020 ont été reportées en raison de la pandémie, l'ONU a cependant continué d'apporter son concours aux États Membres dans le domaine du désarmement. Par exemple, nous avons donné des conseils stratégiques, procéduraux et techniques au Président désigné de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2020 dans le cadre de consultations virtuelles élargies. Nous avons aidé les États Membres à faire face aux menaces existantes et potentielles liées à l'utilisation par les États des technologies de l'information et des communications, et nous avons soutenu une nouvelle réflexion sur les normes, règles et principes visant à réduire les menaces militaires contre les systèmes spatiaux. Nous avons également mis à jour les orientations facultatives sur la gestion des stocks de munitions et appuyé les débats d'experts sur les systèmes d'armes létaux autonomes.

En 2021, nous avons renforcé l'état de préparation opérationnelle du Mécanisme me permettant d'enquêter sur les allégations d'emploi d'armes chimiques, biologiques et à toxines en mettant à jour les listes d'experts et de laboratoires d'analyse. Nous avons également amélioré la coordination avec d'autres parties du système des Nations Unies afin d'être mieux préparés en cas d'emploi délibéré d'une arme biologique et avons encouragé la création d'un réseau de jeunes biologistes de pays du Sud, comportant autant de femmes que d'hommes, au moyen de l'initiative Youth for Biosecurity (les jeunes au service de la biosécurité).

NOS ACTIVITÉS DE DÉSARMEMENT



Augmentation de **500 %** du nombre de jeunes participant aux manifestations sur le désarmement et la non-prolifération grâce à des efforts de sensibilisation renforcés.



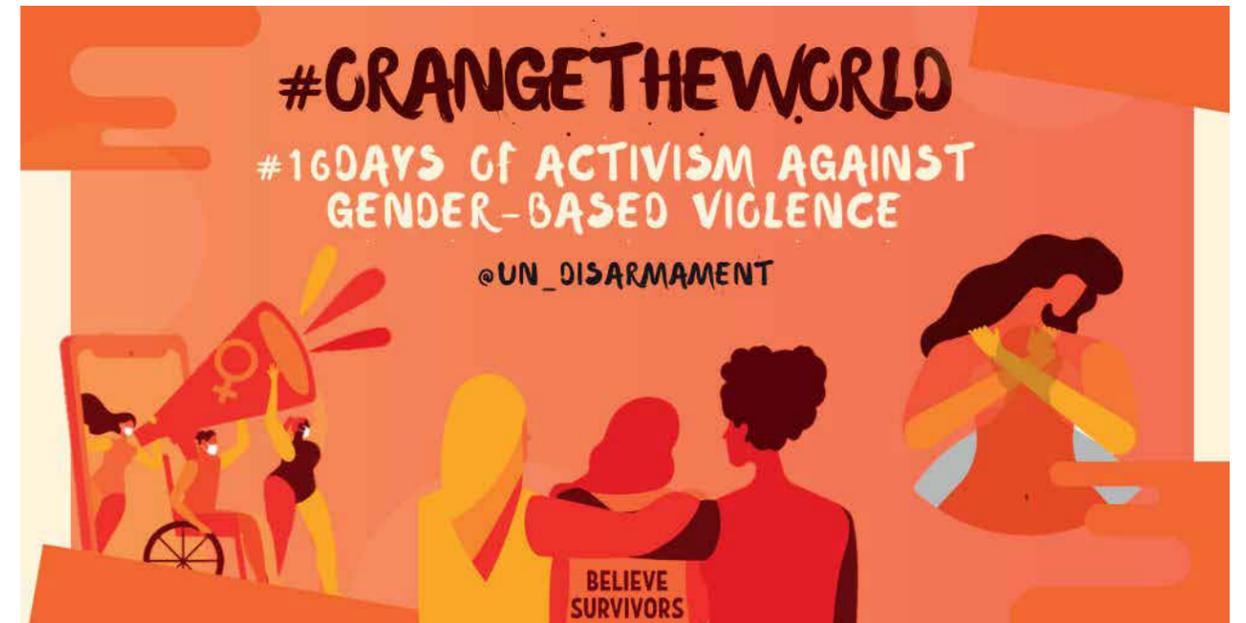
En 2020, conclusion de partenariats avec **7** pays d'Afrique subsaharienne pour promouvoir la remise volontaire par les civils des armes de petit calibre détenues illégalement, dans le cadre du Mois de l'amnistie, initiative de l'Union africaine.



En 2020, ajout de **525** expertes et experts qualifiés au Mécanisme permettant au Secrétaire général d'enquêter sur les allégations d'emploi d'armes chimiques, biologiques et à toxines.



Allocation de fonds à **94** projets liés à la maîtrise des armements, au profit de 144 États Membres dans toutes les régions.



En novembre 2020, l'ONU a collaboré avec ses partenaires pour montrer comment le désarmement et la maîtrise des armements pouvaient contribuer à éliminer la violence fondée sur le genre.

LA CONVENTION SUR LES ARMES BIOLOGIQUES À 45 ANS



Au niveau régional, nous avons soutenu l'application du plan d'action pour l'exécution durable des mesures prioritaires contre la prolifération illicite des armes à feu et des munitions dans les Caraïbes à l'horizon 2030, qui a été élaboré dans le but de prévenir et de combattre le trafic d'armes à feu et de munitions. En travaillant avec les autorités nationales en Afrique et en Amérique latine, nous avons renforcé leur capacité d'intégrer la maîtrise des armes de petit calibre et la prévention de la violence de genre. En appui à l'initiative de l'Union africaine destinée à faire taire les armes, nous avons collaboré avec 10 pays pour sensibiliser la population aux répercussions que la prolifération illicite des armes de petit calibre peut avoir dans les villes et les quartiers.

Dans le cadre du mécanisme d'intervention rapide SaferGuard de l'ONU, nous avons dépêché une

mission d'assistance en Guinée équatoriale à la suite d'explosions qui s'étaient produites dans un camp militaire. La mission a aidé le Gouvernement à évaluer la cause de l'explosion et dispensé des conseils techniques sur la gestion des munitions afin de réduire les risques à l'avenir.

Le 22 janvier 2021, le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires est entré en vigueur à la suite de la cinquantième ratification. Il s'agit du premier traité multilatéral de désarmement nucléaire à entrer en vigueur depuis plus de deux décennies, ce qui traduit les préoccupations de nombreux États face aux dangers croissants que représentent les armes nucléaires. L'ONU s'emploiera à assurer le succès de la première réunion des États Parties, de sorte qu'elle contribue à la réalisation des objectifs du Traité.

LA PARITÉ DES GENRES ET L'AVANCEMENT DES FEMMES DANS LE DÉSARMEMENT

Groupe d'experts gouvernementaux sur les munitions



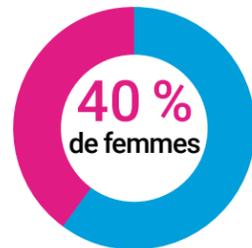
9 femmes et 9 hommes forment le Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner les problèmes découlant de l'accumulation de stocks de munitions classiques en surplus

Conseil consultatif pour les questions de désarmement



8 femmes et 8 hommes siègent au Conseil

Groupe d'experts gouvernementaux sur le cyberspace



10 femmes et 15 hommes forment le Groupe d'experts gouvernementaux sur la promotion d'un comportement responsable de la part des États dans le cyberspace

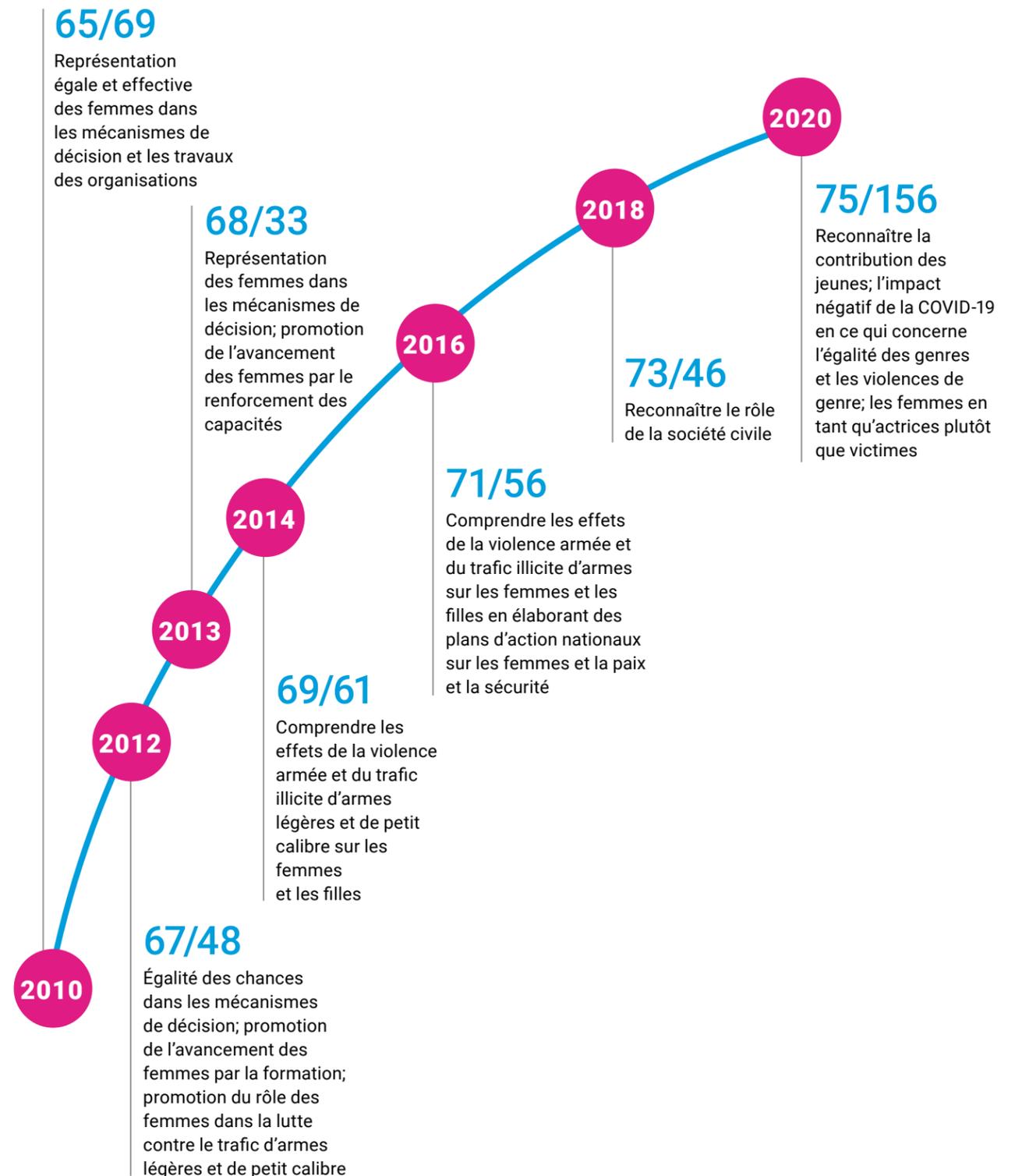
Bourse d'études pour la paix et la sécurité



137 femmes et 15 hommes La bourse d'études cible les groupes non représentés dans le domaine du désarmement

Conformément au Programme de désarmement (2018) du Secrétaire général, l'Organisation des Nations Unies continue de faire des progrès dans la « pleine et égale participation des femmes à tous les processus décisionnels liés au désarmement et à la sécurité internationale ».

DIX ANS DE RÉOLUTIONS SUR LES FEMMES, LE DÉSARMEMENT, LA NON-PROLIFÉRATION ET LA MAÎTRISE DES ARMEMENTS



Les Nations Unies s'associent aux Cafés Malongo dans un projet sur les moyens de subsistance durables en République démocratique populaire lao, dont l'objectif est de permettre aux agriculteurs d'exporter 200 tonnes de café d'ici 2025. (Vanmai, République démocratique populaire lao; avril 2020)
© ONUDC/Xaysavath Keoduangvichith



Lutte antidrogue, prévention de la criminalité et lutte contre le terrorisme



PRINCIPAUX PROGRAMMES

- Lutte contre le problème mondial de la drogue
- Lutte contre la criminalité transnationale organisée
- Lutte contre le terrorisme et prévention de l'extrémisme violent
- Lutte contre la corruption
- Justice
- Étude, analyse des tendances et criminalistique
- Appui en matière de politiques
- Assistance technique



RESSOURCES (MONTANT INDICATIF)

360 millions de dollars

27 millions de dollars au titre du budget ordinaire
333 millions de dollars au titre des contributions volontaires



PRINCIPAUX MANDATS

- Examen de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, résolution 72/284 de l'Assemblée générale
- Renforcer la capacité du système des Nations Unies d'aider les États Membres à appliquer la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, résolution 71/291 de l'Assemblée générale
- Convention des Nations Unies contre la corruption
- Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes
- Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et Protocoles s'y rapportant
- Coopération internationale pour aborder et combattre le problème mondial de la drogue, résolution 75/198 de l'Assemblée générale
- Renforcement du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, surtout de ses capacités de coopération technique, résolution 75/196 de l'Assemblée générale



PRINCIPALES ENTITÉS

- Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
- Bureau de lutte contre le terrorisme



À la prison pour femmes de Semarang, en Indonésie, un projet portant sur la technique ancienne de la teinture batik a été lancé pour former les détenues à des compétences commercialement viables. (Semarang, Indonésie; février 2020) © ONUDC



LIEN AVEC LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

CONTEXTE

Depuis le début de la pandémie de COVID-19, nous sommes davantage exposés à la criminalité et à la violence. Les confinements se sont accompagnés d'un risque accru de violence domestique et d'exploitation sexuelle en ligne. Les interventions d'urgence et mesures économiques prises face à la pandémie ont augmenté les risques de corruption, et des groupes criminels organisés ont falsifié des produits médicaux pour gagner de l'argent. Les détenus ont été parmi les personnes les plus vulnérables face à la pandémie, et il a été très difficile de garantir l'accès à la justice pour toutes et tous.

Les terroristes ont exploité les retombées politiques et socioéconomiques de la pandémie dans les régions fragiles ou touchées par des conflits. À la menace mondiale posée par Daech, Al-Qaida et leurs affiliés se sont ajoutées des violences terroristes commises par des groupes néonazis et d'autres groupes à motivation raciale ou ethnique qui suscitent de plus en plus d'inquiétude.



“ La fragilité et les inégalités ont rendu le monde plus vulnérable à la criminalité, à la corruption, à la drogue et au terrorisme. Nous devons renforcer l'inclusion et l'accès à la justice pour ne laisser personne de côté. ”

Ghada Waly, Directrice exécutive de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

GRANDS OBJECTIFS

L'ONU aide les États Membres à s'attaquer aux problèmes liés aux drogues, à la criminalité et au terrorisme en favorisant le respect des normes et des règles édictées en matière de prévention de la criminalité et de justice pénale et l'application des principes et normes énoncés dans des instruments internationaux tels que la Convention des Nations Unies contre la corruption et la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies.



“ Nous devons rester vigilants, unis, et anticiper la menace évolutive et complexe que représentent les terroristes. ”

Vladimir Voronkov, Secrétaire général adjoint chargé du Bureau de lutte contre le terrorisme

PRINCIPALES RÉALISATIONS

Prévention de la criminalité et lutte contre la criminalité transnationale organisée

L'ONU a aidé des centres de détention de plus de 50 États Membres à se préparer à faire face à la COVID-19, ce qui a permis d'améliorer les conditions carcérales et les services de base offerts aux détenus. Nous avons fourni des équipements de protection individuelle et des articles sanitaires aux autorités pénitentiaires et contribué à faire en sorte que les personnes détenues bénéficient de soins de santé de qualité.

En Asie du Sud-Est et en Amérique du Sud, nous avons analysé les risques de fraude et de corruption liés aux mesures de sauvetage économique mises en place face à la COVID-19 et contribué à la protection des lanceurs d'alerte au Kenya et au Mexique. Les États Membres ont ainsi pu veiller à ce que les enquêtes, les poursuites et la coopération internationale se poursuivent malgré les difficultés découlant de la pandémie de COVID-19.

Les activités en ligne s'étant accrues pendant la pandémie, nous avons élargi notre appui aux États Membres en matière de cybercriminalité et d'atteintes en ligne. Par exemple, nous avons dispensé une formation aux enseignants et aux autorisés sur la prévention, la détection, l'identification et la gestion de la cybercriminalité, en mettant l'accent sur l'exploitation sexuelle des enfants en ligne et les atteintes à leur égard.

NOTRE APPUI À LA PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ, À LA LUTTE ANTIDROGUE ET À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION



Renforcement des capacités criminalistiques de détection des drogues de **299** laboratoires dans 87 pays.



Plus de **61 000** étudiants, éducateurs et universitaires ont participé aux activités menées dans le cadre de l'initiative « Éducation pour la justice », qui a pour but de promouvoir l'état de droit par l'éducation.



Amélioration de l'état de préparation des établissements carcéraux de **50** États Membres face à la COVID-19 et de leur gestion de la situation.



Soutien à la production de **144** tonnes de café en parche à la faveur d'activités de développement alternatif au Myanmar, ciblant des familles qui travaillaient auparavant dans la culture de l'opium.



Plus de **5 100** enseignants du Honduras ont suivi une formation en ligne sur les atteintes et l'exploitation sexuelle dont peuvent être victimes les enfants. Cela a permis à des enseignants de repérer 13 filles âgées de 9 à 12 ans qui étaient des victimes de tels actes.



600 000 familles ont participé au programme de prévention de la toxicomanie de l'Organisation des Nations Unies dans 45 pays.

LE NOMBRE DE CAS DE VIOLS ET D'AGRESSIONS SEXUELLES SIGNALÉS AUX AUTORITÉS A DIMINUÉ PENDANT LES MESURES DE CONFINEMENT



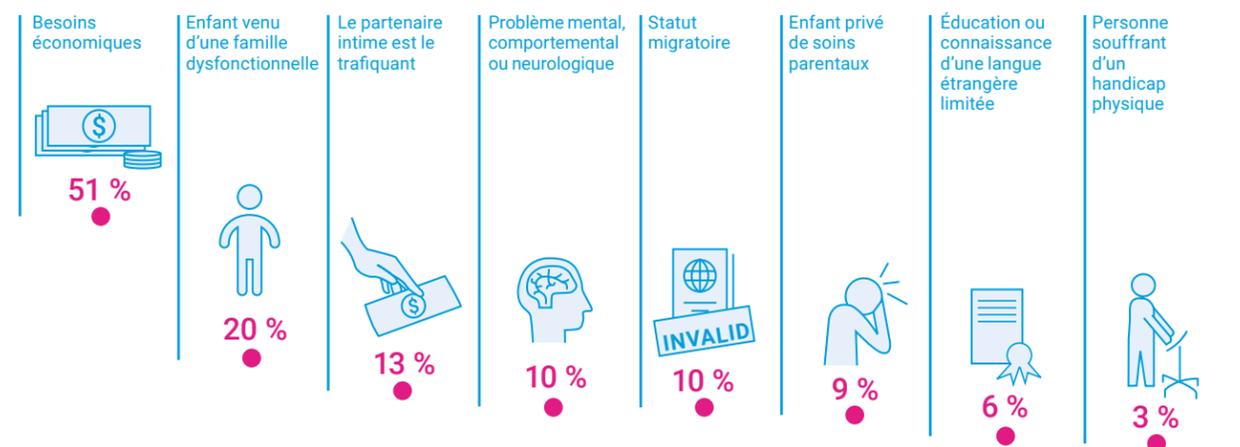
De plus amples informations sont nécessaires pour interpréter cette tendance. Il convient de noter que les institutions auxquelles de tels actes sont signalés ont été plus difficiles d'accès et que le nombre de cas en dehors de la sphère domestique a pu diminuer.

Source : Données nationales recueillies dans le cadre de l'initiative mondiale de l'ONUDC visant à améliorer les connaissances sur l'impact de la COVID-19 en matière de criminalité et de drogues.

Note : Les cas de viols et d'agressions sexuelles signalés concernaient respectivement 21 pays et 15 pays.

LES PERSONNES QUI SE LIVRENT À LA TRAITE D'ÊTRES HUMAINS PROFITENT SOUVENT DE FACTEURS DE VULNÉRABILITÉ PRÉEXISTANTS

Pourcentage de cas, par facteur préexistant



Dans certains cas, plusieurs facteurs préexistants ont été signalés. La pandémie de COVID-19 a eu une incidence sur plusieurs facteurs de vulnérabilité des victimes face à la traite des personnes. Il a été signalé que les victimes étaient dans un état de vulnérabilité avant d'être soumises à la traite dans 233 affaires judiciaires sur un total de 489 affaires recensées par l'ONUDC.

Source : Rapport mondial de 2020 sur la traite des personnes

Lutte contre le problème mondial de la drogue

En 2021, nous avons poursuivi le programme d'exercices collaboratifs internationaux, qui fournit aux laboratoires de criminalistique des informations actualisées sur l'identification et l'analyse des drogues. En conséquence, la qualité des activités criminalistiques et des tests effectués dans 299 laboratoires, répartis dans 87 pays, s'est améliorée.

Nous avons également soutenu dans diverses régions un développement alternatif consistant à passer de cultures illicites à des cultures licites. En Colombie, plus de 8 600 familles d'agriculteurs et 90 organisations rurales ont augmenté leur productivité et leurs revenus en développant des produits compétitifs de qualité standardisée.

Nos programmes de prévention de la toxicomanie ont bénéficié à plus de 600 000 familles dans 45 pays, dont des populations vulnérables, telles que les réfugiés et déplacés; 100 000 familles déplacées en ont bénéficié dans l'État kachin (Myanmar).

Prévention du terrorisme

Pour favoriser la coopération multilatérale en matière de lutte contre le terrorisme, nous avons lancé la Plateforme mondiale des Nations Unies pour la coordination contre le terrorisme, qui relie 43 entités et 131 États Membres. Nous avons également organisé la Semaine virtuelle de la lutte contre le terrorisme en juillet 2020 et la deuxième Semaine de la lutte contre le terrorisme à New York en juin 2021.

Dans le cadre de l'appui que nous avons apporté aux États Membres, nous avons aidé 40 pays à utiliser les données relatives aux passagers pour empêcher terroristes et grands criminels de se déplacer et mis en service le logiciel goTravel. Nous avons lancé un programme mondial de lutte contre le financement du terrorisme, en formant plus de 400 fonctionnaires de 20 pays et en contribuant au développement d'un nouveau logiciel destiné aux services de renseignement financier. Nous avons aidé plus d'une centaine d'États Membres à faire face au risque de bioterrorisme et à mieux connaître les liens qui existent entre terrorisme, trafic d'armes et criminalité organisée.

Grâce à notre nouveau dispositif mondial, nous avons adopté une approche à l'échelle du système des Nations Unies pour soutenir les États Membres en matière de protection, de rapatriement, de poursuites, de réadaptation et de réintégration des ressortissants étrangers revenant de République arabe syrienne et d'Iraq, qui peuvent avoir des liens présumés ou réels ou des liens familiaux avec des groupes terroristes désignés.

Nous avons encouragé la résilience à l'extrémisme violent conduisant au terrorisme au moyen du sport et favorisé les bonnes pratiques visant à protéger les grandes manifestations sportives contre des attentats terroristes. Nous avons lancé un nouveau Pôle international des sciences du comportement appliquées à la lutte contre le terrorisme afin de mieux informer et appuyer les efforts déployés par le système des Nations Unies et les États Membres pour prévenir l'extrémisme violent et le terrorisme. Nous avons également continué de faire connaître le sort des victimes du terrorisme et à faire valoir leurs droits et leur rôle dans la prévention du terrorisme. Par exemple, dans le cadre de notre Programme de soutien aux victimes du terrorisme, nous avons mis en lumière le traumatisme et l'isolement des victimes pendant la pandémie et leur avons donné accès à une plateforme pour faire valoir leurs droits.



Une formation aux compétences familiales axée sur la prévention de la consommation de drogues, de la violence et de la criminalité est dispensée dans le camp de réfugiés de Cox's Bazar. (Camp de Cox's Bazar, Bangladesh; mai 2020) © ONUDC

NOS ACTIVITÉS DE LUTTE ANTITERRORISTE



175

États Membres ont participé à des activités de renforcement des capacités antiterroristes.



Plus de 9 000

personnes ont participé à nos activités de renforcement des capacités



Nous avons exécuté

68

programmes et projets de renforcement des capacités représentant un budget total de **63 millions de dollars**, afin d'aider les États Membres à mettre en œuvre la Stratégie antiterroriste mondiale.



43

partenaires ont adhéré au Pacte mondial de coordination contre le terrorisme et sont en contact avec **127 États Membres** sur notre plateforme de coordination en ligne.



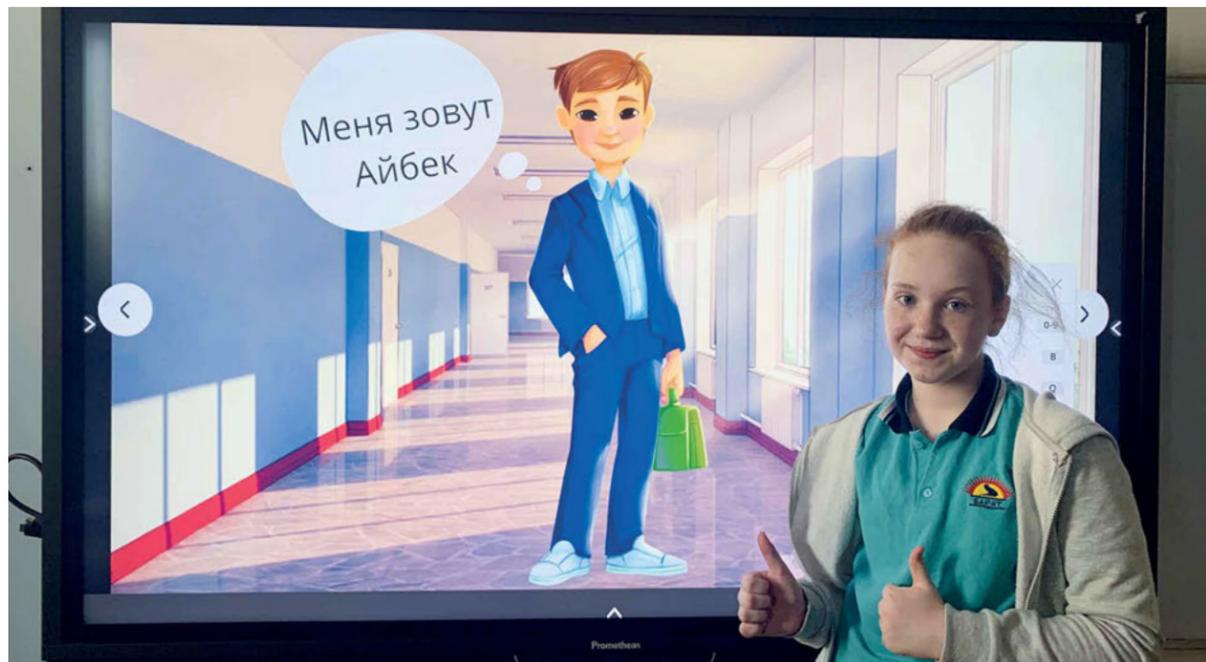
Nous avons organisé

120

réunions de sensibilisation auxquelles ont participé plus de **6 600 personnes** des **193 États Membres**.



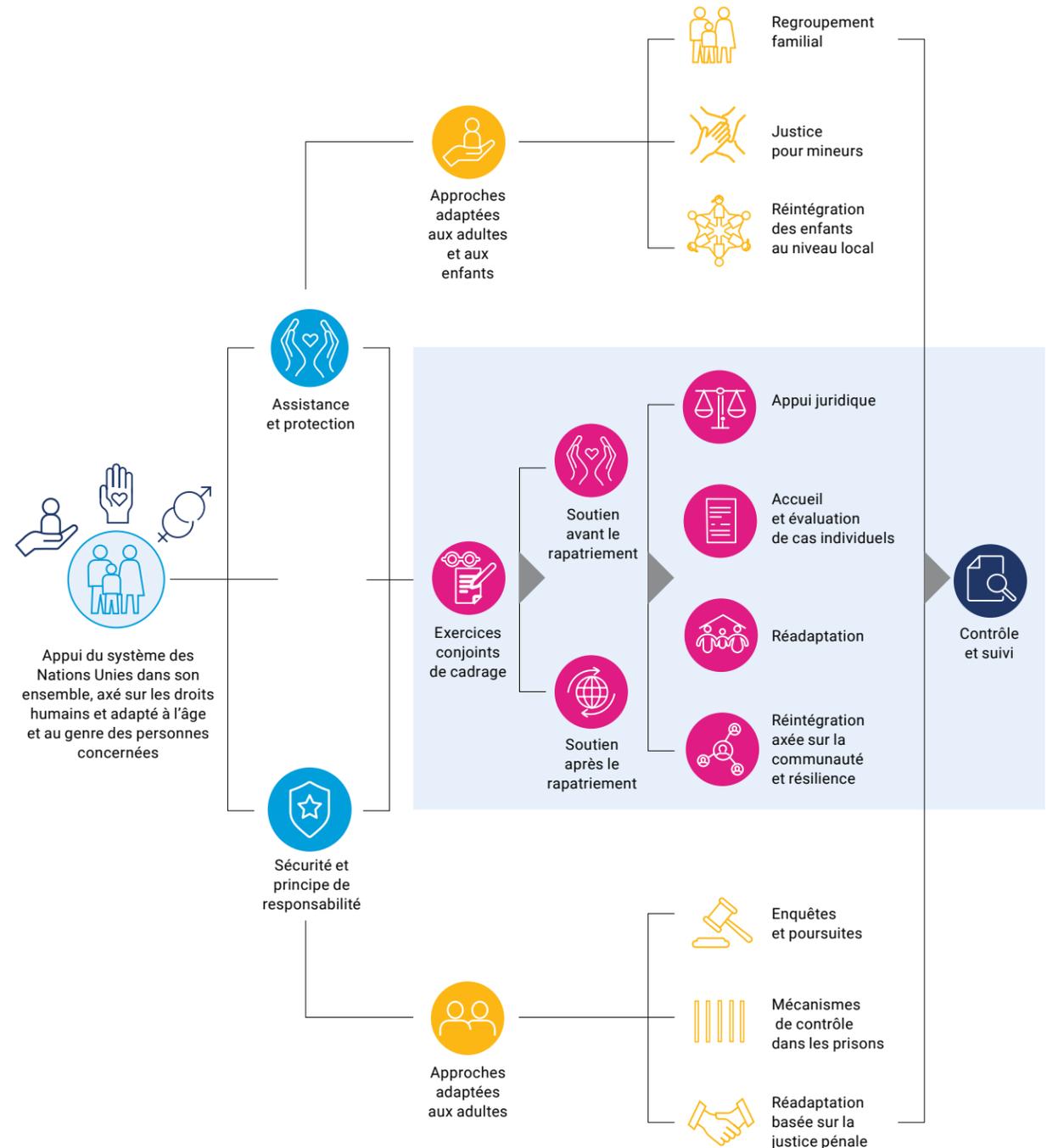
L'ONU a donné aux jeunes leaders les moyens de créer un « espace de courage » avec leurs pairs et mené une discussion avec 600 jeunes femmes et hommes sur les solutions permettant de prévenir et de contrer l'extrémisme violent dans des lieux difficiles d'accès et des contextes fragiles. (Sydney, Australie; novembre 2020) © Bureau de lutte contre le terrorisme



En 2020, des élèves du secondaire ont participé au concours pilote Justice Accelerators, en Arménie et au Kirghizistan : ils ont développé des solutions technologiques visant à améliorer l'état de droit autour d'eux. Les équipes gagnantes ont mis au point des solutions faisant appel à

l'intelligence artificielle pour repérer les discours de haine et les propos extrémistes violents sur des sites Web, ainsi qu'une plateforme en ligne mettant en relation des prestataires d'aide juridictionnelle abordable ou *pro bono* avec des personnes ayant besoin de ces services.

CADRE MONDIAL RELATIF À L'APPUI PRÊTÉ PAR LE SYSTÈME DES NATIONS UNIES AUX ÉTATS MEMBRES CONCERNANT LES INDIVIDUS REVENANT DE RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE OU D'IRAQ*



* Le Cadre mondial est codirigé par le Bureau de lutte contre le terrorisme et l'UNICEF.

Exposition de photos devant le Siège de l'ONU
présentant les 75 clichés lauréats de #TheWorldWeWant,
un concours mondial de photos organisé à l'occasion
du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation.
(New York; 17 septembre 2020) © Photo ONU/Rick Bajornas

Bon fonctionnement de l'Organisation



PRINCIPAUX PROGRAMMES

- Affaires de l'Assemblée générale et gestion des conférences
- Communication globale
- Contrôle
- Stratégies et politiques de gestion et de la conformité
- Bureaux hors Siège
- Appui opérationnel
- Sûreté et sécurité



RESSOURCES (MONTANT INDICATIF)

1,6 milliard de dollars

1,2 milliard de dollars au titre du budget ordinaire
343 millions de dollars au titre des budgets statutaires
des opérations de maintien de la paix (2019/2020)
50 millions de dollars au titre des contributions volontaires



PRINCIPAUX MANDATS

- Un nouveau modèle de gestion pour l'Organisation des Nations Unies, résolutions 72/266 A et B, et 73/281 de l'Assemblée générale
- Progrès accomplis dans l'élaboration d'un dispositif d'application du principe de responsabilité pour le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, résolutions 73/289 et 74/271 de l'Assemblée générale
- Gestion des ressources humaines, résolution 72/254 de l'Assemblée générale
- Achats, résolution 69/273 de l'Assemblée générale
- Multilinguisme, résolution 71/328 de l'Assemblée générale
- Plan des conférences, résolution 73/270 de l'Assemblée générale
- Questions relatives au projet de budget-programme pour 2021, résolution 75/252 de l'Assemblée générale



PRINCIPALES ENTITÉS

- Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences
- Département de la communication globale
- Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
- Département de l'appui opérationnel
- Département de la sûreté et de la sécurité
- Bureau des services de contrôle interne
- Offices des Nations Unies à Genève, Nairobi et Vienne
- Bureau de la déontologie



Drapeau des Nations Unies mis en berne en mémoire des personnes qui ont perdu la vie au cours de la pandémie de COVID-19. (New York; 13 avril 2020) © Photo ONU/Evan Schneider



LIEN AVEC LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

PRINCIPAUX AXES DE TRAVAIL

Composé de plus de 36 000 personnes réparties dans 463 lieux d'affectation, le Secrétariat assure le fonctionnement de l'Organisation, qui repose sur la bonne gestion des finances, des ressources humaines, de l'informatique et des communications, des chaînes d'approvisionnement, des installations, des services de conférence et des services de sécurité et de sûreté. Il fait en outre connaître les activités de l'ONU dans le monde entier.

PRINCIPALES RÉALISATIONS

La pandémie de COVID-19 a mis à l'épreuve les réformes que nous venions de mettre en place et qui nous ont permis d'adapter nos activités et de répondre rapidement aux besoins des États Membres. Contrairement à ce qui s'était passé dans d'autres situations d'urgence telles que l'épidémie d'Ebola, l'Organisation n'a pas eu besoin de créer de nouvelles structures pour gérer sa riposte. Les nouvelles structures issues de la réforme engagée dans les domaines du développement, de la paix et de la sécurité et de la gestion ont favorisé une riposte unifiée et agile qui nous a fait gagner du temps et économiser de l'argent.

Grâce à la mise en service de plateformes de réunion en ligne et d'interprétation simultanée à distance, les délégations et le personnel ont pu poursuivre leurs activités et tenir plus de 1 200 réunions. Sur place, des mesures de distanciation physique,



“ En renforçant nos systèmes au service de la résilience, nous facilitons une exécution plus efficace et responsable des mandats, grâce à la mise au point de stratégies et de politiques de gestion globale innovantes pour un personnel inclusif. ”

Catherine Pollard, Secrétaire générale adjointe chargée du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité

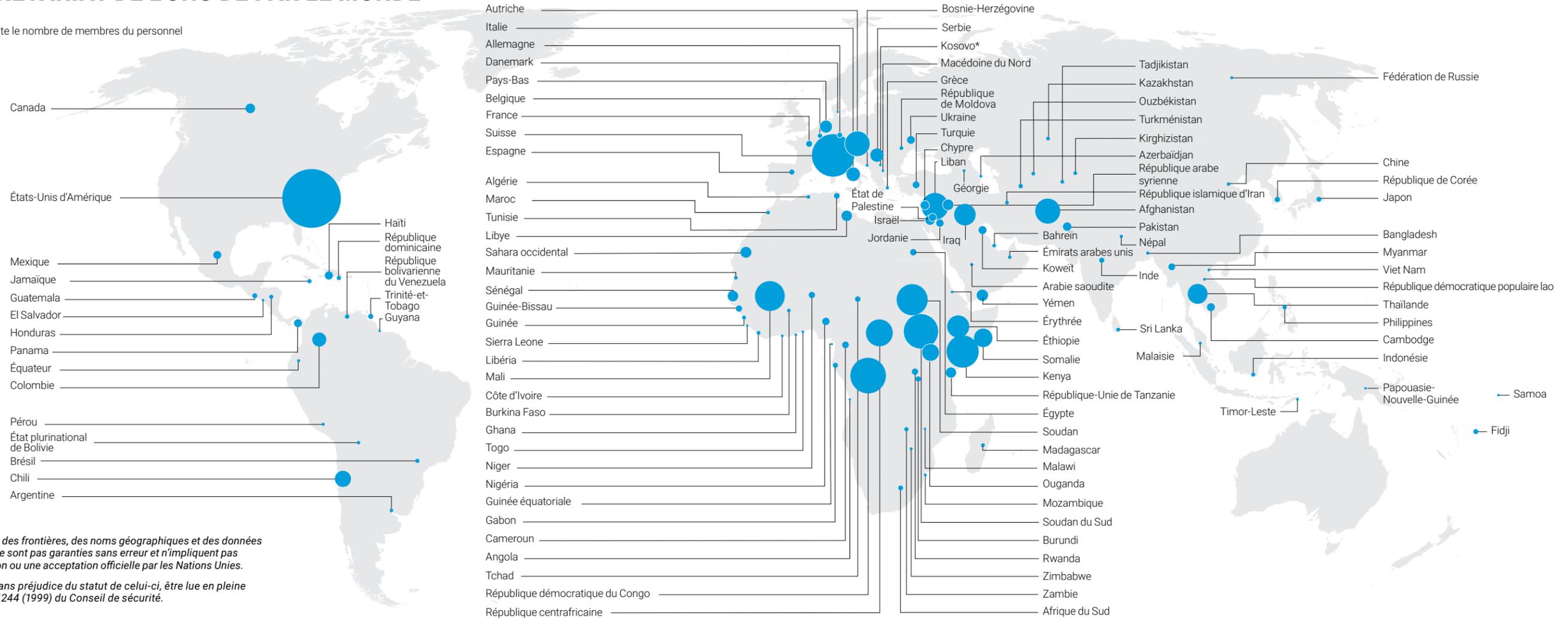


“ L'année qui vient de s'écouler a démontré, peut-être plus que jamais, à quel point il était indispensable que l'ONU soit agile et réactive. Le travail de fond que nous avons effectué a permis à nos opérations de s'adapter immédiatement à la dynamique changeante de notre monde. ”

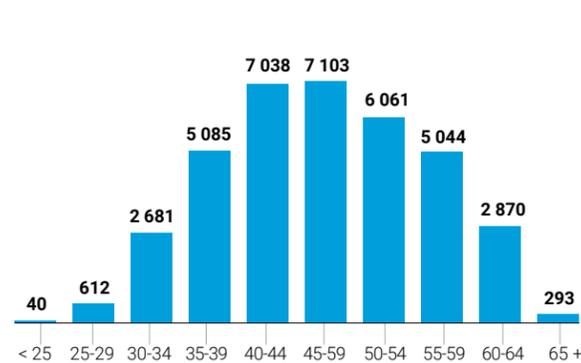
Atul Khare, Secrétaire général adjoint à l'appui opérationnel

EN 2020, PLUS DE 36 000 PERSONNES TRAVAILLAIENT POUR LE SECRÉTARIAT DE L'ONU DE PAR LE MONDE

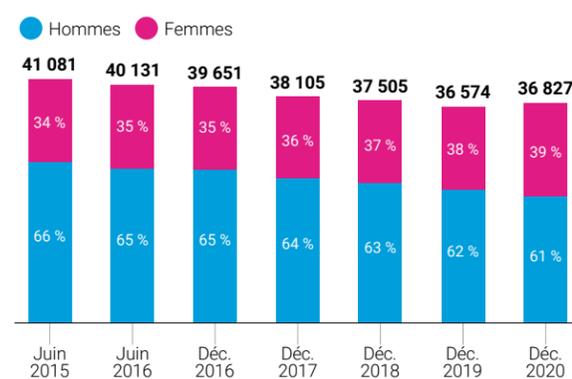
● La taille des points représente le nombre de membres du personnel



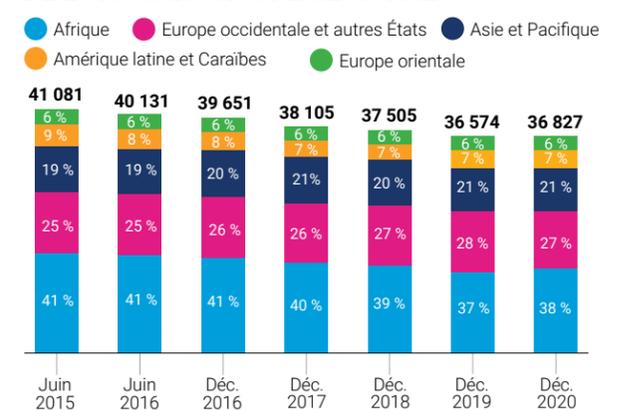
RÉPARTITION PAR TRANCHE D'ÂGE DU PERSONNEL DU SECRÉTARIAT DE L'ONU EN 2020



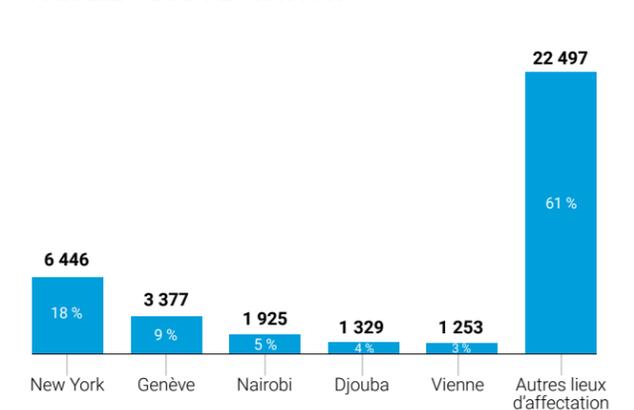
LES FEMMES REPRÉSENTENT UNE PROPORTION DE PLUS EN PLUS GRANDE DU PERSONNEL DU SECRÉTARIAT DE L'ONU



RÉPARTITION DU PERSONNEL DU SECRÉTARIAT DE L'ONU PAR GROUPE RÉGIONAL*



PERSONNEL DU SECRÉTARIAT DE L'ONU, PAR LIEU D'AFFECTATION



* Les cinq groupes régionaux ont été créés pour favoriser la répartition géographique équitable des sièges entre les États Membres dans les différents organes de l'ONU.

des systèmes de filtration de l'air et des mesures d'hygiène renforcées ont accru la sécurité dans nos bâtiments. Dans le cadre de notre défi « Réimaginer l'ONU ensemble », quelque 85 équipes ont proposé des solutions innovantes pour travailler autrement et mieux.

Pour permettre la poursuite des activités vitales que nous menons dans le monde entier, nous avons mis en place une Équipe spéciale des Nations Unies pour les évacuations sanitaires, qui s'est occupée de 117 évacuations médicales, a établi des plateformes à Accra et à Nairobi et a pris des dispositions avec des hôpitaux dans plusieurs endroits. En juin 2021, notre équipe spéciale chargée du déploiement de la vaccination avait livré 222 500 vaccins destinés au personnel des Nations Unies et aux membres des organisations partenaires dans 47 pays. Nous avons également continué d'assurer la sécurité de quelque 180 000 membres du personnel et 400 000 personnes à charge dans plus de 125 pays.

Les nouvelles structures de gestion au Siège ont facilité la riposte des Nations Unies face à la COVID-19 en clarifiant les responsabilités des départements et en améliorant la réactivité. Nous avons pu mettre à jour et ajuster les politiques pour

répondre aux exigences opérationnelles. Le système de chaîne d'approvisionnement intégré a permis à l'Organisation d'obtenir rapidement des biens et des services essentiels à des prix très compétitifs. Des équipements de protection individuelle et du matériel médical ont été achetés et livrés dans les lieux d'affectation qui en avaient besoin. Les chaînes d'approvisionnement de l'Organisation, en particulier pour les biens et services stratégiques, sont restées résilientes même dans ces circonstances difficiles : aucune interruption n'a été enregistrée malgré les différentes restrictions imposées au niveau national en matière de voyages et de fret.

Le dispositif élargi de délégation des pouvoirs qui a été mis en place a permis de faire coïncider responsabilité de l'exécution et pouvoir de décision. Il a aussi permis aux responsables de réagir plus rapidement et avec plus de souplesse aux situations qu'ils ont rencontrées pendant la pandémie. Un nouveau mécanisme de gouvernance, le Comité des clients des services de gestion, a été établi pour assurer l'efficacité des opérations. Pour la première fois, les entités du Secrétariat de tous types, notamment celles situées hors siège, ont été associées continuellement à l'élaboration des directives administratives.



Une équipe d'évacuation sanitaire procède à une évacuation. (Iraq; août 2020)

UN FONCTIONNEMENT EFFICACE



Plus de **75 millions**

de visiteurs ont consulté le site Web un.org.



27,5 millions

d'utilisateurs ont consulté le site Web consacré aux objectifs de développement durable.



Nous avons assuré la sécurité de

180 000

membres du personnel et des **400 000** personnes à leur charge dans **125** pays.



Dans le cadre de notre campagne « Verified »,

plus de **1 000**

contenus numériques ont été publiés dans au moins **50** langues pour combattre la désinformation relative à la COVID-19.



Les vidéos « Verified » ont été visionnées

660 millions

de fois et ont permis de toucher **25 millions** de personnes directement sur leur téléphone portable.



“ Les technologies sont plus efficaces lorsqu'elles sont mises au service de la transformation des processus opérationnels. ”

Moses Abelian, Secrétaire général adjoint chargé du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences



“ Au final, il faut que nos partenaires puissent nous faire confiance et savoir qu'ils obtiendront les résultats dont ils ont besoin. Un contrôle interne ferme et réactif atteste notre détermination à assumer nos responsabilités en matière de résultats et de transparence, et favorise toujours cette confiance. ”

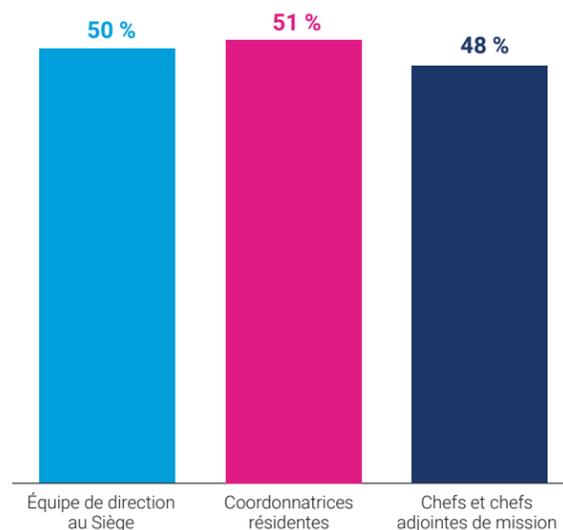
Fatoumata Ndiaye, Secrétaire générale adjointe aux services de contrôle interne

Grâce aux investissements centralisés dans l'informatique et les technologies des communications, les membres du personnel avaient à leur disposition des outils modernes grâce auxquels ils ont pu poursuivre leur travail sans discontinuer. Dans divers lieux d'affectation, ils ont pu continuer à travailler à distance tout en ayant des contacts et en collaborant avec leurs collègues du monde entier.

Les réformes menées ont également contribué à renforcer le principe de responsabilité et la transparence. Une nouvelle capacité d'évaluation a été formée, les capacités d'analyse ont été considérablement renforcées, un registre des risques à l'échelle du Secrétariat, assorti de plans de traitement et de gestion des risques, a été mis en place et une approche de gestion des risques a été introduite.

C'est la deuxième année que l'ONU a un budget annuel. La précision de nos prévisions de dépenses et de nos hypothèses budgétaires s'en est trouvée améliorée, de même que l'exécution des mandats et la responsabilité à l'égard des résultats. Nous sommes ainsi en mesure d'ajuster la planification des programmes et d'intégrer dans le budget de 2022 les enseignements tirés de la riposte à la pandémie. Dans le cadre d'un budget biennal, il aurait fallu attendre l'exercice 2024-2025 pour ce faire.

NOTRE ENGAGEMENT EN FAVEUR DE LA PARITÉ DES GENRES AU SIÈGE ET SUR LE TERRAIN (POURCENTAGE DE FEMMES, À PARTIR DE 2020)



INTÉGRATION DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES

En mai 2020, le Secrétaire général a engagé un examen de l'intégration du système des Nations Unies pour optimiser la collaboration entre piliers aux fins de la consolidation de la paix et de l'accélération de l'action en faveur des objectifs de développement durable. Des collègues de l'ensemble du système s'emploient actuellement à donner suite à cet exercice en remaniant les politiques, mettant au point des outils pratiques et tenant compte des éléments comportementaux recensés pour appuyer l'application des recommandations formulées à l'issue de l'examen.



« Notre travail vise à permettre l'exécution des programmes des Nations Unies dans des conditions de sécurité difficiles. »

Gilles Michaud, Secrétaire général adjoint à la sûreté et à la sécurité

L'équité demeure une priorité essentielle dans la gestion du personnel. En 2021, nous avons maintenu la parité des genres au niveau des secrétaires généraux adjoints et des sous-secrétaires généraux, parité qui avait été atteinte pour la première fois en 2020. Nous avons lancé une stratégie pour faire progresser le principe de l'équité de la représentation géographique et évalué nos procédures de recrutement afin de lutter contre les préjugés et autres facteurs faisant obstacle à l'inclusion en matière de recrutement. Nous avons également lancé une initiative visant à constituer un vivier de talents pour mieux tirer parti des talents féminins au sein du régime commun des Nations Unies.

Pour renforcer l'application du principe de responsabilité, nous avons créé des tableaux de bord de gestion qui nous permettent de suivre nos performances notamment en matière de parité des genres et de représentation géographique, et nous avons lancé notre tout premier portail de résultats pour les États Membres. Nous avons également formé des coordonnateurs et coordonnatrices pour les questions de déontologie et de discipline et élargi notre Système de suivi des fautes professionnelles.

En 2021, j'ai signé la première déclaration du Secrétariat relative au contrôle interne, qui donne aux États Membres l'assurance que les activités prescrites à l'échelle du Secrétariat sont menées de manière efficace et efficiente; que l'information financière est fiable et conforme aux Normes comptables internationales pour le secteur public; que les règlements, règles et procédures sont conformes au cadre réglementaire.



« À l'ONU, nous œuvrons, travaillons et agissons avec compassion pour les autres afin de surmonter l'indifférence, de prendre un nouveau départ et de nous relever de façon à créer des conditions bien meilleures qu'auparavant. »

Melissa Fleming, Secrétaire générale adjointe à la communication globale

MENER UNE ACTION DE COMMUNICATION DANS LE MONDE ENTIER

Production, publication et traduction d'informations en **126** langues.

Un appui à la communication a été assuré dans **180** pays.

La diffusion en direct et à la demande des réunions et événements de l'ONU sur les plateformes multimédias de l'ONU a enregistré **plus de 92 millions** de vues.

Les vidéos de l'ONU ont été diffusées plus de **80 000** fois par les médias.



Un agent de sécurité de l'ONU dans la salle de l'Assemblée générale à sa soixante-quinzième session. (New York; 26 septembre 2020) © Photo ONU/Manuel Elías

Les droits et la dignité des victimes restent au cœur de l'action que nous menons pour éliminer l'exploitation et les atteintes sexuelles. En mai 2020, la Défenseuse des droits des victimes a conclu un projet pilote d'inventaire des services offerts, des capacités et des approches en matière de droits des victimes dans 13 pays où le système des Nations Unies est à pied d'œuvre. Le nombre d'entités des Nations Unies ayant soumis un plan d'action visant à prévenir et à combattre l'exploitation et les atteintes sexuelles a quadruplé depuis 2019.

En mars 2021, le Comité de haut niveau sur la gestion a approuvé un manuel destiné aux enquêteurs et enquêtrices (*Investigators' Manual: Investigation of Sexual Harassment Complaints in the United Nations*), qui énonce des principes généraux communs à appliquer lors des enquêtes sur les plaintes pour harcèlement sexuel pour que celles-ci soient placées sous le signe de l'équité, de la transparence et de la responsabilité.

En septembre 2020, j'ai créé l'Équipe spéciale pour l'éradication du racisme et la promotion de la dignité de toutes et tous à l'ONU. Elle est chargée de déterminer l'ampleur du racisme personnel, interpersonnel, structurel et institutionnel dans l'Organisation et l'impact de ce phénomène sur l'exécution des mandats. Elle élaborera un plan d'action stratégique à long terme visant à mettre fin au racisme et à la discrimination raciale dans l'Organisation, proposera des mesures visant à promouvoir la diversité et l'inclusion et présentera des moyens de mettre au point des politiques et outils visant à instaurer un climat de confiance dans lequel le racisme peut être signalé sans crainte de représailles et dans lequel il est rapidement donné suite à ce type de signalement.

La crise de liquidités a continué d'avoir une incidence sur notre travail en 2020. Nous avons commencé l'année avec des arriérés atteignant le niveau record de 711 millions de dollars pour le budget ordinaire et, à la fin du mois de mars, nous accusons un déficit de 173 millions de dollars pour ce qui est des quotes-parts mises en recouvrement. Face à ce déficit de trésorerie, nous avons temporairement suspendu les recrutements au titre du

budget ordinaire et réduit toutes les dépenses. Les rentrées d'argent sont restées imprévisibles et les arriérés se sont établis à 808 millions de dollars à la fin de l'année. Les interventions destinées à parer au plus pressé ne peuvent pas résoudre ces difficultés structurelles, et le problème ne manquera pas de se reproduire d'exercice en exercice.

À la fin de l'exercice, en juin 2020, les contributions non acquittées au titre des opérations de maintien de la paix s'élevaient à 1,7 milliard de dollars. En 2019, l'Assemblée générale a autorisé des mesures qui ont permis d'atténuer considérablement les problèmes de trésorerie, notamment de régler les sommes dues aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police. Ces mesures nous ont permis de respecter nos impératifs opérationnels et d'assurer le règlement des sommes dues à ces pays. Toutefois, un financement durable et prévisible est nécessaire pour assurer le succès de nos opérations de maintien de la paix. Je suis reconnaissant aux États Membres qui se sont efforcés de verser leurs contributions intégralement et dans les délais prescrits, et j'exhorte les autres à s'acquitter de leurs obligations financières.



“ Les principes et la déontologie qui gouvernent la conduite du personnel de l'ONU seront d'une importance capitale pour continuer à renforcer la confiance du public dans l'Organisation. ”

Elia Yi Armstrong, Directrice du Bureau de la déontologie



RÉDUIRE L'EMPREINTE ÉCOLOGIQUE DE NOS MISSIONS SUR LE TERRAIN

Dans le cadre des efforts que nous faisons pour réduire l'empreinte écologique de nos opérations hors Siège, la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei a installé 50 climatiseurs solaires hybrides, qui consomment 29 % d'énergie en moins et permettent de réduire la

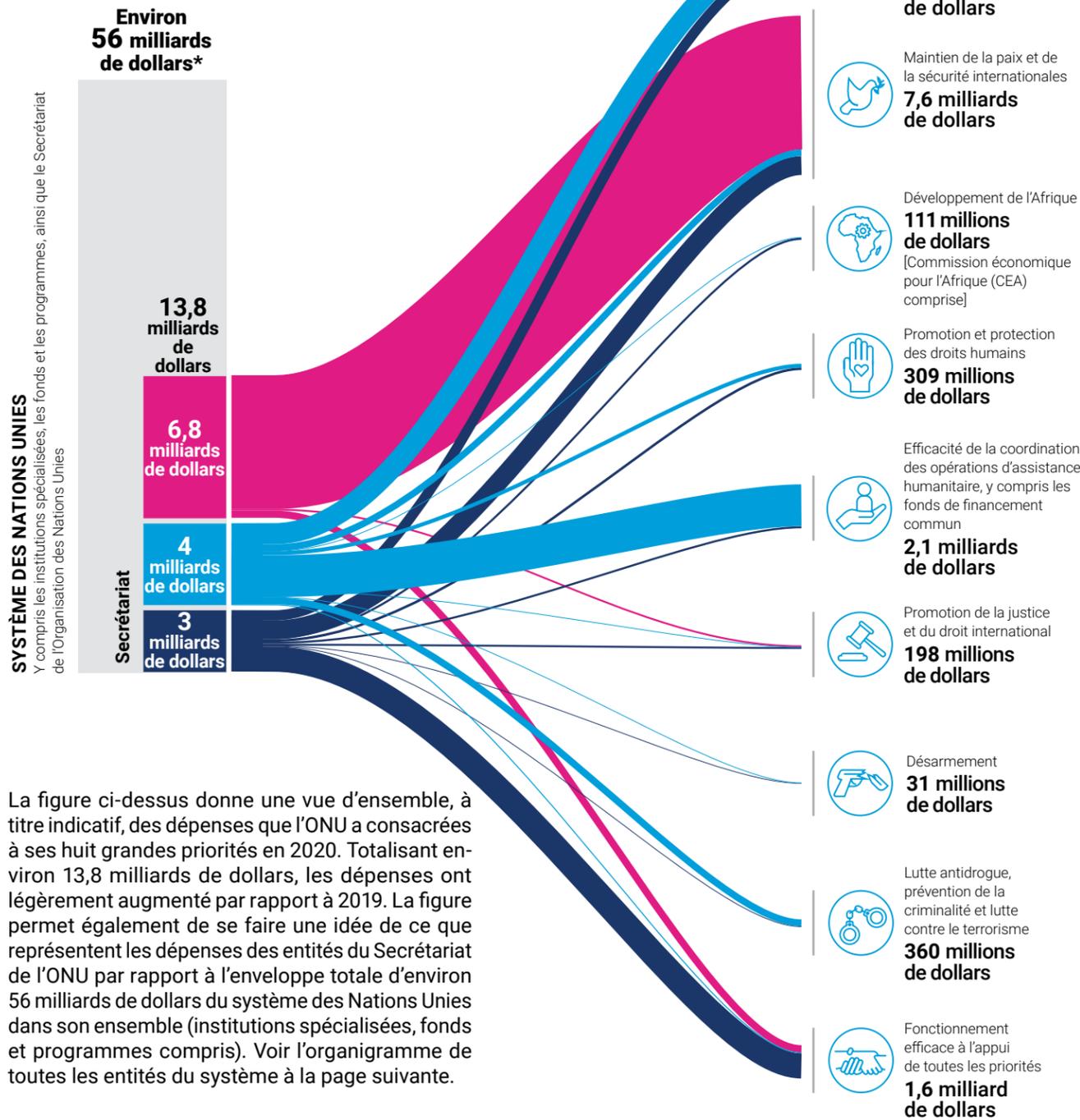
consommation de carburant de quelque 400 litres par an. La Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement a mis en place trois systèmes photovoltaïques, réduisant ainsi son empreinte carbone d'environ 250 tonnes de dioxyde de carbone par an.



Un membre du personnel du Service de la gestion des installations nettoie la moquette de la salle de l'Assemblée générale en vue de préparer le retour du personnel pendant la pandémie de COVID-19. (New York; 27 mai 2020) © Photo ONU/Manuel Elías

RESSOURCES DANS LES DOMAINES PRIORITAIRES EN 2020

- Contributions mises en recouvrement pour le maintien de la paix et les tribunaux internationaux
- Contributions volontaires
- Contributions statutaires pour le budget ordinaire



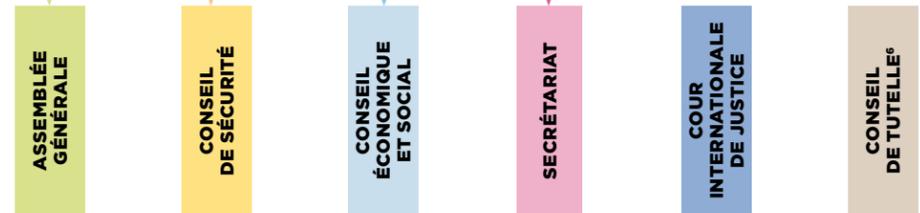
La figure ci-dessus donne une vue d'ensemble, à titre indicatif, des dépenses que l'ONU a consacrées à ses huit grandes priorités en 2020. Totalisant environ 13,8 milliards de dollars, les dépenses ont légèrement augmenté par rapport à 2019. La figure permet également de se faire une idée de ce que représentent les dépenses des entités du Secrétariat de l'ONU par rapport à l'enveloppe totale d'environ 56 milliards de dollars du système des Nations Unies dans son ensemble (institutions spécialisées, fonds et programmes compris). Voir l'organigramme de toutes les entités du système à la page suivante.

* Sur la base du montant de 2019.

Il convient de noter que ce diagramme est fourni uniquement à titre illustratif. Les exercices ne courent pas sur la même période pour le budget ordinaire (2020) et les opérations de maintien de la paix (2019/20). La répartition des ressources correspond au budget-programme de 2022. Les données pour le système des Nations Unies sont basées sur des rapports indicatifs au Secrétariat du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies. Pour des informations détaillées, veuillez vous reporter aux états financiers vérifiés.

LE SECRÉTARIAT DE L'ONU DANS LE SYSTÈME DES NATIONS UNIES

ORGANES PRINCIPAUX



Notes :

- Membres du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS). Sur les partenariats sert de coordonnateur pour la Fondation pour les Nations Unies.
- L'IAEA et l'OIAC font rapport au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale.
- L'OMC n'a pas obligation de faire rapport à l'Assemblée générale, mais elle est soumise à la supervision du Conseil de sécurité.
- Les institutions spécialisées sont des organisations autonomes dont le travail est coordonné par le Conseil économique et social (au niveau des services d'appui) et par le Conseil de tutelle (le 1er novembre 1994, suite à l'indépendance des Palaos, dernier territoire sous tutelle des Nations Unies, le 1er octobre 1994).
- Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) ne sont pas des institutions spécialisées au sens des articles 57 et 63 de la Charte, mais font partie du Groupe de la Banque mondiale.
- Les secrétariats de ces organismes font partie du Secrétariat des Nations Unies.
- Le Bureau des affaires de désarmement est un organe subsidiaire au sens des services d'appui.
- Le Bureau des affaires de désarmement est un organe subsidiaire au sens des services d'appui.
- Le Bureau des affaires de désarmement est un organe subsidiaire au sens des services d'appui.
- Consultez la liste complète des organes subsidiaires de l'ECOSOC à cette adresse : www.un.org/ecosoc/fr.

Ce tableau reflète l'organisation fonctionnelle du système des Nations Unies, à seule fin d'information. Il n'inclut pas tous les bureaux et organismes des Nations Unies.

